



LE MONDE diplomatique

LA GUERRE
DES ALPHABETS

CARTOGRAPHIE

Pages 14 et 15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 761 - 64^e année. Août 2017

HISTOIRE D'UNE PASSION AMÉRICAINE

L'air conditionné à l'assaut de la planète

Qui n'a jamais rêvé, quand la chaleur devient étouffante, de brancher le climatiseur pour profiter d'une brise de fraîcheur ? Alimentée par les canicules à répétition, cette tentation n'a rien d'anodin : l'air conditionné change les modes de vie des pays où il s'implante.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

LA VILLE de Hamilton, au Canada, n'est guère connue pour la douceur de son climat : chaque année, les températures y sont négatives pendant cent vingt-neuf jours, et elles ne dépassent 30 °C que pendant dix-huit jours. Dans cette localité de 500 000 âmes, 82 % des foyers disposent pourtant de la climatisation, une technologie que le conseil municipal envisage de fournir gratuitement aux résidents pauvres souffrant de problèmes de santé. Hamilton inaugurerait ainsi un dispositif inventé aux États-Unis, où des aides publiques existent déjà pour les ménages peinés à s'équiper (1).

Subventionner l'air conditionné ? La mesure est moins absurde qu'il n'y paraît. Chaque été, du Nevada à la Floride, nombre d'États connaissent une atmosphère irrespirable, avec des températures qui excèdent les 40 °C en journée et redescendent à peine la nuit. Y vivre sans climatiseur, c'est suffoquer en permanence et s'exposer à divers maux : hypertension, insuffisance pulmonaire, troubles du sommeil, maux de tête... Dans le sud du pays, 97 % des foyers sont donc climatisés.

Certains États, comme l'Arizona, obligent même les propriétaires à fournir à leurs locataires un système de climatisation en état de marche, au même titre que l'électricité ou l'eau courante.

Mais le goût américain pour la fraîcheur artificielle ne se limite pas à ces zones arides ou subtropicales. Il touche l'ensemble du pays, y compris le Vermont et le Montana, où les chutes de neige sont plus fréquentes que les canicules. L'air conditionné est présent partout, dans les maisons, les voitures, les restaurants, les magasins, les administrations, les transports, les stades, les ascenseurs, les écoles, les salles de sport, les églises, assurant une température constante, quels que soient la saison ou le coin du pays, à un peu plus de 20 °C.

(Lire la suite pages 18 et 19.)

(1) En 2011, le montant global de l'aide à la climatisation aux États-Unis s'élevait à 269 millions de dollars, soit le quart des aides versées pour le chauffage. Cf. « Low income home energy assistance program », US Department of Health and Human Services, Washington, DC, 2015.

UN PROJET FORGÉ DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

Internet russe, l'exception qui vient de loin



COURTESY VLADYK MOSCOU (VLADYK.NET)

PAVEL PEPPERSTEIN. – « The Ear of the World » (L'Oreille du monde), 2014

Interrogé par le réalisateur Oliver Stone sur les technologies de surveillance américaines, le président russe Vladimir Poutine a expliqué : « Il a fallu combler notre retard sur le reste du monde, mais nous avons des

bases solides. » L'Union soviétique a en effet développé après la seconde guerre mondiale ses propres systèmes informatiques. La Russie cultive depuis une forme originale de souveraineté numérique.

PAR KEVIN LIMONIER *

EN MAI 2017, le gouvernement ukrainien a interdit l'accès à plusieurs services numériques russes, parmi lesquels le moteur de recherche Yandex et le réseau social VKontakte. Kiev reproche à ces outils, largement utilisés dans le pays, de partager leurs données avec les services de renseignement du Kremlin – en particulier celles des soldats qui combattent les séparatistes du Donbass. Cette mesure, qui prive plusieurs millions de personnes d'accès à

leurs sites habituels, illustre la volonté des autorités ukrainiennes d'échapper à la sphère d'influence numérique que Moscou entretient dans la quasi-totalité de l'espace postsoviétique.

La Russie est en effet l'un des seuls pays à disposer d'un écosystème presque complet de plates-formes et de services indépendants de ceux de la Silicon Valley, fondés par des Russes et régis par le droit russe. Tandis qu'une part significative de la population mondiale utilise quotidiennement Google, Amazon, Facebook et Apple (GAFA), sans recours possible à des équivalents locaux crédibles, les Russes et leurs voisins ont le choix entre les géants californiens et ce qu'il est convenu d'appeler le Runet : le segment russophone du Net et les services qui le composent. Yandex jouit d'une popularité deux fois supérieure à celle de son concurrent Google, tandis que VKontakte, équivalent de Facebook, est, de très loin, le premier site consulté dans le pays (1).

Cette situation unique dans le monde – même en incluant le cas de la Chine – constitue un sérieux atout pour Moscou, dont la position en matière de gouvernance du Web s'est considérablement renforcée depuis les révélations de M. Edward Snowden sur les écoutes pratiquées par l'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine. Dans le cyberspace comme ailleurs, la diplomatie russe considère la souveraineté comme la valeur ultime des relations internationales ; elle s'affiche comme une puissance prête à tout mettre en œuvre pour limiter les tentatives d'ingérence et d'espionnage, en particulier américaines. Disposer de ses propres infrastructures permet à Moscou d'adopter des lois fortes, comme celle qui, depuis 2015, oblige les plates-formes numériques étrangères à héberger sur le sol russe les données des citoyens russes.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

(1) Données Alexa.

* Maître de conférences à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

Le leurre des 99 %

PAR SERGE HALIMI

À 100 °C, l'eau bout, c'est certain. Mais mieux vaut ne pas attendre que la vie des sociétés se plie aux lois de la physique. Certes, 1% de la population s'attribue la majorité des richesses produites sur Terre ; cela ne fait pas pour autant des 99 % qui restent un groupe social solidaire, encore moins une force politique en ébullition.

En 2011, le mouvement Occupy Wall Street s'est construit autour d'une idée, d'un slogan : « Nous avons en commun d'être les 99 % qui ne tolèrent plus l'avidité et la corruption des 1 % restants. » Diverses études venaient d'établir que la quasi-totalité des gains de la reprise économique avaient profité aux 1 % d'Américains les plus riches. Ce ne fut ni une aberration historique ni une particularité nationale. Un peu partout, un tel résultat n'a cessé d'être conforté par des politiques gouvernementales. Les projets fiscaux du président français Emmanuel Macron, par exemple, auront pour principaux bénéficiaires « les 280 000 ménages les plus riches, le dernier centile (...) dont le patrimoine est surtout constitué de placements financiers et de parts d'entreprise (1) ».

Est-ce à dire que l'ensemble des autres auraient tant en commun qu'ils pourraient fédérer leurs énergies pour renverser l'ordre établi ? Quand, à défaut d'être soi-même milliardaire, on appartient à la catégorie des privilégiés, il est réconfortant de s'en extraire en fantasmant qu'on relève du même bloc social que les prolétaires. Mais les 99 % mêlent indistinctement les damnés de la terre et une couche moyenne supérieure, assez épaisse, de médecins, d'universitaires, de journalistes, de militaires, de cadres supérieurs, de publicitaires, de hauts fonctionnaires sans qui la domination des 1 % ne résisterait pas plus de quarante-huit heures. Réunir des choux-fleurs et

des cerfs-volants dans le grand sac des 99 % rappelle un peu le mythe fondateur américain qui prétend, lui, que tout le monde, peu ou prou, appartient à la classe moyenne, que chacun ou presque est déjà riche ou va le devenir (2).

Or, si l'union fait la force, la cohésion aussi... L'histoire nous a appris que les grands moments de communion, d'unanimité ne durent pas longtemps. Février 1848, la fraternité, Lamartine, ces barricades défendues indistinctement par des ouvriers et des bourgeois débouchèrent quelques semaines plus tard sur l'affrontement meurtrier qui les opposa lors des « journées de juin » (3). Construire une alliance est déjà difficile, y compris entre deux mouvements progressistes d'un même pays. Imaginer un projet commun, une force politique durable sur une base aussi indifférenciée que « l'humanité moins l'oligarchie » relève au mieux de l'utopie, au pis de la volonté de ne pas choisir, de ne pas trancher. Et, finalement, revient à ne pas faire grand-chose, à moins de ne se consacrer qu'à des droits consensuels, à la maltraitance des enfants et aux accidents de la route.

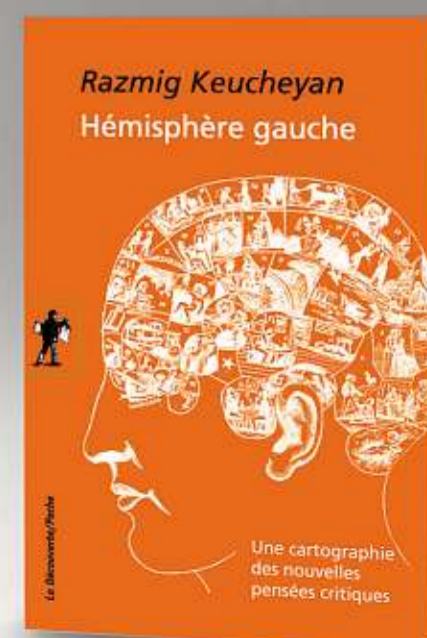
Pour tout le reste, 99 %, c'est trop.

(1) Anne de Guigné, « Les mesures fiscales de Macron profiteront d'abord aux Français les plus riches », *Le Figaro*, Paris, 12 juillet 2017.

(2) En 2003, 19 % des contribuables américains pensaient appartenir à la catégorie des 1 % de contribuables les plus riches ; 20 % imaginaient qu'ils la rejoindraient bientôt...

(3) Lire Dominique Pinsolle, « Entre soumission et rébellion », dossier « Que peuvent les classes moyennes ? », *Le Monde diplomatique*, mai 2012.

Une cartographie intellectuelle de la gauche mondiale



Éditions
La Découverte

432 pages, 13 euros
ePub disponible



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

POLITIQUE, ÉCONOMIE, ÉCOLOGIE

Anatomie d'une triple crise

Il y a dix ans éclatait la crise financière la plus grave depuis 1929. Les banquiers ont repris leurs affaires habituelles, mais l'onde de choc continue de se propager. Elle a rendu caducs certains modèles de croissance et provoqué un discrédit massif du monde politique. À ces deux crises s'ajoute celle, écologique, qui menace la planète elle-même. Comment les pensées critiques articulent-elles ces trois dimensions ?

PAR RAZMIG KEUCHEYAN *

COMME L'A MONTRÉ l'historien Reinhart Koselleck, le sentiment de crise est inhérent à la condition de l'homme moderne (1). Le changement technologique, les cycles de l'économie ou les évolutions de la culture contribuent à nourrir une impression de constante nouveauté et, par contrecoup, de fin d'époque. Il arrive cependant que la crise soit réelle, et même que plusieurs se juxtaposent. C'est le cas aujourd'hui, avec un ébranlement indissociablement politique, économique et écologique. Comment s'articulent ces trois dimensions ? Au cours des dernières décennies, cette interrogation a travaillé penseurs et mouvements critiques.

La crise actuelle est d'abord politique. Trois principaux débats ont cours à son propos. Le premier consiste à se demander s'il s'agit d'une tension vis-à-vis des élites, qui seraient aujourd'hui exceptionnellement cupides et corrompues, ou si le problème renvoie à une défiance générale envers les institutions de la démocratie représentative, à une « crise de la représentation » qui se traduirait par des taux d'abstention élevés aux élections, par le vote d'extrême droite ou encore par la montée de mouvements politiques extra-institutionnels, comme celui des zones à défendre (ZAD) – telle celle de Notre-Dame-des-Landes, site d'un projet d'aéroport controversé en Loire-Atlantique.

La première position est défendue par Íñigo Errejón, l'un des fondateurs du parti espagnol Podemos, pour qui une majorité de la population continue à croire à la justice, aux Parlements, à l'administration, bref, à l'État démocratique (2). Ce à quoi elle ne croirait plus, en revanche, c'est à la capacité des élites, les fameux 1 %, à

Un « capitalisme stationnaire » ?

SELON HALL, ce type de populisme a ceci de particulier qu'il s'appuie souvent sur des valeurs de gauche, qu'il détourne de leur sens premier pour leur conférer une teneur réactionnaire. Par exemple, la démocratisation des sociétés a profondément ancré dans les populations l'aspiration à l'égalité. Le thâcherisme s'appuiera sur ce sentiment pour stigmatiser les « profiteurs », ceux qui cherchent à obtenir des avantages indus aux dépens du peuple supposé vertueux. Bien entendu, les « profiteurs » sont souvent – bien que pas toujours – des étrangers, et le « bon peuple » des autochtones. Incarné par le premier ministre Viktor Orbán en Hongrie, par son homologue britannique Theresa May ou par la présidente du Front national Marine Le Pen en France, le populisme autoritaire semble promis à un bel avenir.

Un troisième débat porte sur l'origine de la crise de la représentation. Des penseurs comme Toni Negri ou David Graeber soutiennent qu'émergent à l'heure actuelle des formes de sociabilité colla-

boratives pour le bien commun, à générer des richesses ou à respecter la loi. Il en découle, selon lui, que les mouvements critiques – par exemple Podemos – doivent lutter non pour dépasser la démocratie représentative, mais pour la faire repartir sur des bases saines. Une forme de nostalgie des « trente glorieuses », de l'ordre politique d'après-guerre, est sans doute à l'œuvre ici. Errejón insiste sur la nécessité de combiner, pour régénérer la démocratie, interventions dans les institutions représentatives et mouvements sociaux à la base.

Cette position a un équivalent à droite, incarné par exemple par M. Donald Trump. Associant critique des élites de Washington et critique des médias dominants, le président américain promet lui aussi de redonner le pouvoir au peuple. Il évoque fréquemment le « mouvement » qui l'a porté au pouvoir, lequel transcende à ses yeux la vieille opposition entre républicains et démocrates. Lors d'un discours devant une convention conservatrice, le 24 février 2017, il n'a pas hésité à faire l'éloge du candidat aux primaires démocrates Bernie Sanders, dont nombre de partisans ont, selon lui, voté en sa faveur lors de l'élection présidentielle.

Le deuxième débat relatif à la crise politique concerne justement l'émergence de ce que le sociologue Stuart Hall a appelé dans les années 1970 le « populisme autoritaire », et dont le thâcherisme est une des premières manifestations historiques (3). Cette forme apparaît sur fond de ressac économique et d'affaiblissement des gauches ; une double crise qui atomise le consensus politique « social-démocrate » d'après-guerre.

boratives, rendues possibles par les réseaux sociaux ou par les évolutions du travail, avec la montée en puissance de l'« immatériel » (4). Or ces formes de sociabilité entrent en contradiction avec la démocratie représentative, elle-même issue de liens sociaux typiques des XIX^e et XX^e siècles. C'est l'opposition entre représentation et participation. La crise de la représentation trouve par conséquent son origine, à leurs yeux, dans les évolutions de la forme du lien social.

Pour le sociologue Wolfgang Streeck, la crise de la représentation s'explique au contraire par les contradictions économiques du système capitaliste. Avec la fin des « trente glorieuses », on assiste à la fin de l'alliance entre le capitalisme et la démocratie, sa meilleure « enveloppe ». Un capitalisme économiquement à bout de souffle, incapable de rétablir des taux de croissance significatifs, ne parvient plus à satisfaire les demandes de bien-être matériel des populations. Ce qui implique qu'à l'avenir le capitalisme s'alliera avec des formes politiques de moins en moins démocratiques.



GALERIE MAEGHT, PARIS - BRIDGEMAN IMAGES

VASSILY KANDINSKY. – « Square » (Carré), 1927

Les controverses sur les convulsions de l'époque portent également sur la dimension économique. S'agit-il d'une crise financière, qui a contaminé l'économie dite « réelle » ? Ou est-on d'emblée face à une crise d'accumulation, dont l'épicentre se trouverait dans l'économie réelle ? Dans cette seconde éventualité, la finance ne serait pas la source du problème, mais seulement l'expression ou le reflet de contradictions sous-jacentes, objectives, présentes dans le monde de la production. Ce débat sur l'épicentre du krach est étroitement lié à la question de savoir si le capitalisme s'est remis de la crise des années 1970, celle qui mit fin aux « trente glorieuses », ou si nous sommes toujours plongés dans cette crise de longue durée.

Le politiste Leo Panitch et le syndicaliste Sam Gindin considèrent que le taux de profit se rétablit au cours de la seconde moitié des années 1980 et dans les années 1990 (5), signe, à leurs yeux, que le capitalisme surmonte la crise des années 1970. En ce sens, les événements de 2007-2008 marquent l'avènement d'une nouvelle grande crise, la quatrième de l'histoire du capitalisme après celles des années 1873-1896, des années 1930 (la Grande Dépression) et des années 1970. L'historien Robert Brenner soutient au contraire que nous ne sommes jamais sortis de l'onde longue dépressive des années 1970 (6), dont les problèmes actuels ne seraient qu'une nouvelle manifestation. Pour lui, le taux de profit n'aurait été rétabli qu'en apparence, grâce à la mobilisation de gains financiers et du capital « fictif ». L'usage du mot « crise », on le voit, renvoie toujours à des enjeux de périodisation historique.

Une autre controverse économique porte sur l'absence ou la faiblesse de la croissance observée au Japon et en Europe depuis trois décennies. Faut-il y voir une situation de long terme, voire définitive, ou une dépression certes longue et profonde mais inscrite dans les cycles normaux des économies capitalistes ? En d'autres termes, vit-on une « stagnation séculaire », une sorte d'« état stationnaire » (7) ? Cette notion a été développée notamment par John Stuart Mill pour désigner des situations historiques où le caractère cyclique de l'économie capitaliste connaît un coup d'arrêt et où les économies s'installent durablement dans la stagnation. Chez Mill, l'état stationnaire est connoté positivement : l'humanité peut enfin cesser de penser à produire toujours davantage de richesses et se consacrer à des activités plus intéressantes, comme l'art. Mais l'idée de « capitalisme stationnaire » recèle une contradiction dans les termes, puisque le capitalisme est par essence dynamique, raison pour laquelle cette notion a suscité de nombreux débats depuis le XIX^e siècle.

Un troisième débat économique concernant la crise porte sur les « trente glorieuses » elles-mêmes. Celles-ci représentent-elles une exception dans l'histoire du capitalisme, ou sont-elles la norme en matière d'accumulation ? Les taux de croissance sans précédent de la période 1945-1973, qui ont entraîné une hausse générale du niveau de vie dans les pays occidentaux et une réduction des inégalités, résultent

Réorganiser la vie quotidienne

C'EST NÉGLIGER sa résilience, répondent d'autres penseurs critiques. Le régime économique saura se sortir de cette crise, comme il a surmonté toutes celles qu'il a rencontrées. Dans un texte de 1974, le philosophe André Gorz affirmait déjà : « Le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production (9). »

De même, l'économiste Michel Aglietta juge possible l'émergence d'un capitalisme « vert », d'un nouveau cycle de croissance de longue durée, fondé sur des énergies renouvelables. Pour lui, la Chine pourrait prendre la tête de ce nouveau cycle, tout comme les États-Unis se trouverent au centre du cycle de croissance « fordiste » dans la première moitié du XX^e siècle. La campagne syndicale européenne « One Million Climate Jobs », lancée en 2015, défend quant à elle l'idée d'un nouveau modèle de société fondé sur des « emplois climatiques » (10). Au prix d'une restructuration autour des énergies renouvelables, le capitalisme pourrait donc se passer de la nature gratuite et des énergies fossiles. Mais il resterait le capitalisme.

Des trois crises actuelles, l'environnementale est à la fois la moins immédiatement saisissable et sans doute la plus fondamentale au regard de l'effet transformateur qu'elle pourrait produire sur les sociétés. Il ne s'agit d'ailleurs pas à proprement parler d'une crise, laquelle suppose un « avant », un « pendant » et un « après » – une sortie de crise. Or, même à supposer que les pays industrialisés adoptent les mesures drastiques qui s'imposent en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre – et on en est loin –, le changement climatique provoque déjà des dégâts irréversibles. Ce que la « communauté internationale » peut faire, c'est limiter (considérablement) ces conséquences, mais non les inverser.

peut-être d'une conjoncture singulière, qui ne se reproduira plus. Certains espèrent cependant que, à l'avenir, avec la numérisation de l'économie, la révolution des biotechnologies ou les énergies renouvelables, ou une combinaison des trois, le capitalisme pourra connaître à nouveau des taux de croissance semblables.

Après la politique et l'économie, la troisième dimension de la crise est écologique. C'est là que le caractère inédit de la période se manifeste le plus clairement. Le capitalisme survivra-t-il aux périls environnementaux ? Certains penseurs, parmi lesquels Jason W. Moore et Daniel Tanuro, suggèrent que le système n'a prospéré depuis trois siècles qu'en exploitant une nature gratuite ou bon marché (8). Cette ressource rare, le capitalisme l'a utilisée comme si elle était illimitée. Il s'en est servi non seulement comme d'une « entrée », captée sous forme de matières premières transformées en marchandises, mais aussi comme d'une « sortie », une « poubelle globale » où se déversent les déchets et les sous-produits de l'activité économique – les externalités négatives de l'accumulation du capital.

Or, comme en témoignent les perturbations environnementales, la nature n'est plus en mesure d'exercer cette double fonction d'entrée et de sortie bon marché pour le capitalisme. Certaines ressources cruciales pour le fonctionnement des sociétés modernes (eau, pétrole, air non pollué, etc.) viennent à manquer, alors que l'entretien ou le nettoyage de la nature coûtent de plus en plus cher. Par exemple, les diverses pollutions entraînent des dépenses de santé croissantes, qui pèsent à la baisse sur le taux de profit. Le sociologue Immanuel Wallerstein en tire une conclusion sans appel : le capitalisme n'en a plus pour longtemps, précisément parce qu'il a un besoin impérieux de cette nature bon marché.

Pour y parvenir, il faut trouver des solutions audacieuses aux crises politique et économique. Le changement climatique offre une occasion de refonder la démocratie. L'adaptation des sociétés suppose de réorganiser de fond en comble la vie quotidienne des populations. Mais un tel bouleversement ne peut avoir lieu sans mobiliser ces dernières, sans s'appuyer sur leurs savoirs et leurs savoir-faire. La création de nouvelles institutions démocratiques à la base sera nécessaire.

En matière économique, l'annulation partielle ou totale de la dette publique représenterait une mesure écologique par excellence. Si l'État ne peut investir massivement dans la transition énergétique, c'est à cause d'une absence de volonté politique, mais aussi parce qu'il est prisonnier de ses créanciers. Crise politique, crise économique et crise écologique convergent, on le voit, en un seul et même problème.

(1) Cf. Reinhart Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Éditions de l'ÉHESS, Paris, 1990.

(2) Cf. par exemple l'entretien paru en français dans la revue *Ballast*, « Podemos à mi-chemin », 4 mai 2016, www.revue-ballast.fr

(3) Margaret Thatcher a été première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990. Cf. Stuart Hall, *Le Populisme autoritaire. Puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thâcherisme et du blairisme*, Éditions Amsterdam, Paris, 2008.

(4) Cf. par exemple Michael Hardt et Toni Negri, *Empire, Exils*, Paris, 2000.

(5) Cf. Leo Panitch et Sam Gindin, *The Making of Global Capitalism: The Political Economy of American Empire*, Verso, Londres, 2012.

(6) Cf. Robert Brenner, *The Economics of Global Turbulence: The Advanced Capitalist Economies from Long Boom to Long Downturn, 1945-2005*, Verso, 2006.

(7) Cf. Cédric Durand et Philippe Lège, « Vers un retour de la question de l'état stationnaire ? Les analyses marxistes, postkeynésiennes et régulationnistes face à l'après-crise », dans Arnaud Diemer et Sylvie Dozmeil (sous la dir. de), *Les Enseignements de la crise des subprimes*, Clément Juglar, Paris, 2011. Lire aussi Kostas Vergopoulos, « L'affreux doute des libéraux », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

(8) Cf. par exemple Jason W. Moore, *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, Verso, 2015.

(9) Lire André Gorz, « Leur écologie et la nôtre », *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

(10) Cf. www.climate-change-jobs.org

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde,
Association Gunter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directeur : Serge HALIMI,
président, directeur de la publication
Autres membres : Vincent CARON, Bruno LOMBARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT
Directrice des relations et des éditions internationales :
Anne-Cécile ROBERT
Secrétaire générale :
Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Serge HALIMI
Rédacteur en chef : Philippe DESCAMPS
Rédacteurs en chef adjoints :
Benoît BRÉVILLE, Martine BULARD, Renaud LAMBERT

Cheffe d'édition : Mona CHOLLET
Rédaction : Akram BELKAÏD, Evelyne PIEILLER,
Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT,
Anne-Cécile ROBERT
Site Internet : Guillaume BAROU, Thibault HENNETON
Conception artistique :
Maria IERARDI, Boris SÉMÉNIAKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l'iconographie)
Rédacteur documentaliste : Olivier PIRONET
Mise en pages et photographie :
Jérôme GRILLIERE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Xavier MONTHEARD, Sarah ZHIRI
Directeur de la gestion : Bruno LOMBARD
Directeur commercial,
chargé de la diffusion numérique : Vincent CARON
Contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
L'ours complet du journal se trouve sur notre site Internet.

EN 1953, LE PARI

Les jolies



© JEAN MARQUIS - BHVP - ROGER-VIOLETT

JEAN MARQUIS. – Cheminots à la Bourse du travail



© GETTY IMAGES - HOWARD SOCHUREK

HOWARD SOCHUREK. – Grève des éboueurs

Habilité par l'Assemblée nationale à légiférer par ordonnances, le gouvernement de M. Édouard Philippe aimerait boucler sa réforme du code du travail en plein mois d'août : un salarié en vacances ne risque guère de se mobiliser... En 1953, le président du Conseil Joseph Laniel avait déjà tablé sur cette stratégie. Déjouant tous ses pronostics, la réponse des fonctionnaires provoqua une pagaille estivale inédite.

PAR MICHEL PIGENET *



© JEAN MARQUIS - BHVP - ROGER-VIOLETT

JEAN MARQUIS. – À la gare de l'Est, aucun train n'est affiché



© ROGER-VIOLETT

Sacs postaux sur le quai d'une gare pendant la grève des postes

GARDER la maîtrise du calendrier est une règle aussi vieille que le pouvoir. En prévision de mesures impopulaires, elle relève de l'impératif. Il s'agit alors de jouer sur l'effet de surprise, de préférence pendant l'été, et de court-circuiter le débat parlementaire, à quoi concourt la procédure des décrets-lois ou des ordonnances. La recette a fait ses preuves, mais l'histoire a retenu quelques ratés. L'un des plus spectaculaires et insolites fut la grève qui, au cœur de l'été 1953, entraîna jusqu'à quatre millions de salariés.

Depuis les élections législatives de 1951, le balancier politique de la IV^e République penche à droite. Investi le 26 juin 1953, le chef de gouvernement, Joseph Laniel, prône la rigueur budgétaire. Si les prix sont contenus, la croissance marque le pas au point de menacer le plein-emploi. Laniel n'en a cure. Chef d'entreprise à l'ancienne, massif et laconique, il affecte la fermeté. Cruel, François Mauriac notera : « *Il y a du lingot dans cet homme-là* », avant de dénoncer « *une dictature à tête de bœuf* ». Le 11 juillet, les députés lui accordent pour trois mois l'habilitation à légiférer par décrets-lois en matière économique et sociale. Ils autorisent notamment l'exécutif à modifier les conditions d'avancement et de départ à la retraite des fonctionnaires et personnels des services publics.

Dans les semaines qui suivent, des fuites font craindre une potion amère : blocage des traitements, licenciements d'auxiliaires, « harmonisation » par le bas des régimes spéciaux de retraite. Il est encore question d'un recul de deux ans de l'âge de départ, du basculement d'agents dits « actifs » – « roulants » de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et des Postes, télégraphes et téléphones (PTT), mineurs, pilotes, marins... autorisés à partir plus tôt – dans la catégorie des « sédentaires ».

Si les mesures échappent à l'examen des parlementaires, elles doivent néanmoins être présentées au Conseil

* Professeur émérite à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. A notamment dirigé, avec Danielle Tartakowsky, l'ouvrage *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2012. Pour de plus amples détails sur les sources utilisées dans cet article, cf. « Les grèves d'août 1953 ».

supérieur de la fonction publique (CSFP), d'abord convoqué le 4 août, puis le 7. Les syndicats, tenus à l'écart des arbitrages ministériels, se doivent de réagir. Sans trop y croire, les fédérations de fonctionnaires et des services publics de la Confédération générale du travail (CGT), de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) et d'Autonomes retiennent la date du 4 août pour une journée d'action, qui est bien suivie. À Bordeaux, les postiers la prolongent en grève illimitée soutenue par tous les syndicats locaux.

L'annonce du coup d'éclat girondin se diffuse à la vitesse des communications téléphoniques. Le 5, la fédération Force ouvrière (FO) des PTT, absente des ini-

tatives de la veille, rallie le mouvement, à l'instar de ses homologues CFTC et Autonomes. Le 7, les fédérations de fonctionnaires boycottent la réunion du CSFP et appellent à une grève de vingt-quatre heures, mot d'ordre repris par les syndicats FO et CFTC du secteur public et nationalisé. Échaudées par leurs emballements antérieurs, en particulier lors des grandes grèves de 1947, les organisations de la CGT se contentent de recommander « *l'action sous toutes ses formes* ». Partie de la base, la mobilisation enfle dans une improvisation qui bouscule les clivages de la guerre froide. Les salariés délèguent aux syndicats la conduite de la lutte, mais leur imposent d'agir en commun.

Ministres privés de téléphone

LES POUVOIRS PUBLICS, également pris au dépourvu, peinent à ajuster leur conduite à la vague sociale. Le 9, le conseil des ministres approuve l'ultime mouture des textes, qui sont publiés au *Journal officiel* le lendemain. En retrait sur les projets qui circulaient auparavant, les concessions esquissées arrivent trop tard.

Le gouvernement a misé sur la démobilisation inhérente, début août, aux congés payés – deux semaines à l'époque. À l'exception des enseignants, le calcul ne vaut pas pour les salariés des services publics, dont la continuité d'activité a valeur de

principe. Sauf en cas de grève, laquelle se propage jour après jour. Les gros bataillons précurseurs des postes et télécommunications, de la SNCF, d'Électricité de France et Gaz de France (EDF-GDF) reçoivent ainsi les renforts des agents municipaux, des personnels de la Régie autonome des transports parisiens (RATP), d'Air France, de la santé, etc.

Pour vingt-quatre heures, quarante-huit heures ou une durée illimitée, les rafales de mots d'ordre se télescopent, avec des temps forts – le 7 avec deux millions de grévistes, et près du double le 13. Signe



© ROGER-VIOLETT

Grève à la SNCF

PERDU DU GOUVERNEMENT

grèves du mois d'août

de la détermination des agents, les cheminots stoppent le train Paris-Toulouse à Brive, où les voyageurs débarqués au petit matin découvrent une gare cernée par les forces de l'ordre. Sur l'ensemble du territoire, la circulation ferroviaire s'effondre de quinze mille trains par jour à une petite centaine. De forts délestages électriques et d'importantes baisses de pression du gaz perturbent la vie ordinaire. La pénurie de bus et de métros oblige à se déplacer à vélo et à pied, à pratiquer l'auto-stop, à loger chez des parents ou amis, tandis que les ordures débordent des trottoirs et empestent l'atmosphère sous la canicule. Faute de distribution de courrier, des journaux réservent une pleine page quotidienne à la publication de brefs messages de vacanciers « bien arrivés ». Le contrôle des liaisons téléphoniques interurbaines par les grévistes cible les ministres. « Autorisé » à communiquer avec ses subordonnés, Edgar Faure, chargé des finances, relate dans ses *Mémoires* qu'il tenta d'appeler son épouse, en villégiature à Antibes : « Je commis l'imprudence de dire "chérie", et nous fûmes coupés »...

L'ampleur de la grève masque toutefois les incertitudes stratégiques consécutives au lourd contentieux hérité des divisions de 1947-1948 – lesquelles ont abouti à une scission au sein de la CGT et à la création de FO –, pour ne rien dire du poids des segmentations catégorielles dans le secteur public.

Adepte d'un anticommunisme identitaire, le bureau confédéral de FO réitère, le 12 août, qu'il « ne saurait être complice (...) de toute tentative de subversion des fondements de la démocratie ». « Réformistes » convaincus, les syndicalistes FO se réjouissent néanmoins de rompre avec l'image modérée, sinon antigreve, que leur accolent les cégétistes.

Des camions militaires à la place des bus

PLUS SÉRIEUSEMENT, des régiments convergent vers la capitale. *L'Humanité* du 19 décrit l'occupation des centrales électriques par des parachutistes « la mitraillette au poing, le chargeur prêt à tirer ». La troupe investit également les tris postaux, tandis que huit cents camions militaires se substituent aux bus et aux rames de métro. Le gouvernement entend user des rigueurs de la justice. Au titre de « l'organisation de la nation en temps de guerre », il dispose du pouvoir de réquisitionner les biens et les personnes, possibilité étendue en temps de paix par une loi de 1950. Dès le 7 août, un premier décret concerne des cheminots, puis, le 9, les postiers. Les autorités ont la main lourde et approximative. Des dizaines de milliers d'ordres individuels sont rédigés à la hâte.

Mais très peu de requis obtempèrent. Arme à un coup, les réquisitions supposent une exécution immédiate. Les premiers échecs ouvrent une phase judiciaire guère plus probante. La répression bute en effet sur les innombrables vices de forme relevés par les avocats des grévistes. Des magistrats, procureurs compris, hésitent, voire se cabrent à travers leurs attendus de relaxe. Près de 90 % des délits constatés échapperont aux sanctions.

En une saison où l'actualité tourne au ralenti, le conflit bénéficie du maximum de publicité, mais ne gêne qu'à la marge une population en vacances. Certes, à Biarritz, des commerçants affichent leur refus de servir les fonctionnaires « en raison du tort considérable causé (...) par les grèves ». Des chambres de commerce exigent une « réglementation du droit de grève ». Quant à l'opinion, d'abord dubitative et critique envers un mouvement dont elle saisit mal les tenants et les aboutissants, elle s'agace bientôt de l'obstination du gouvernement. Cibles habituelles des caricaturistes, les fonctionnaires et les agents des services publics appartiennent à l'univers familier et rassurant des Français, qui conviennent de l'utilité des facteurs, des cheminots ou des électriciens. L'évolution est décisive pour un conflit dont l'issue se joue aussi sur le front de l'opinion.

Exceptionnelle aux échelons fédéraux, l'unité résiste dans les services et les

Exemple des PTT à l'appui, leur dirigeant, Robert Bothereau, ne craint pas d'affirmer que « les cégétistes ont dû emboîter le pas ». La CFTC, plus ouverte à l'unité d'action, juge cependant nécessaire, le 13, d'inviter ses militants à ne pas « favoriser certaines entreprises communistes ou fascistes dirigées contre les institutions démocratiques de notre pays ».

La CGT, forte de ses trois millions d'adhérents et d'une influence supérieure à celle de ses concurrents réunis, se sait au centre du jeu. Sa capacité d'action se ressent toutefois des contrecoups de précédents excès activistes. Une série de perquisitions, d'inculpations et d'arrestations a amputé sa direction, à commencer par ses deux secrétaires généraux, dont l'un – Alain Le Léap – est en prison quand l'autre – Benoît Frachon – a dû passer dans la clandestinité. La situation n'est pas meilleure à la base, bastions compris, à l'exemple de Renault-Billancourt, où, décapité par des centaines de licenciements, son puissant syndicat a perdu le contrôle du comité d'entreprise. Ainsi la dynamique gréviste de l'été 1953 arrive-t-elle à point nommé pour une CGT qui y voit l'occasion de se réinsérer dans le jeu social hexagonal.

À Matignon, Laniel, jaloux de ses prérogatives, refuse de discuter sous la pression. La puissance publique ne saurait négocier et conclure chaque contrat ou accord que ce soit avec les syndicats. Au besoin, les exigences de l'ordre public peuvent doter l'État de moyens inaccessibles à l'ordinaire des employeurs. « Non à la grève ! », martèle le chef du gouvernement, le 12 août, à la radio nationale, où il s'invite trois fois de suite. « Laniel est-il intelligent ou hypocrite ? Ou trop habile ? Je crois plutôt au premier cas ! », commente Vincent Auriol, le président de la République, dans son journal privé.

ateliers. Elle s'incarne dans des comités de grève intersyndicaux reconduits chaque jour. L'ambiance née de ces retrouvailles improbables endigue les réflexes sectaires.

Acteur et observateur lucide à son poste de ministre des finances, Edgar Faure décrit un climat de « défoulement » et de « bonne rigolade, presque comme un canular ». Le sentiment d'invincibilité métamorphose la colère initiale en enthousiasme bon enfant. Août 1953 diffère de novembre-décembre 1947, où les « grèves rouges » s'étaient soldées par la mort de quatre ouvriers et plus de 1 300 arrestations. Éphémères, les invasions de bureaux d'ingénieurs et de fosses dans les bassins miniers, les stationnements sur les rails sont plus symboliques que fonctionnels. Au regard des dimensions du mouvement, les informations ouvertes pour entrave à la liberté du travail sont rares, à l'instar des cas de sabotage, une quarantaine pour tout le pays. Avertis des dangers de dérapage, les militants préfèrent les rassemblements statiques aux cortèges.

Confronté à l'État patron, le mouvement acquiert une signification politique, mais n'a ni les moyens ni l'ambition de s'ériger en solution de rechange. S'y engager le perdrait. Par suite, chacun s'en remet, en ordre dispersé, à ses relais partisans habituels. L'initiative socialiste, appuyée par les communistes, d'une convocation extraordinaire de l'Assemblée nationale bute sur la mauvaise volonté de son président, le radical Édouard Herriot. En tout état de cause, le veto socialiste à une alliance avec le Parti communiste français (PCF) gèle la situation à gauche. Dans l'opposition, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) n'a d'autre perspective que de se tourner vers le Mouvement républicain populaire (MRP) en vue d'une resucée matinée de social de la « troisième force » des années 1947-1951.

À l'Élysée, Vincent Auriol joue les utilités et s'irrite de l'impuissance de ses camarades socialistes. Repoussée en juin

par l'Assemblée nationale (1), l'hypothèse Pierre Mendès France reprend consistance. À l'écoute de « l'immense impatience » du pays, l'intéressé attend son heure : « Nous sommes en 1788 ! », prophétisera-t-il peu après devant le congrès du Parti radical. « Il faut que ça change ! », « ça ne peut plus durer ! », clament pour leur part les grévistes, à l'unisson des paysans qui barrent les routes et des boutiquiers que Pierre Poujade dresse contre les contrôles fiscaux.

Dans les coulisses, divers médiateurs s'emploient à trouver une solution tournant la CGT. Au terme de négociations séparées, un bref communiqué officiel résume, au petit matin du 21 août, les grandes lignes du compromis accepté par FO et la CFTC : ouverture de consultations sur l'application des décrets contestés, mesures contre le chômage, relèvement des bas salaires et convocation de la Commission supérieure des conventions collectives. Chez les grévistes, le soulagement le dispute à l'incrédulité. Après trois semaines de grève, l'absence de document précis suscite plus que des questions lors d'assemblées générales houleuses. Furieux, *Le Peuple*, organe de la CGT, fustige un « coup de poignard dans le dos des travailleurs en lutte ».

Les réunions de concertation confirment les lacunes d'un « accord » bâclé. Dans l'urgence, les cabinets ministériels se démènent pour prévenir tout retour de flamme. Cette fois, la CGT n'est pas oubliée, à travers la libération de plusieurs de ses dirigeants, indice d'une volonté de tourner la page des poursuites anticégétistes. Le 25, les fédérations CGT recommandent « la reprise en bloc du travail ». En septembre, une prime spéciale concrétise les réajustements salariaux promis aux fonctionnaires.

Faute d'une victoire incontestable à chaud, la confusion qui préside à la reprise du travail n'a pas suscité d'engagement mémoriel. Embarrassés par les modalités de ce mouvement exceptionnel, les syndicats peinent à en proposer une interprétation cohérente. Du côté des pouvoirs publics, la secousse de l'été 1953 relance le débat sur le « réveil » de l'économie française engourdie par la rigueur. Dès février 1954, Edgar Faure plaide pour « l'expansion dans la stabilité ». Au cours des deux années suivantes, les salaires des fonctionnaires progresseront de 14 %. Quant à une réforme des régimes spéciaux de retraite, la mémoire collective des élites politiques et administratives écartera cette hypothèse pendant quatre décennies.

MICHEL PIGENET.

(1) Le 3 juin 1953, deux semaines après la démission du gouvernement René Mayer, l'Assemblée nationale rejeta la candidature de Pierre Mendès France à la présidence du Conseil par 314 voix contre 301.

Les photographies qui accompagnent cet article ont été prises à Paris, en août 1953.



© JEAN MARQUIS - BHVP - ROGER-VIOLETTE

JEAN MARQUIS. – Un camion de l'armée réquisitionné sur l'esplanade des Invalides



© JEAN MARQUIS - BHVP - ROGER-VIOLETTE

JEAN MARQUIS. – Gare Montparnasse



© PHILIPPE LE TELLIER - PARIS MATCH - SCOOP

PHILIPPE LE TELLIER. – Les éboueurs sont remplacés par des détenus



© MÉMOIRES D'HUMANITÉ, SAINT-DENIS

Rassemblement des employés des postes à la Bourse du travail



CÉDRIC FAIMALI. – Avion survolant la place des Flanades, Sarcelles, 2009

Dans une circonscription populaire comme celle de Sarcelles, 68 % des électeurs se sont abstenus lors des élections législatives françaises de juin dernier. Depuis longtemps, la politique, avec ses projets concurrents, a été remplacée par un clientélisme municipal teinté d'hostilité envers les initiatives des habitants. Les propos creux sur le vivre-ensemble cherchent à dissimuler la mise en concurrence des « communautés » nationales et religieuses.

« LA PLUPART DES JEUNES DE BANLIEUE MENTENT COMME ILS RESPIRENT »

À Sarcelles, un maire contre ses administrés

UNE ENQUÊTE DE PIERRE SOUCHON *

« **V**OUS EN AVEZ ASSEZ de cette bande de racailles ? Eh ben on va vous en débarrasser ! » La salle entière éclate de rire, applaudit : ce 29 mai 2015, à Saint-Denis, on assiste à la projection du film *Ils l'ont fait* (1). Cet enthousiasme du public de la banlieue nord de Paris ne marque pourtant pas une nostalgie démesurée pour M. Nicolas Sarkozy et ses saillies, telle celle-là, prononcée dix ans plus tôt sur la dalle d'Argenteuil (Val-d'Oise), alors qu'il était ministre de l'intérieur : dans cette comédie revigorante, l'outrance est retournée à l'envoyeur, dans la grande tradition des renversements salvateurs. Au pied d'une cité HLM, c'est un candidat aux municipales ayant grandi à l'ombre de ses tours, Khalifa Kamara, qui la formule à l'adresse d'un habitant juché sur son balcon, en montrant du doigt Jacques Adie, le potentat local, en campagne pour une énième réélection. Tacticien, celui-ci ne recule devant rien : il rend visite à la communauté africaine de la ville affublé d'un boubou, propose un poste de « *gardien de gymnase* » à n'importe quel administré trop remuant, embauche des gros bras menaçants, promet des appartements en échange d'envoloppes garnies de billets... À ces techniques éprouvées Kamara en oppose d'autres : piratage des ordinateurs de la mairie, mise en place d'une « brigade des votes » motorisée qui va littéralement arracher les abstentionnistes de leur lit, le tout avec un slogan de campagne qui sera l'oraison funèbre d'Adie : « Voter pour nous, c'est voter pour vous ! » Les lumières se rallument sous les vivats.

« Chez moi, à Melun, ça se passe exactement comme ça, lance une jeune femme en ouverture du débat. Tout le monde vote pour une place en crèche, un boulot à la mairie, une subvention... Lorsqu'on dit aux gens d'aller voter, ils demandent : "Qu'est-ce que j'ai en échange ?" » Scénariste du film, Majid Eddaikhane sourit. « On s'est effectivement inspirés de ce qui se passe dans notre ville, Mantes-la-Jolie. Ce qui se déroule à l'écran est vraiment fidèle à ce que l'on connaît. » Dans la salle, les témoignages s'enchaînent et se ressemblent, discernant à *Ils l'ont fait* la palme du réalisme. On s'interroge, tant le burlesque revendiqué du film semble éloigné de toute préoccupation documentaire – tant l'absence de programme électoral, aussi, chez Kamara comme chez Adie, est criante. Eddaikhane enfonce le clou : « Depuis qu'on fait des projections dans les quartiers, on entend de partout : "Attendez, chez vous c'est ça, mais chez nous c'est pire !" En banlieue, c'est un phénomène de masse. »

Le clientélisme mâtiné de communautarisme, élément à ce point structurant de la vie des quartiers populaires qu'il expliquerait en grande partie le rapport désenchanté de ses habitants à la politique (2) ? Nous devons sembler si stupéfait que notre voisin de salle nous prend en pitié. « Viens chez moi, à Sarcelles, c'est comme dans le film ! » Rendez-vous est pris.

* Journaliste.

Quelques jours plus tard, à la terrasse d'un café de cette sous-préfecture du Val-d'Oise, on soupçonne M. Nabil Koskosi d'avoir nettement exagéré. « Comme dans le film » ? Au pied des douze mille logements du grand ensemble, pionnier du genre en France, on a d'abord l'impression d'être moins face à une situation de carnaval qu'à un récit depuis si longtemps documenté qu'il est devenu familier, presque banal : celui des banlieues déshéritées. Installé à notre table, Nicolas (3) le déroule d'un air fatigué. « Quand j'ai pas de taf, je traîne un peu, avec les potes... Les flics nous provoquent. Ils nous connaissent par nos prénoms, ils nous charrient, nous aussi, c'est un jeu de cons, pour qu'on craque. Le problème, c'est qu'à la fin c'est toujours eux qui gagnent. Tu leur gueules de te foutre la paix... Boum ! Outrage, rébellion, et tu prends trois mois ferme. Moi, là, je viens juste de sortir de prison, et ils me provoquent de nouveau... »

À ces relations empoisonnées entre les quartiers populaires et les forces de police, à la prison qui guette s'ajoute en général l'expérience largement partagée du chômage. Les chiffres locaux de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ne racontent pas autre chose : Sarcelles accusait en 2013 un taux de chômage de 23 % (contre 10 % au niveau national), qui culminait à 37 % pour les jeunes de 15 à 24 ans (4), et le taux de pauvreté atteignait le tiers de la population en 2014. « Comme dans le film » ? « Au moment de mon diplôme, reprend Nicolas, les plombiers roumains pratiquaient au noir des prix imbattables. Puis ils ont été surpassés par les Turcs, et maintenant les Pakistanis sont encore plus bas... »

« Tu vas voir, tu auras de mes nouvelles »

Les scènes de cinéma promises par M. Koskosi étaient en train de définitivement s'évanouir lorsque Nicolas nous raconta sa confrontation avec le député-maire socialiste de Sarcelles, M. François Pupponi. « C'était quelques jours après les émeutes du 20 juillet 2014. Une manifestation pro-palestinienne avait été interdite, elle avait eu lieu quand même et elle avait gravement dégénéré. Le maire a fait un discours devant le centre commercial des Flanades. Et il traite les jeunes de Sarcelles de tout, de sauvages, d'antisémites... Je l'ai interpellé :

– Mais qu'est-ce que vous racontez ? Ce n'est pas ça, le problème, à Sarcelles. Avec les Juifs, on a grandi ensemble... Le problème, c'est qu'il n'y a pas de boulot.

– T'es qui, toi ? C'est quoi ton nom ? Ton prénom ?, m'a demandé le maire.

– Je ne suis personne... Je suis sarcellois, comme tout le monde ici...



CÉDRIC FAIMALI. – Café-restaurant Chez Tati au fond du jardin, entre Sarcelles et Groslay, 2009

– Tu dépends de qui ? Qui s'occupe de toi ?

– Mais je m'occupe de mes trois enfants, personne ne s'occupe de moi !

– T'inquiète pas, tu vas voir, tu auras de mes nouvelles.

Tu imagines, il me demande qui s'occupe de moi ? Quel caïd, en fait, qu'il a embauché à la mairie, puisque de toute façon plus tu fous la merde, plus tu obtiens des trucs. À Sarcelles, tous les quartiers chauds ont plein d'équipements. Si tu es tranquille, comme dans mon quartier, tu n'as rien. »

Autour de la table où, progressivement, de jeunes Sarcellois nous ont rejoints, les histoires s'enchaînent, se déchaînent même, avec « le maire » ou « la mairie » comme acteurs centraux : attribution de logements aux fidèles, de postes municipaux aux administrés rabatteurs de voix, communautés religieuses choyées à grand renfort de subventions ou de permis de construire (5)... Loin de la dépolitisation souvent reprochée aux habitants des quartiers populaires – l'abstention y étant beaucoup plus élevée qu'ailleurs (6) –, Nicolas et ses amis connaissent parfaitement les rouages de la politique locale. Son clientélisme est analysé avec d'autant plus d'acuité que, autour de notre table, les jeunes en sont exclus – certains revendiquent ouvertement leur opposition, comme Nicolas. Mais le coût d'une prise de position contre les autorités, y compris sur les réseaux sociaux, est exorbitant, comme le démontre l'anecdote de l'apostrophe de M. Pupponi : la mairie veille à enrayer les critiques. Résultat : « On est dégoûtés de la politique. C'est tous les mêmes. » Les promesses non tenues de M. François Hollande, unique candidat pour lequel Nicolas s'est un jour rendu aux urnes, sur le droit de vote des étrangers et les récépissés de contrôles d'identité contribuent au désenchantement... Et à l'abstention, que M. Pupponi et toute la classe politique déplorent bruyamment à chaque scrutin.

Cette représentation d'édiles dotés d'un pouvoir absolu pourrait prêter à sourire, dans un contexte

où la dénonciation du primat de l'économie sur le politique est devenue une antienne fredonnée jusque par le ministre de l'économie (7). Mais les collectivités locales disposent de la capacité d'attribuer des logements sociaux et recrutent les agents de la fonction publique territoriale. Sans compter que, dans les quartiers populaires, elles bénéficient des fonds de la politique de la ville, évalués à 411 millions d'euros cette année et dont les modalités de répartition sont souvent fixées par les mairies. Nationaux, ces fonds sont en quelque sorte municipalisés, à tel point que la Cour des comptes a récemment fustigé leur utilisation, condamnant « des inégalités persistantes malgré une décennie de réformes », ou encore le fait que « ces crédits bénéficient à des associations soumise à des objectifs peu contraignants et dont les résultats sont insuffisamment évalués » (8).

Ces divers secteurs d'intervention procurent aux élus de banlieue des leviers majeurs. Ils permettent de fidéliser des clientèles électorales d'autant plus précieuses que l'abstention est souvent massive : une voix pèse lourd, et l'objectif consiste à réduire la versatilité des suffrages en s'attirant les faveurs de personnalités potentiellement mobilisatrices. Celles-ci peuvent être indifféremment des figures d'autorité, comme les grands sportifs du cru, des représentants de communautés religieuses, ou encore des délinquants suffisamment organisés en

(1) *Ils l'ont fait*, de Rachid Akiyahou et Saïd Bahij, S Bien Résonable Production, 2015.

(2) Lire David Garcia, « Dans les Yvelines, le clientélisme au quotidien », *Le Monde diplomatique*, février 2017.

(3) Le prénom a été changé.

(4) Sarcelles en chiffres. Données générales sur la commune, ville de Sarcelles, 2016.

(5) Cf. par exemple « Sarcelles chouchoute ses communautés », *Le Parisien*, 29 mai 2009.

(6) Lire Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, « Ce que s'abstenir veut dire », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

(7) Cf. Bruno Le Maire, *Jours de pouvoir*, Gallimard, Paris, 2013.

(8) « La politique de la ville. Une décennie de réformes », Cour des comptes, rapport public thématique, juillet 2012.

réseaux pour donner des consignes électorales : il s'agit de s'appuyer sur des « boss » (9). Le « bossisme » transforme la politique en liens personnels pour s'assurer les suffrages d'obligés, mais il a la particularité de s'abriter derrière les idéaux républicains toujours proclamés, aux côtés de variations sur le « bien commun » et le « vivre-ensemble » (10)...

« Comme dans le film ! » Ravi du tour qu'il nous a joué, M. Koskossi résume d'un trait les relations qui unissent souvent les maires de banlieue et leurs administrés : « *Je ne suis ni une "caillera" ni un "gamelleur"*. » Difficile, dans ces conditions, de s'attacher les services de ce quadragénaire, un temps employé par la mairie de Sarcelles. M. Koskossi a construit politiquement cette « indépendance » vis-à-vis des autorités : lorsqu'il était enfant, son père fut emprisonné de longues années, puis expulsé en Tunisie, son pays d'origine. « *C'était encore le temps de la double peine. Je me suis démené pour que mon père puisse revenir en France, sans succès. C'est comme ça que j'ai rencontré les militants du Mouvement de l'immigration et des banlieues [MIB]. Ils m'ont aidé, et surtout formé.* » Lancé en 1995, le MIB luttait notamment contre la double peine et les violences policières sous le signe de l'autonomie, rejetant avec force les partis politiques traditionnels, réunis dans le même opprobre pour avoir « trahi » les aspirations de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983, notamment par la création de SOS-Racisme (11).

Ce sont eux, et d'autres, qui l'ont soutenu récemment : organisateur de la manifestation palestinienne interdite de 2014, M. Koskossi fit l'objet d'une plainte – finalement classée sans suite – de la mairie de Sarcelles pour destruction, dégradation de biens privés et menaces. Aujourd'hui, il attaque M. Pupponi pour diffamation : « *Tous les moyens sont bons pour me disqualifier politiquement.* » Avec près de 10 % des voix obtenues par sa liste citoyenne dans le canton de Sarcelles lors des élections départementales de 2015, « à l'issue d'une campagne de seulement deux semaines », il représente en effet une opposition d'autant moins négligeable que ce vote s'est déroulé avec moins de 30 % de participation : 780 voix peuvent alors placer en position d'arbitre. Lors du même scrutin, l'addition des scores du Front de gauche et d'Europe Écologie-Les Verts n'atteignait pas celui de M. Koskossi...

« C'est super, Dominique, en plus tu es juif »

Si, à travers cette candidature, ce dernier incarnait une concurrence directement politique, ce n'était pas le cas, lorsqu'on l'a rencontré, de M. Hocine Radjai. Et pourtant... Passionné de lecture, cet énergique coach en entreprise n'en finissait pas de se désoler que Sarcelles n'ait qu'« une seule bibliothèque municipale bien trop petite pour soixante mille habitants. Il faudrait organiser un truc ! ». Il réfléchissait à la manière de monter un événement culturel « indépendant, sans subventions, juste avec nos moyens. Il faut faire les choses nous-mêmes, de manière autonome, citoyenne ». Il anticipait alors une réaction de la mairie. Son idée, pas encore née, à vocation culturelle, nous semblait peu attaquant ; on se permettait de douter... « *C'est obligé* », prévoyait M. Radjai. *S'ils ne peuvent pas contrôler, ça les tend.* Avec une amie, M^{me} Turkan Inan, il organise en novembre 2016 la première rencontre publique de Biblio'Tess avec M. Mourad Benchellali, auteur d'un livre sur sa détention à Guantánamo (12). Sans aucun soutien, dans le sous-sol du café d'un ami, l'initiative attire près de cent personnes. Cinq rendez-vous littéraires plus tard en présence d'auteurs, M^{me} Inan revendique la « sincérité » de son engagement, son « humanisme », loin de la politique. À Sarcelles, plusieurs proches de cette professeure d'histoire-géographie ont subi des représailles pour s'être opposés au maire : « *Ça a fini de me convaincre que la démocratie est une façade, que la politique est pourrie. Du coup, je préfère les actions de terrain, l'humain, l'altruisme immédiat, concret, plutôt que de passer mon dimanche à aller voter.* » Dans les quartiers populaires, l'hostilité que certaines municipalités réservent aux initiatives des habitants paraît si bien partagée que M^{me} Inan et M. Radjai sont sollicités de toutes parts, en banlieue, pour raconter l'aventure de Biblio'Tess...

Cette autonomie pose effectivement un problème à M. Pupponi. Dans son bureau, le maire nous met en garde : « *La plupart des jeunes de banlieue mentent comme ils respirent, ils racontent des trucs énormes, et vous, vous gobez. Si vous me donnez les noms, je suis capable de vous dire de qui vous me parlez. Vous me dites qui c'est, et moi, je vous donne leur pedigree.* » Après sa proposition, réitérée – « *des noms, des noms!* » –, il tire à vue. Sur M. Koskossi, d'abord, qu'il accuse de « communautarisme ». On se fait préciser le sens du mot : « *C'est lorsque la communauté ethnique ou religieuse prime sur la nation, sur l'idéal républicain.* » Mais il se trouve qu'un des adjoints



CÉDRIC FAIMALI - PICTUREFANK

CÉDRIC FAIMALI. – De la série « Sarcelles : gueule d'Hexagone ». De haut en bas : sur le mur du collège de Sarcelles, la devise de la ville « Liberté, égalité, fraternité, laïcité » est régulièrement corrigée en « la cité » ; enfant jouant dans la neige.

de M. Pupponi, M. Antoine Espiasse, nous avait assuré « *avoir accueilli à bras ouverts [Dominique] Strauss-Kahn à Sarcelles, parce qu'il était "feuj"* ». M. Pupponi, ancien suppléant auquel M. Strauss-Kahn a successivement laissé la mairie et la députation, confirme : « *À l'époque, le Parti socialiste disait : "C'est super, Dominique, en plus tu es juif, et il y a beaucoup de Juifs à Sarcelles." Mais la communauté juive, elle, était inquiète : elle pensait qu'il valait mieux qu'un goy soit élu, parce que les goys leur donneraient plus, vu qu'on ne pourrait pas les accuser de communautarisme.* » La gestion de Sarcelles tournerait-elle exclusivement autour de la question communautaire ? « *Ceux qui l'affirment sont issus de la communauté maghrébine. Ils disent : "On veut prendre la place, on veut vous remplacer."* » M. Pupponi précise : « *Les chaldéens [catholiques irakiens], les Juifs ou les autres acceptent de passer par la case institutions. Les jeunes Maghrébins ne jouent pas le jeu. Ils veulent arracher, obtenir, sans dire merci. Lors des législatives [de juin 2017], j'aurai en face de moi un mec des réseaux islamistes.* »

Comme la question « ethnique ou religieuse » a occupé sans discontinuer les quarante-cinq premières minutes de notre entretien, on interroge M. Pupponi sur la préoccupante question sociale dans sa ville. « *Ma fierté, c'est de les avoir tous fait rentrer à la mairie pendant vingt ans. Après, le dealer du quartier, je ne vais quand même pas lui accorder un logement ou un emploi!* » Malgré ses bons offices, les statistiques ne demeurent-elles pas alarmantes ? « *Il n'y a pas de question sociale dans les banlieues* », tranche alors celui qui est aussi président de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. Face à notre silence, consacré à approfondir cette découverte ébouriffante, M. Pupponi clarifie : « *Il y a une question sociale pour certains dans les banlieues. Les Juifs, les chaldéens, les Turcs, les Pakistanais, eux, ils font du business. Dans les quartiers où certaines communautés sont représentées, la question sociale se pose, là, oui.* » En banlieue, la question et les problèmes seraient donc maghrébins ? « *Ils nous disent : "Notre heure est venue", répète M. Pupponi. Tenez, allez voir le profil Facebook d'un certain Hocine Radjai. Ce gars-là est borderline.* »

– C'est-à-dire ?

– Borderline. »

Avant même de lancer Biblio'Tess, M. Radjai nous avait prévenus...

25 mai 2017. Candidat « indépendant » aux législatives, ancien président du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), M. Samy Debah tient un meeting à Sarcelles. Dans son discours, il est difficile d'identifier, à la suite de M. Pupponi, un quelconque « réseau islamiste » : « *Je ne serai pas soumis au système partisan. Une loi bonne, je la soutiendrai, annonce ce professeur d'histoire-géographie. Si elle n'est pas bonne, je la*

combattrai. » Mais où placer le curseur politique ? Au centre, manifestement, puisqu'il s'agira pour lui, une fois élu, de « *protéger les salariés et soutenir l'entreprise* », de « *garantir la qualité des soins* », de « *mettre en place une police de proximité* », de « *faire en sorte qu'aucun élève ne sorte de l'école sans formation* ». Consensuelles, ces propositions enthousiasment la salle. À la sortie, Éliès (13), un jeune imam sarcellois, nous dira qu'elles « *sont efficaces, s'adressent à tout le monde* », mais regrettera... la composition presque exclusivement maghrébine de l'assistance. Il soutient M. Debah en raison du « *travail qu'il a fait pour les musulmans* » au sein du CCIF, mais il juge nécessaire que le candidat élargisse son audience.

Revendiquant une foi « orthodoxe », lui-même a eu maille à partir avec la mairie, dans une guerre de tranchées pour défendre « sa » mosquée « indépendante » – il estime que les autres lieux de culte musulmans de la ville sont inféodés à la municipalité. La bataille a tourné à son désavantage : le local a fini par être préempté par la mairie (14). Peu après les attentats du 13 novembre 2015, la porte de son domicile familial a été défoncée en pleine nuit, dans le cadre des perquisitions autorisées par l'état d'urgence. Les forces de l'ordre sont réparties comme elles étaient venues... Loin de décourager Éliès, cette adversité semble conforter son engagement religieux, qui prend du même coup une dimension politique. Il arrive que, à force d'exclure certains du jeu, à force d'insister sur leur différence, on fasse en sorte que leurs stigmates deviennent une identité et une fierté (15)...

Avec 13,94 % des voix (soit 2600 voix sur 54000 inscrits), M. Debah a finalement mis M. Pupponi en ballottage au premier tour des élections législatives – la circonscription détenant le record métropolitain de l'abstention (près de 68 %). Si, un peu partout dans le pays, les candidatures citoyennes ont connu un succès limité, les résultats de M. Debah s'expliquent sans doute par sa renommée nationale et par son ancrage solide dans la circonscription, alors même que la représentante de La France insoumise, M^{me} Pamela Hocini, qui souffrait d'un cruel manque d'implantation et de notoriété, n'a pas réussi à transformer le succès local (29,9 %) de M. Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Il est vrai que M. Debah avait su anticiper cette dynamique : ayant publiquement appelé à voter pour M. Mélenchon quelques semaines avant le premier tour, il a bénéficié d'un report de son électoral lors du scrutin législatif. Finalement réélu avec 65,8 % des suffrages, M. Pupponi n'avait pas affronté de candidat En marche ! au premier tour, M. Emmanuel Macron ayant sans doute estimé que son discours et ses pratiques étaient le signe du « renouvellement » qu'il appelle de ses vœux.

Il était assurément moins difficile de distinguer le projet politique d'un des prédécesseurs de M. Pupponi : « *Notre phare, c'était l'URSS* », se souvient M. Henry Canacos, 89 ans, maire commu-

niste de Sarcelles de 1965 à 1983 et député pendant trois mandats. « *On croyait au socialisme. Je me souviens que, à une époque, les Soviétiques envisageaient de rendre le pain gratuit... Ça peut faire rire, nos yeux ont fini par se dessiller, mais ça nous faisait rêver.* » On rit d'autant moins que ce métallurgiste avait grandi sans trop connaître le goût du pain. Son père, mineur à Saint-Étienne, meurt très jeune de la silicose, et la famille Canacos, logée par la Compagnie des mines, est « *foutue dehors : on est partis vivre comme on pouvait, dans des taudis* ». M. Canacos devient ajusteur dans une usine d'outillage mécanique de Saint-Ouen. « *Je suis tombé dans le syndicalisme CGT [Confédération générale du travail] et dans le bain politique.* » La pénurie de logements l'amènera à s'installer à Sarcelles, peu avant la construction du grand ensemble. « *J'ai créé la première cellule du parti dans mon appartement.* » Il a également mobilisé les nouveaux Sarcellois, arrivés en masse à partir de 1955, autour des problèmes de chauffage dans les appartements... et des rues non bitumées, qui leur valaient de partir au travail couverts de boue. M. Canacos, on le voit, avait surtout retenu le matérialisme de la philosophie marxiste ; cela lui valut, quelque dix ans plus tard, de ravir la mairie et la députation à la droite, « *avec des gens engagés à nos côtés partout dans la ville* ». L'explosion démographique et le changement de la sociologie de Sarcelles, devenue rapidement plus urbaine et ouvrière que villageoise, ont par ailleurs joué un rôle notable dans cette conquête politique (16).

La fin des colonies de vacances dans la Creuse

Durant ses mandats, cet ouvrier a affronté pied à pied l'État, qui gérait le grand ensemble via la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations. Il avait importé en politique ses pratiques syndicales : négocier, peser dans le rapport de forces et mobiliser localement les habitants – contre un ennemi national, le capitalisme d'État. À l'en croire, le cœur de la question était social. Les communautés ? « *Elles s'organisaient toutes, c'est normal, c'est la solidarité. Mais je fixais des limites. Certaines voulaient créer des clubs de sport confessionnels. J'avais refusé : il y avait déjà tout le nécessaire sur la commune...* » Cette période de conquêtes semble lointaine : M. Canacos a perdu les élections en 1983, quelques mois avant l'arrivée de la Marche pour l'égalité et contre le racisme à Paris. M. Koskossi garde pourtant un souvenir très vif de son enfance, avec « *les colonies dans la Creuse, pendant un mois d'été! On n'était pas riches, mais on avait les communistes. Grâce à eux, j'ai traité les vaches, fait du sport, découvert la culture...* Ce n'est pas par hasard que je suis devenu directeur jeunesse dans la fonction publique ». On s'interroge : M. Koskossi nourrissait-il, lui aussi, des rêveries soviétiques ? Il éclate de rire : « *Tu ne réalises pas ce que c'était! Je suis sûr que ma mère se le rappelle aussi.* » Il saisit son téléphone, met le haut-parleur : « *Maman ? Dis, est-ce que tu te souviens de Marie-Claude Beaudeau ?*

– L'assistante sociale ?

– Non, la dame de la mairie !

– Tu te trompes, Nabil, c'était l'assistante sociale. Elle nous aidait pour tout. Dès qu'il y avait un problème, j'allais la voir, et elle était toujours là. »

M. Koskossi raccroche.

« *Marie-Claude Beaudeau, tu imagines ? "L'assistante sociale" ! Voilà comment ils étaient, les communistes. Ils avaient un projet politique, et ils étaient au plus proche des gens. J'ai vu Canacos s'opposer physiquement à des expulsions... C'est une leçon, pour les militants d'aujourd'hui qu'on voit venir sur le marché la veille des élections nous expliquer les méfaits du capitalisme dans des tracts.* »

M^{me} Beaudeau était alors première adjointe à la mairie de Sarcelles et sénatrice. Ses démarches n'avaient rien de clientéliste : marocaine, la mère de M. Koskossi n'a jamais voté.

PIERRE SOUCHON.

(9) Cf. par exemple Emeline Cazi et Simon Piel, « Le "système Dassault" raconté de l'intérieur », *Le Monde*, 11 février 2014. Ou, pour une déclinaison marseillaise de ce phénomène, Philippe Pujol, *La Fabrique du monstre. Dix ans d'immersion dans les quartiers nord de Marseille, la zone la plus pauvre d'Europe*, Les Arènes, Paris, 2016.

(10) Cf. Alain Garrigou, « Le boss, la machine et le scandale. La chute de la maison Médecin », *Politix*, vol. 5, n° 17, Paris, 1992.

(11) Cf. Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Éditions Amsterdam, Paris, 2013.

(12) Mourad Benchellali (avec Antoine Audouard), *Le Piège de l'aventure. Des Minguettes à Guantánamo, et après...*, Robert Laffont, Paris, 2016.

(13) Le prénom a été changé.

(14) « Sarcelles : les locaux de la mosquée salafite préemptés par la mairie », *Le Parisien*, 25 mai 2016.

(15) Olivier Mascelet, *La Gauche et les Cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, Paris, 2003.

(16) Cf. Henry Canacos, *Sarcelles ou le béton apprivoisé*, Éditions sociales, coll. « Notre temps - Société », Paris, 1979.

Mémoire interdite en

Au milieu de la « décennie noire » des années 1990 – particulièrement durant l'été 1997 –, plusieurs massacres de population ont endeuillé l'Algérie, déjà dévastée par les affrontements entre forces de l'ordre et groupes islamistes armés. Les lois d'amnistie et la volonté des autorités d'étouffer le souvenir de ces épisodes sanglants empêchent aujourd'hui tout un peuple de panser ses plaies.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
PIERRE DAUM *

BENTALHA, nuit du 22 septembre 1997. Dans ce hameau agricole situé aux confins de la périphérie d'Alger, plus de quatre cents villageois sont assassinés en quelques heures par des hommes du GIA, le Groupe islamique armé. Le lendemain, Hocine Zaourar, un photographe de l'Agence France-Presse (AFP), saisit la douleur déchirante d'une femme dont la famille a été tuée. Ce cliché, intitulé *La Madone de Bentalha* tant il rappelle l'iconographie chrétienne, est reproduit dans les journaux du monde entier, mettant un visage sur la violence en cours en Algérie depuis plus de cinq ans. Trois semaines plus tôt, un massacre analogue avait ensanglanté le village de Raïs, situé à quelques kilomètres de Bentalha, faisant près d'un millier de morts. L'Algérie plongeait dans une sidération que les tueries à venir n'allaient cesser d'aggraver. Le mois suivant à Sig, dans le Sud oranais : cinquante morts. En décembre à Ammi Moussa (monts de l'Ouarsenis, wilaya de Relizane) : quatre cents morts. En janvier 1998 à Had Chekala (Ouarsenis) : plus de mille tués. Quelques jours plus tard à Sidi Hamed (Mitidja) : cent trois personnes assassinées, etc. Après quelques années de violence ciblée contre les militaires, les fonctionnaires, les intellectuels ou les étrangers, la guerre civile algérienne prenait un nouveau visage, absolument terrifiant, avec des massacres de civils, créant une onde de choc en Algérie comme à l'étranger.

Bentalha, printemps 2017. Du passé agricole il ne reste plus rien. L'urbanisation dévorante de la plaine de la Mitidja a rattrapé les ruelles aux maisons basses de l'ancien hameau. En vingt ans, chaque maison a gagné deux étages, montés de briques rouges ou de parpaings gris. Les rues offrent ce visage de laideur rouge-gris caractéristique des villes algériennes d'aujourd'hui. Seul élément de charme dans ce triste décor : une mosquée toute neuve trône à l'entrée du quartier. Aucune femme ne se déplace sans un foulard cachant rigoureusement ses cheveux, le corps serré dans un manteau aux couleurs ternes. Les hommes dominent l'espace public. Beaucoup portent la barbe et le qamis, la djellaba que les musulmans revêtent pour prier.

« Les islamistes ont perdu la guerre mais remporté les esprits »

« Cette nuit-là, toute la famille de mon oncle a été assassinée. Seul un cousin a survécu, il a déménagé ensuite. » Rachid, la trentaine, a accepté de nous parler. Pour ne pas attirer l'attention, l'entretien a lieu à l'intérieur de notre voiture. Rachid a refusé de nous donner son vrai prénom. « Votre article peut tomber sous les yeux de l'État, et je ne veux pas de problèmes. » Il n'a pas de métier déclaré et travaille au noir dans un café. À la fin de la journée, le patron lui donne 1 000 dinars (moins de 10 euros). Éprouve-t-il du ressentiment envers les assassins de son oncle et de sa famille, dont la plupart, s'ils n'ont pas été abattus par la suite, se promènent librement dans le pays – certains peut-être à Bentalha même ? « Non, j'ai pardonné. Tout le monde fait des erreurs. Pour moi, ce n'étaient même pas des terroristes. C'étaient des gens débiles, qui ne connaissent pas leur religion. Car le vrai musulman n'a pas le droit de tuer ! » Dehors, un haut-parleur se déclenche, et la voix forte du muezzin appelle chacun à venir prier. Un groupe d'hommes en qamis passe devant la voiture et se dirige vers la mosquée. Avant d'interrompre la conversation et de rejoindre le flot, Rachid nous lance cette invocation religieuse : « *Hasbiya Allahou wa ni'm Al-Wakil* » – « Allah me suffit, Il est mon Meilleur Garant. »

1997 constitue l'année la plus dramatique de cette « décennie noire » qui ensanglanta l'Algérie de 1992 au début des années 2000 – depuis, des

groupes islamistes armés, dont l'activité est qualifiée de « terrorisme résiduel » par les autorités, continuent d'exister, principalement dans les régions montagneuses et dans le sud du pays. Les massacres de 1997 offrent les mêmes caractéristiques : aucune enquête de l'État, interdiction aux médias d'approcher, nombre de victimes contesté. Et parfois des doutes sur l'identité des tueurs. Concernant Bentalha, beaucoup d'Algériens sont persuadés – sans aucune preuve à l'appui – que « c'est l'armée qui a organisé le massacre ! ».

Bougara fait partie des villes martyres. Ce gros bourg agricole est situé au cœur de la Mitidja, à une vingtaine de kilomètres de Bentalha. Installé depuis trente-cinq ans dans un rez-de-chaussée de la très populaire cité Dallas, le docteur Abdallah Aggoun est le médecin des familles du quartier. « J'ai vu beaucoup de mes patients devenir terroristes. Et beaucoup d'autres ont été tués ou blessés par des terroristes. » Pourrait-il nous mettre en contact avec ces derniers ? « Jamais de la vie !, s'exclame-t-il. Si vous commencez à poser des questions sur eux, vous vous faites directement embarquer par la police ! » Même si l'on agit discrètement ? « Vous rigolez ? Il y a des mouchards partout ! » Peut-il au moins nous présenter à des familles de victimes ? « Non, pas possible ! Les gens souffrent trop de cette période, même si c'est fini depuis vingt ans. Ils ne veulent pas en parler. »

C'est donc seul que nous nous rendons à Haouch Bourelaf Khemisti, un quartier excentré de Bougara. Le 22 avril 1997 avant l'aube, une centaine de personnes y ont trouvé la mort. Nouria



NADJIB BOUZNAD. – Alger, 2016

avait 24 ans à l'époque. Elle a vu ses deux sœurs se faire assassiner sous ses yeux, ainsi qu'une nièce. « Je vous parle, j'ai l'air d'aller bien, mais à l'intérieur de mon corps tout est détruit. » Est-elle d'accord avec la Charte pour la réconciliation nationale votée en 2005, qui accorda l'amnistie aux anciens membres des groupes armés ainsi qu'une aide financière aux familles de ceux tués par l'armée ? « Depuis 2005, les choses sont rentrées dans l'ordre. C'est bien, ce qu'a fait l'État. Et puis, el-hamdoulillah ! [« Dieu soit loué »], maintenant, nous avons l'eau et le gaz ! » Son neveu Khaled s'approche. Il avait 11 ans lorsque sa mère est morte. « Moi, je suis contre cette loi ! Une personne assassine, et après elle est libre ? Ce n'est pas normal ! » Encore célibataire, il vit avec sa tante dans la maison où s'est déroulé le drame. « En centre-ville, je croise parfois d'anciens terroristes. Je change de trottoir. » Il n'a pas de travail, ni de terre à lui. « Si on m'appelle, je travaille sur la terre des autres, pour 1 200 dinars [10 euros] la



NADJIB BOUZNAD. – Aire de jeux, casbah, Alger, 2016

journalée. » A-t-il cherché à profiter des prêts de l'État destinés à l'insertion professionnelle des jeunes ? « Jamais de la vie ! Ces aides, c'est haram [illicite d'un point de vue religieux] ! Parce qu'il y a des intérêts à rembourser. » En moins de trois phrases échangées, l'islam s'est imposé comme le sujet central de la conversation. « Moi, je suis pratiquant. Je fais mes cinq prières tous les jours, le plus souvent à la mosquée. Et toi, tu es musulman ? » Non. « Tu es croyant au moins ! ? » Non. Sous l'effet de la colère, le visage de notre interlocuteur se décompose. « Sors de chez moi immédiatement ! Je n'ai plus rien à te dire ! »

L'extrême religiosité de Khaled ou de Rachid n'a rien d'anecdotique. Elle est présente et visible dans tout le pays, à l'école primaire comme à l'université, dans chaque rue, au pied de chaque immeuble. « Au moment de la fin du terrorisme, au début des années 2000, les islamistes ont relâché la pression, nous avons eu quelques années de liberté, se souvient le docteur Aggoun. Mais après les barbus ont repris du poil de la bête et ont imposé leurs lois. » En vingt ans, le nombre de mosquées est passé de moins de dix mille à plus de vingt mille (1), avec la bénédiction de l'État,

déménager, c'est sûr. » Avec son mari communiste, lorsqu'ils reçoivent des camarades d'Alger, il leur arrive d'ouvrir une bouteille de vin. « Dans ce cas-là, on ferme tout ! La porte, les volets, les rideaux. C'est pire qu'à l'époque des réunions clandestines, lorsque le parti était interdit ! », rigole le mari. À Jijel, comme dans de nombreuses villes de province, les restaurants qui servent de l'alcool ont peu à peu fermé, parfois sur ordre direct du wali (préfet), ou bien parce que le propriétaire a rencontré trop d'obstacles au renouvellement de la licence. « Et lorsque nous sommes dans un restaurant à Alger, poursuit Hassiba, mon mari boit seul. Moi, j'en ai trop marre des regards. »

Rien n'a été entrepris pour soigner les traumatismes

Au premier abord, cette hyperreligiosité peut surprendre. Comment une société qui a tant souffert de l'islamisme peut-elle en avoir intégré les règles à ce point ? Dans son cabinet algérois, le psychanalyste Khaled Aït Sidhoum rencontre de nombreux patients présentant des séquelles des années 1990. Il prend soin de souligner le fait que « le retour à la pratique religieuse musulmane ne concerne pas seulement l'Algérie ». Il s'agit d'« un phénomène mondial ». Avec des caractéristiques algériennes, cependant ? « Oui. La violence d'il y a vingt ans – une violence venue s'ajouter à celles de la colonisation et de la guerre de libération – a provoqué un traumatisme dont tout le monde souffre aujourd'hui. L'islam agit comme un antalgique. Le problème, c'est que certains antalgiques créent une dépendance forte. C'est le cas de la religion. D'autant plus quand la vente de cette « drogue » est favorisée par l'État. »

Un antalgique sert normalement à apaiser la douleur en attendant un traitement de fond. Or rien n'a été entrepris pour soigner les traumatismes en profondeur. Le gouvernement n'a jamais songé à permettre aux Algériens – victimes et bourreaux – de parler de cette terrible violence qui les a massivement affectés. Aucune Instance vérité et dignité, comme en Tunisie à la suite des dictatures Bourguiba et Ben Ali (2), ou Instance équité et réconciliation, comme au Maroc après celle de Hassan II. En 2005, le président Abdelaziz Bouteflika a convaincu le peuple qu'il suffirait de « pardonner » et d'amnistier tout le monde (maquisards assassins et policiers tortionnaires) pour que la paix revienne et que la page de la violence se tourne. *Li fet met* – « le passé est mort » –, comme dit l'adage. « Mais le passé ne meurt jamais, rappelle Khaled Aït Sidhoum. La Charte pour la réconciliation nationale de 2005 est épouvantable, parce qu'elle occulte les traumatismes au lieu de les soigner et impose à la victime de pardonner. Mais, même si vous pensez le faire, une victime qui devient amie avec son bourreau, ça n'existe pas dans la psyché humaine. »

L'Algérie ne compte que cinq psychanalystes, et un réseau très faible de psychologues (3). Les cas graves sont envoyés à l'hôpital psychiatrique, où ne sont proposés que des thérapies

(1) Pendant cette période, la population est passée de trente à quarante millions.

(2) Lire Thierry Brésillon, « Grand déballage historique en Tunisie », *Le Monde diplomatique*, mai 2017.

(3) « Islam sur le divan. Alger, du trauma au déni », France Culture, diffusé le 8 mars 2017.

GUERRE CIVILE

Algérie

médicamenteuses, la contention physique et les électrochocs (4). « Lorsque j'ai un patient qui souffre de troubles psychologiques liés au terrorisme, je ne sais même pas vers qui le diriger, se plaint le docteur Aggoun. Mais le pire, c'est que je sais qu'il va aller voir un raqi ! » La raqi est une pratique issue des temps anciens de l'islam, qui voit dans les maux psychologiques la présence de djinns maléfiques qui se seraient emparés de l'esprit du patient. Le raqi va donc tenter d'extirper ces djinns du corps malade grâce à la récitation de certaines sourates, à des sacrifices d'animaux ou à l'absorption de diverses préparations – certaines pouvant mener le patient à la mort.

La charte de 2005 occulte les traumatismes, et aussi les responsabilités. Dans le texte, le mot « terrorisme » a disparu, remplacé par l'expression « tragédie nationale ». D'une tragédie seuls les dieux ou le destin peuvent être tenus pour responsables. « Je me considère comme une victime », nous confie M. Omar Chikhi, ancien membre des Phalanges de la mort, un groupe armé affilié au GIA et dirigé à l'époque par le très sanguinaire Djamel Zitouni, mort en juillet 1996 et accusé, entre autres, d'avoir enlevé et assassiné les moines de Tibhirine (printemps 1996). « J'ai un frère qui a été tué par l'armée, et moi-même j'ai été obligé de vivre pendant six ans dans le maquis, loin de ma famille et de ceux que j'aime. » Les anciens « terroristes » algériens rechignent à parler aux journalistes, et c'est de nuit, caché dans une voiture garée dans une rue anonyme, que nous en avons rencontré. Même s'ils disposent d'un jugement d'amnistie qui les protège contre les poursuites, ils savent que, comme n'importe quel citoyen, ils ne sont jamais à l'abri de tracasseries policières. À l'image de M. Chikhi, tous se considèrent comme des victimes.

« J'ai de la chance, moi, je n'ai tué personne, j'ai la conscience en paix ! », affirme contre toute vraisemblance Saïd C., ancien émir régional du GIA et fondateur avec M. Hassen Hattab du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) – qui a pris le relais du GIA et de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche militaire du Front islamique du salut (FIS), en 1998. Toujours très religieux, Saïd C. fait figure de cheikh (5) dans la mosquée de son quartier, à Birtouta, en banlieue d'Alger. « Je sais tout ce qu'il a accompli, je suis fier de mon père ! », affirme Adlène, le fils de M. Abdelhak Layada, autre grande figure du « terrorisme » algérien, aujourd'hui installé à Baraki et reconverti dans le commerce de matériaux de construction. « Mon père n'était pas un terroriste. C'était un homme politique, opposé au gouvernement, qui a fait de la politique avec des armes, c'est tout. D'ailleurs, Bouteflika a dit lui-même que s'il avait été jeune en 1992 il serait monté au maquis. Alors vous voyez ? Si Bouteflika a dit ça, mon père ne peut pas être un criminel, non ? » Au courant de notre rendez-vous avec M. Abdelhak Layada, les services de sécurité algériens ont empêché notre rencontre. Après quelques minutes d'entretien avec son fils, un agent en civil vient nous interrompre. Notre enquête nous vaudra par la suite d'être interrogé durant deux heures dans les locaux d'un commissariat d'Alger, avant d'être relâché.

Nombreux sont ceux qui craignent un retour de la violence

Plus de dix ans après la Charte pour la réconciliation nationale, la société algérienne est tout sauf réconciliée, chacun rejetant sur les autres la responsabilité de la violence. Les électeurs qui ont en grand nombre soutenu le FIS de 1989 jusqu'à sa dissolution en mars 1992 ne regrettent rien. « Oui, moi j'ai voté pour le FIS, comme 90 % des gens ici », confirme Saïd, vendeur dans une boutique de livres religieux aux abords de la mosquée Es-Sunna, à Bab El-Oued. À l'époque, les rues du quartier étaient envahies d'hommes en prière lorsque la voix fiévreuse de M. Ali Belhadji, charismatique leader du FIS, lançait dans les haut-parleurs de cette mosquée que « pour un État islamique nous combattons, pour lui nous mourrons ! ». Comme beaucoup de ses voisins, Saïd arbore une barbe fournie et ne porte que le qamis. « À l'époque, le FIS aurait vraiment pu prendre le pouvoir, pacifiquement. Le gouvernement a eu peur, c'est lui qui a déclenché la violence. » Aujourd'hui, Saïd continue à vouloir que son pays devienne un pays islamique. « Mais je ne veux pas un chemin de violence. Je suis salafiste. La vraie voie du salafisme, c'est le bien et la bonté. »

Ceux qui, en 1992, ont préféré un coup d'État militaire plutôt que le risque de vivre dans un pays régi par la charia ne regrettent rien non plus. « Moi, je sais pourquoi j'ai tant souffert : pour avoir le droit



NADJIB BOUZNAD. – Cité Lescure, Oran, 2015

aujourd'hui de marcher dans la rue la tête nue ! » M^{me} Cherifa Kheddar s'énerve très vite lorsqu'on émet l'hypothèse que, sans ce coup d'État, il n'y aurait peut-être pas eu autant de morts – 200 000, selon l'estimation communément admise (en l'absence de chiffres fiables). Sa sœur et son frère ont été assassinés quasi sous ses yeux, un soir de 1996. Elle est aujourd'hui présidente de l'association Djazairouna (Notre Algérie), qui lutte pour les droits des victimes du « terrorisme ». « L'armée a été le seul rempart contre le terrorisme. Mais aujourd'hui nous sommes méprisés. Et lorsque nous manifestons la police nous embarque ! » Dans les milieux laïques, souvent très francophones, on est à la fois d'accord avec la prise du pouvoir par les généraux en 1992 (par anti-islamisme) et contre le pouvoir actuel, mis en place par ces mêmes généraux mais jugé beaucoup trop « antidémocratique ».

Tous s'accordent sur un point : les assassins d'il y a vingt ans sont forcément des monstres. « Nous n'arrivons pas à nous interroger collectivement pour savoir comment nous en sommes arrivés là, regrette la psychanalyste algérienne Karima Lazali, qui exerce à Paris et à Alger. Qu'est-ce qui, à l'intérieur de notre société, a engendré une telle violence ? La création de la figure du monstre empêche toute introspection. Or ces meurtriers sont des êtres humains produits par la société algérienne. Si on ne part pas du principe que ces hommes ont des choses à nous enseigner, jamais on n'arrivera à surmonter nos traumatismes. Au lieu de cela, on en a fait des monstres et on les a enfermés dans un placard. Or les monstres adorent les placards ! Plus vous les enfermez, plus ils grossissent. Et à la fin, ils explosent le placard. »

En attendant que le placard craque – nombreux sont nos interlocuteurs qui, comme Karima Lazali, craignent un retour de la violence –, la peur continue d'habiter le quotidien des Algériens. Une peur diffuse, qui ronge de l'intérieur et que les

incertitudes politiques autour de la succession du président Bouteflika, très malade, ne font qu'amplifier. Peur éprouvée par chaque femme restée trop longtemps seule à l'extérieur de chez elle. Peur de sortir, ou d'être encore dehors alors que la nuit est tombée. Peur de la police, des agents en civil ou des mouchards. Peur de n'importe quel autre individu, immédiatement considéré comme hostile parce que inconnu. Peur des islamistes armés en activité, dont les journaux font mention presque chaque jour, à l'occasion de leur mort sous les balles de l'armée (6). Et peur, aussi, de tous ces anciens maquisards « repentis », que la loi protège des citoyens qui oseraient porter plainte contre eux. Il fallait voir les yeux terrorisés des passants de Baraki lorsque, à la recherche de la villa de M. Abdelhak Layada, nous leur demandions de nous en indiquer l'adresse. « Ici, tout le monde sait où il habite, mais personne ne vous le dira ! C'est beaucoup trop dangereux ! »

Depuis 2013, date du dernier accident vasculaire cérébral du président Bouteflika, les Algériens sont gouvernés par un vieux monsieur paralysé, incapable de parler et de marcher. En mai dernier, lors des élections législatives, le ministère de l'intérieur a admis un taux de participation de 38 % – un chiffre invérifiable, et peut-être surestimé. Pour Tareq, jeune enseignant d'anglais rencontré sur le quai de la gare de l'Agha, à Alger, « aujourd'hui, les gens s'en fichent que le gouvernement vole l'argent du pétrole. Ils ont peur. Ils veulent seulement que l'horreur ne recommence pas ».

PIERRE DAUM.

(4) Cf. le film documentaire de Malek Bensmail *Aliénations*, tourné en 2004 dans l'hôpital psychiatrique de Constantine.

(5) Érudit en sciences religieuses, le cheikh est invité à donner des leçons coraniques à l'intérieur des mosquées.

(6) Au prétexte de ce « terrorisme résiduel », l'État maintient un nombre important de barrages militaires, qui rassurent mais perpétuent aussi le sentiment d'un pays en danger.

Compensations financières

DÈS 1994, des mesures prévoient le versement d'argent pour les familles victimes des « terroristes ». La Charte pour la paix et la réconciliation nationale de 2005 propose des dédommagements financiers aux familles des disparus, mais aussi à celles des islamistes armés abattus dans le maquis (1), ainsi qu'à ceux qui se sont rendus. Le pouvoir algérien n'a jamais donné d'informations claires sur les sommes versées aux uns et aux autres, alimentant ainsi rumeurs (« les terroristes ont reçu des aides colossales de l'État ! ») et ressentiments (« ma fille a été assassinée par les terroristes, et je touche moins que la mère d'un terroriste abattu par l'armée ! »). Quant aux « patriotes », ils considèrent qu'ils n'ont pas reçu suffisamment d'argent, et manifestent régulièrement pour se faire entendre.

Au cours de notre enquête, nous avons pu vérifier quelques ordres de grandeur de ces indemnités (converties en euros). Pour une personne assassinée par les islamistes armés, la famille a touché 9 600 euros. Pour un membre des groupes armés tué par les forces de l'ordre, 15 000 euros. Pour une personne enlevée par les forces de l'ordre puis portée disparue, 7 000 euros. Les « patriotes » reçoivent quant à eux une « retraite exceptionnelle » de 150 euros par mois. Les membres des groupes armés « repentis » ont droit à 300 euros par année passée dans le maquis – un peu plus s'ils y ont fait des enfants. Il semble que leurs chefs ont pu conserver les butins accumulés pendant leur période d'assassinats et de rapines.

P. D.

(1) L'État affirme détenir une liste de 17 000 « terroristes » abattus entre 1992 et 2006. Depuis, l'armée annonce qu'elle tue entre 300 et 400 « terroristes » par an.

Espoirs déçus de la transition

Octobre 1988. De violentes émeutes provoquent la fin de l'hégémonie du Front de libération nationale (FLN). L'Algérie s'ouvre au multipartisme, de nombreux journaux sont créés, etc.

Juin 1990. Le Front islamique du salut (FIS) remporte les élections municipales – les premières élections pluralistes dans l'histoire du pays. Il contrôle plus de la moitié des communes.

26 décembre 1991. Premier tour des législatives. Le FIS obtient 188 des 430 sièges en lice. Pour le second tour, qui doit se tenir le 16 janvier 1992, les estimations donnent 330 sièges aux islamistes (77 % du Parlement). Dans les jours qui suivent, certains partis appellent à l'annulation du scrutin.

11 janvier 1992. Coup d'État organisé par des généraux. Le second tour est annulé, l'Assemblée nationale est dissoute, le président Chadli Bendjedid est contraint à démissionner, et la répression s'abat sur le FIS et ses militants. Des centaines d'entre eux sont envoyés dans des camps d'internement du Sahara. La torture est systématique. Des milliers de prisonniers disparaissent (huit mille selon l'État). Ceux qui réussissent à fuir ou qui seront libérés rejoignent des organisations armées réfugiées dans les montagnes, dont les principales sont le Groupe islamique armé (GIA) et le Mouvement pour un État islamique (MEI, proche du FIS) (1). Leurs premières cibles sont les militaires et les policiers ; à partir de 1993, les intellectuels, puis l'ensemble de la population, tous accusés de soutenir le régime. Plusieurs milliers de cadres et d'intellectuels quittent le pays.

1994-2005. L'affrontement entre l'armée et les maquisards se transforme vite en une guerre civile du fait de l'extension du nombre de personnes impliquées dans le conflit. Dans le camp du pouvoir, on compte plusieurs centaines de milliers de jeunes appelés au service militaire, les quelque 250 000 volontaires des groupes d'autodéfense (appelés « patriotes »), ainsi qu'une large partie des intellectuels francophones. De leur côté, les islamistes armés (dont les effectifs sur toute la période avoisinent 35 000) reçoivent le soutien d'une partie de la population (2).

1995. Le général Liamine Zéroual, chef de l'exécutif, décide de « mesures de clémence » envers les islamistes emprisonnés (grâces ou réductions de peine) et envers ceux qui quitteraient le maquis.

1997. Massacres dans l'Algérie rurale.

1999. À peine élu à la présidence de la République, M. Abdelaziz Bouteflika entérine un accord secret passé entre les généraux et les chefs de l'Armée islamique du salut (AIS) sous la forme d'une loi de concorde civile – suivie, six mois plus tard, d'un décret de « grâce amnistiant ». Ces textes annulent les poursuites contre les islamistes qui déposent les armes et qui n'ont pas commis de crime (mais aucune enquête n'est vraiment menée), et allègent les peines des prisonniers coupables de meurtre. Six mille membres de l'AIS descendent du maquis. Mais le conflit perdure avec les anciens du GIA et quelques irrédutibles de l'AIS, rassemblés au sein du nouveau Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, affilié à Al-Qaïda). Dans le même temps, des plaintes commencent à être déposées auprès des tribunaux algériens et internationaux contre les forces de sécurité (militaires, policiers et « patriotes ») pour actes de torture et disparitions.

2005. Le président Bouteflika fait approuver par 97 % des votants une Charte pour la paix et la réconciliation nationale. Elle offre à nouveau le « pardon » à ceux qui se trouvent encore dans le maquis en échange de leur reddition – huit mille « terroristes » en bénéficieront. Mais, surtout, elle rejette « toute allégation visant à faire endosser par l'État la responsabilité d'un phénomène délibéré de disparition ».

Février 2006. Une ordonnance et des décrets d'application offrent l'amnistie totale aux membres des services de sécurité accusés de violations des droits humains et interdisent aux juges de recevoir des plaintes les concernant. Ces textes menacent de prison toute personne – notamment les journalistes – « qui, par ses déclarations, écrits ou tout autre acte, utilise ou instrumentalise les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne démocratique et populaire, fragiliser l'État, nuire à l'honorabilité de ses agents qui l'ont dignement servi, ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international ».

Retrouvez une chronologie détaillée des violences de la « décennie noire » algérienne sur notre site Internet.

P. D.

(1) À l'été 1994, l'intégration du MEI au GIA poussera le FIS à créer officiellement son propre groupe, l'Armée islamique du salut (AIS), qui s'imposera comme une force rivale du GIA.

(2) Cf. Abderrahmane Moussaoui, *De la violence en Algérie. Les lois du chaos*, Actes Sud, Arles, 2006.

Qui a tué Samora Machel ?

Alors que le Mozambique, secoué par des scandales, fragilisé par la chute du prix des matières premières, traverse l'une des plus graves crises de son histoire, la mort mystérieuse du président Samora Machel, survenue en 1986, hante le débat public. Avec le temps, les langues se délient ; la vérité commence à émerger. Et un faisceau d'indices désigne le gouvernement d'apartheid de l'Afrique du Sud.

PAR AUGUSTA CONCHIGLIA *

LE 19 OCTOBRE 1986, le premier président du Mozambique indépendant, Samora Machel, 53 ans, meurt dans un accident d'avion sur le flanc de la colline de Mbuluzi, dans le nord-est de l'Afrique du Sud. Il revenait, à bord d'un Tupolev 134A, de Mbala, dans le nord de la Zambie, où il avait participé à un sommet régional. Sur les trente-trois passagers – le président, son entourage et l'équipage soviétique –, neuf ont survécu.

Presque trente et un ans plus tard, les causes de cet accident demeurent mystérieuses. La version sud-africaine, qui pointe des erreurs commises par les pilotes, domine dans les chancelleries occidentales. Mais pour Moscou et Maputo, alors alliés, l'avion aurait été dévié de sa route par le signal d'une balise VOR (pour *very high frequency omnidirectional range*). Celle-ci émettait sur les mêmes fréquences que l'aéroport de Maputo, opportunément plongé dans le noir ce soir-là.

Immédiatement, l'URSS et le Mozambique exigent une enquête sur place. Membre, avec eux, d'une commission tripartite constituée après le désastre, l'Afrique du Sud tergiverse. Sourde à leurs protestations et à celles des consultants de l'Organisation de l'aviation civile internationale, elle ne délivre les boîtes noires qu'un mois après l'accident.

Pour Pretoria, l'initiative de trop

MARGO avait lui-même été pilote de bombardiers pendant la seconde guerre mondiale, puis en 1948 en Israël, où il s'était rendu à la demande de son ami le premier ministre David Ben Gourion. Sa carrière d'enquêteur spécialisé dans les accidents d'avion avait débuté en 1961, avec le crash du DC-6 qui avait coûté la vie au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Dag Hammarskjöld, près de Ndola, en Rhodésie du Nord (actuelle Zambie). Son enquête avait également conclu à une erreur des pilotes. Depuis quelques années, cette version est contestée par l'ONU, qui, en 2016, a demandé la réouverture du dossier (1).

Dans le cas du crash de Mbuluzi, des témoignages sont venus corroborer la thèse du Mozambique et de la Russie, qui, en 1996, réclamaient encore l'ouverture d'une enquête et l'analyse approfondie des débris de l'avion – en partie emportés par des Sud-Africains, « *tels des trophées de chasse* », selon les termes de la veuve du président mozambicain, M^{me} Graça Machel (qui en 1998 épousa Nelson Mandela en secondes noces).

Parti chercher du secours, l'un des survivants, M. Fernando Manuel João, garde du corps de Machel, raconte avoir trouvé, à son retour sur les lieux, des unités d'élite de l'armée sud-africaine, plusieurs officiers de haut rang et des membres de l'exécutif, dont le puissant ministre de la défense, Magnus Malan. Les militaires fouillaient l'avion à la recherche des valises diplomatiques, n'hésitant pas à demander aux blessés quelles places occupaient le président Machel et ses collaborateurs. Les premiers secours n'arrivèrent que huit heures après. Trop tard pour certains blessés...

Machel était le père de l'indépendance du Mozambique, auparavant colonie portugaise. Commandant de la guérilla lancée en 1964 par le Front de libération

Les documents déclassifiés par la France à l'occasion du trentième anniversaire du crash, en 2016, dédouanent le pays de l'apartheid. Ils révèlent surtout le dilettantisme de la diplomatie hexagonale dans ce dossier. Un télégramme du 13 juillet 1987, signé de l'ambassadeur français à Maputo Gérard Cros, sous-entend, contre toute évidence, une négligence du président : « *Machel avait été mis en garde contre l'obsolescence des appareils et les déficiences des procédures de pilotage des Soviétiques.* »

Ces deux accusations ne figurent pas dans le rapport sud-africain publié le 9 juillet 1987 sous la direction du juge Cecil Margo. L'ancien officier de l'armée de l'air sud-africaine savait que le Tupolev 134A avait été construit en 1980 et équipé des instruments les plus modernes. Quant à l'ivresse supposée des pilotes, il s'agit d'une invention du ministre des affaires étrangères sud-africain Roelof Frederik «Pik» Botha, vingt-quatre heures après l'accident et avant toute autopsie. Le rapport sud-africain conclut à une erreur humaine, celle des pilotes. Mais il se contredit en suggérant que le crash « *a été la conséquence d'une action préméditée à travers un VOR au Mozambique même* », tout en ajoutant que... « *l'existence d'une fausse balise ne peut pas être mise en cause dans l'accident* » !

du Mozambique (Frelimo), il en prend la tête en 1970, un an après l'assassinat par colis piégé d'Eduardo Mondlane, premier chef du Frelimo. Reconnu par Lisbonne comme interlocuteur unique dans les négociations entamées après la chute de la dictature portugaise en 1974, il accède au pouvoir le 25 juin 1975. Soutenu par l'aile marxiste du Front, le jeune président de 42 ans pose les jalons d'une économie socialiste qui fait rapidement fuir des dizaines de milliers d'anciens colons. Il lance une politique volontariste – voire autoritaire – de « rationalisation » du monde rural inspirée par l'expérience tanzanienne des villages *ujamaa* (2). Cela lui vaut l'opposition des chefferies traditionnelles du centre et du nord du pays.

Pourtant, ce n'est pas dans les campagnes que surgit le principal mouvement de lutte contre le Frelimo. Créée par la bourgeoisie et par des colons blancs de la Rhodésie voisine (actuel Zimbabwe), qui reprochent au Front de soutenir la guérilla de M. Robert Mugabe (3), la Résistance nationale mozambicaine (Renamo) regroupe des mercenaires et met à profit le mécontentement des campagnes. Elle mène ses premières actions d'éclat à partir de 1977.

Après l'indépendance du Zimbabwe, en 1980, et l'accession de M. Mugabe – toujours au pouvoir en 2017 – au poste de premier ministre, l'Afrique du Sud prend la relève de l'opposition à Machel, lequel a décidé d'accueillir le Congrès national africain (ANC, mouvement antiapartheid) en exil. Pretoria soutient la Renamo par tous les moyens, militaires et économiques. Avec un produit intérieur brut vingt-cinq fois supérieur, à l'époque, à celui du Mozambique, l'Afrique du Sud est déjà la première puissance d'Afrique subsaharienne. Très dépendant de son voisin, notamment pour le trafic du port de Maputo, le Mozambique se retrouve exsangue en quelques années. Les attaques de la Renamo entravent tout

effort agricole ; ses sabotages des lignes à haute tension du barrage de Cahora Bassa privent le pays d'électricité.

Machel cherche alors un compromis avec Pretoria. En mars 1984, il signe avec le premier ministre sud-africain Pieter Willem Botha l'accord de Nkomati (ville sud-africaine proche de la frontière avec le Mozambique). Dans ce pacte de bon voisinage, les deux pays s'engagent à cesser de soutenir les mouvements de guérilla gênant l'autre partenaire et à reprendre la coopération économique (4).

Maputo s'exécute très rapidement en mettant fin à la liberté d'action sur son territoire de la branche militaire de l'ANC, dont il expulsa les principaux responsables – seuls les cadres politiques, pour la plupart des chercheurs et des universitaires, demeureront dans le pays jusqu'à la fin de l'apartheid. Pretoria, en revanche, ne respecte pas sa part du contrat, se contentant de transférer au Malawi, son allié, l'essentiel de la logistique opérationnelle de la Renamo. Désormais, c'est de ce territoire enclavé que la rébellion mozambicaine mène ses opérations et ravitaille ses bases.

Sans rien abandonner de ses idéaux marxistes, et quelque peu insouciant de la progression des idées libérales dans ses propres rangs, Machel compte alors sur l'amitié que lui a témoignée la première ministre britannique Margaret Thatcher. La Dame de fer lui est reconnaissante de sa contribution au succès des accords de Lancaster House de 1979, qui scellaient l'indépendance du Zimbabwe à la condition notable que certains droits soient garantis à la minorité blanche (5). En septembre 1985, un an après l'accord de Nkomati, Machel est reçu par le président américain Ronald Reagan, qui le félicite à son tour pour la « *relation constructive* » engagée avec l'Afrique du Sud et les perspectives économiques qu'elle ouvre. Mais ni Londres ni Washington, alors complaisants avec le régime d'apartheid, ne font pression sur Pretoria pour qu'il respecte le pacte de non-agression.

Quelques jours avant sa mort, Machel réunit un mini-sommet régional à Maputo avec des pays de la « ligne de front ». Il exige du président du Malawi, Hastings Kamuzu Banda, qu'il cesse son soutien à la Renamo, en le menaçant de fermer la frontière, ce qui priverait son pays d'accès à l'océan Indien. Les États de la « ligne de front » (6) étaient une coalition régionale informelle née à la fin des années 1960 dans le but de résister aux multiples pressions, économiques puis militaires, du pays de l'apartheid. Mais, au-delà de l'affirmation d'une solidarité, la majorité de ses membres dépendaient trop de l'Afrique du Sud pour prendre des mesures fermes, comme le boycott, à l'encontre de leur puissant voisin.

Le jour du crash, des chefs d'État de la « ligne de front » réunis en Zambie, Machel en tête, veulent obtenir de Mobutu Sese Seko, président du Zaïre (qui deviendra en 1997 la République démocratique du Congo), qu'il cesse de soutenir la guérilla de l'Union pour l'in-



MALANGATANA VALENTE NGWENYA. – Peinture murale dans le jardin du Musée d'histoire naturelle, Maputo

dépendance totale de l'Angola (Unita), elle aussi financée par l'Afrique du Sud. « *Pour Pretoria, c'est l'initiative de trop. C'est peut-être alors qu'il est décidé de tuer Samora Machel ou, au moins, de lui faire très peur* », nous explique Colin Darch, chercheur sud-africain de l'université du Cap et auteur de plusieurs études sur le Mozambique (7).

À Maputo enfle la rumeur d'une attaque imminente de l'Afrique du Sud. L'explosion d'une mine sur la frontière, attribuée à l'ANC (qui dément), blesse des soldats sud-africains. En représailles, Pretoria suspend le recrutement des travailleurs mozambicains dans ses mines d'or ; un quasi-acte de guerre vis-à-vis d'un pays aux coffres désespérément vides et dont quelque 100 000 ressortissants sont régulièrement employés chez son voisin, sans compter les 170 000 ouvriers clandestins.

« L'accord n'a jamais été respecté »

COMME LE RÉVÈLENT des procès instruits en 1994, après la chute de l'apartheid, contre les tueurs des forces spéciales, tel Eugene de Kock, les ultras mènent une campagne haineuse contre le Mozambique, en exagérant les dégâts causés par son soutien à l'ANC. Au cours d'une des audiences, « *Pik* » Botha admet que d'importantes décisions du gouvernement sud-africain ont en fait été prises sur la base de mensonges. « *L'accord de Nkomati n'a jamais été respecté par les éléments ultras des forces armées et de sécurité de Pretoria. Machel avait fait l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat que nous avions réussi à empêcher à temps* », nous confie M. Sergio Vieira, ministre de la sécurité mozambicain lors de l'accident.

En 1996, la Commission vérité et réconciliation (CVR) mise en place sous la présidence Mandela pour les crimes commis pendant l'apartheid recueille plusieurs témoignages sur l'accident du Tupolev. « *Le faisceau de soupçons de la commission impliquant l'armée sud-africaine, le renseignement militaire et les forces spéciales justifie l'ouverture d'une nouvelle enquête judiciaire* », déclare en 1998 le chef des investigations de la commission, M. Dumisa Ntsebeza. Ouverture qui n'aura pas lieu, en dépit de la promesse solennelle faite par Mandela lors du dixième anniversaire du crash. « *Des*

« *Avant l'accident d'avion, les relations entre les deux pays avaient atteint leur niveau le plus bas* », se souvient Andre Thomashausen, professeur à l'université de Pretoria, à l'époque proche de plusieurs dirigeants de la Renamo en formation politique en Afrique du Sud. « *Le Mozambique était aigri par l'intensification de la rébellion de la Renamo depuis Nkomati, et l'Afrique du Sud avait réuni assez de preuves du soutien du Frelimo à l'ANC.* » Mais ces événements ont également produit des conséquences en matière de politique intérieure. « *L'échec de l'accord de Nkomati et de la politique de Machel, poursuit l'universitaire, a favorisé la défaite de l'aile réformiste du Parti national, incarnée par le ministre des affaires étrangères "Pik" Botha. Les "sécurocrates" ont alors pris le pouvoir.* »

questions demeurent sans réponse concernant ce voyage qui s'est terminé par la mort d'un des plus grands dirigeants de l'Afrique », avait-il déclaré sur les lieux de l'accident, avant d'ajouter : « *Nous ne ménagerons pas nos efforts pour découvrir et faire connaître la vérité.* »

La presse sud-africaine a parfois évoqué l'hypothèse d'une complicité mozambicaine, notamment dans la haute hiérarchie militaire (8). « *Est-il question de protéger quelqu'un en Afrique du Sud ou quelqu'un au Mozambique ?* », s'interroge Colin Darch. *S'il y a eu un complot, ce que je crois vraisemblable, il a impliqué beaucoup de monde.* » Il paraît certain qu'au moins deux techniciens de la tour de contrôle de l'aéroport de Maputo, MM. Cornelio Vasco Cumbe et António Cardoso de Jesus, ont été recrutés et payés par l'agent sud-africain Craig Williamson. Lequel est également à l'origine de l'assassinat de plusieurs militants antiapartheid réfugiés à l'étranger, dont Ruth First, à Maputo en 1982, et Dulcie September, représentante de l'ANC, à Paris en 1988. Il revient à une enquête de prouver définitivement la culpabilité de Pretoria dans cet accident.

(1) Susan Williams, *Who killed Hammarskjöld ? The UN, the Cold War and White Supremacy in Africa*, Hurst, Londres, 2011.

(2) Lire Bernard Joinet, « *Le socialisme tanzanien et les contraintes du système financier international* », *Le Monde diplomatique*, octobre 1981.

(3) Cf. Christian Geffray, *La Cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Credu-Karthala, Paris, 1990.

(4) Lire Victoria Brittain et Kevin Watkins, « *Impossible réconciliation en Angola et au Mozambique* », *Le Monde diplomatique*, février 1994.

(5) Lire « *Fin de règne à Harare* », *Le Monde diplomatique*, septembre 2005.

(6) Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

(7) Colin Darch, « *A guerra e as mudanças sociais recentes em Moçambique (1986-1992). Cenários para o futuro* », *Estudos Afro-Asiáticos*, n° 23, São Paulo, décembre 1992.

(8) Cf. Debora Patta, « *How Samora Machel signed his own death warrant* : South Africa, Malawi fingered », 16 octobre 2016, www.malawiana.net

DÉPENSER TOUJOURS PLUS POUR MAINTENIR SON RANG

Ruineux mariages au Tadjikistan

En Asie centrale postsoviétique, la profusion inédite de liquidités et l'accès à de nouveaux produits de consommation ont renchéri le coût des mariages. Les premières victimes en sont les couches populaires, qui doivent s'endetter pour assumer l'injonction de dépenser publiquement son argent. Quand la mondialisation, loin d'homogénéiser les modes de vie, exacerbe les coutumes locales...

PAR JULIETTE CLEUZIOU
ET ISABELLE OHAYON *

DANS LA COUR d'une maison au cœur de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, des dizaines de tables débordent de hors-d'œuvre, de fruits, de galettes de pain joulées et de sodas fluorescents. Ce samedi, à 7 heures du matin, sous le soleil déjà fort, les invités arrivent pour déguster le *plov* – traditionnel plat de riz pilaf, d'oignons, de carottes et de viande cuits à l'étouffée – offert par les parents de Kovous, le jeune marié. Coiffés de leur calotte noire brodée d'arabesques blanches, les hommes du voisinage font honneur à ce repas matinal.

La veille, Kovous s'est rendu chez sa fiancée, où un *mollah* a scellé leur union. Aujourd'hui, il doit aller la chercher, accompagné de sa famille et de ses amis, et la ramener chez ses propres parents. Mercedes et limousines blanches louées pour l'occasion escortent le couple jusqu'au bureau d'enregistrement civil des mariages, puis au parc botanique de la ville. Une promenade romantique, sous l'objectif des appareils photographiques et des smartphones, se déroule alors à l'ombre des platanes, dans un décor de sculptures en plastique en forme de cœurs rouges ou de tours Eiffel. Non loin, de grandes lettres blanches composent le mot *love*.

Kovous conduit ensuite son épouse dans la maison parentale pour la grande fête qui clôt ce parcours consacré. Plus de deux cents personnes sont conviées : parents, amis, collègues, tous ceux dont la présence honore la famille du jeune homme. Un chanteur joue les maîtres de cérémonie et

introduit musiciens et danseurs. La fête dure jusqu'à la nuit, attirant voisins et enfants du quartier, qui viennent profiter des réjouissances. Au fond de la cour, les cadeaux et les balluchons de nourriture offerts s'empilent à la vue de tous.

Cette prodigalité s'étend bien au-delà de cette seule journée : dix-sept étapes cérémonielles ponctuent le cycle des épousailles, qui se termine avec la naissance du premier enfant. La famille de Kovous, dont les revenus mensuels ne dépassent pas 400 dollars (350 euros), aura en définitive dépensé 7 000 dollars. Du côté de la famille de la jeune épouse, plus modeste encore, la facture s'élève à 9 000 dollars.

L'inflation des dépenses cérémonielles (pour les mariages, les circoncisions et tous les repas prescrits par l'hospitalité coutumière) anime régulièrement le débat public en Asie centrale. Le gouvernement ouzbek a légiféré sur le sujet dès 1998. Huit ans plus tard, le Tadjikistan l'a imité en adoptant une loi qui restreint la durée des célébrations publiques et privées, le nombre d'invités, et qui interdit certaines fêtes organisées hors du cercle familial. Il s'agit de freiner une pratique qui, d'après les autorités, entrave le développement économique du pays. Les sanctions encourues sont sévères : un fonctionnaire contrevenant à la loi peut perdre son emploi. À l'été 2015, un jeune homme qui fêtait fastueusement son anniversaire dans un bar de Douchanbé a été condamné à une amende de 630 dollars (1), soit vingt fois le salaire minimum tadjik (2).

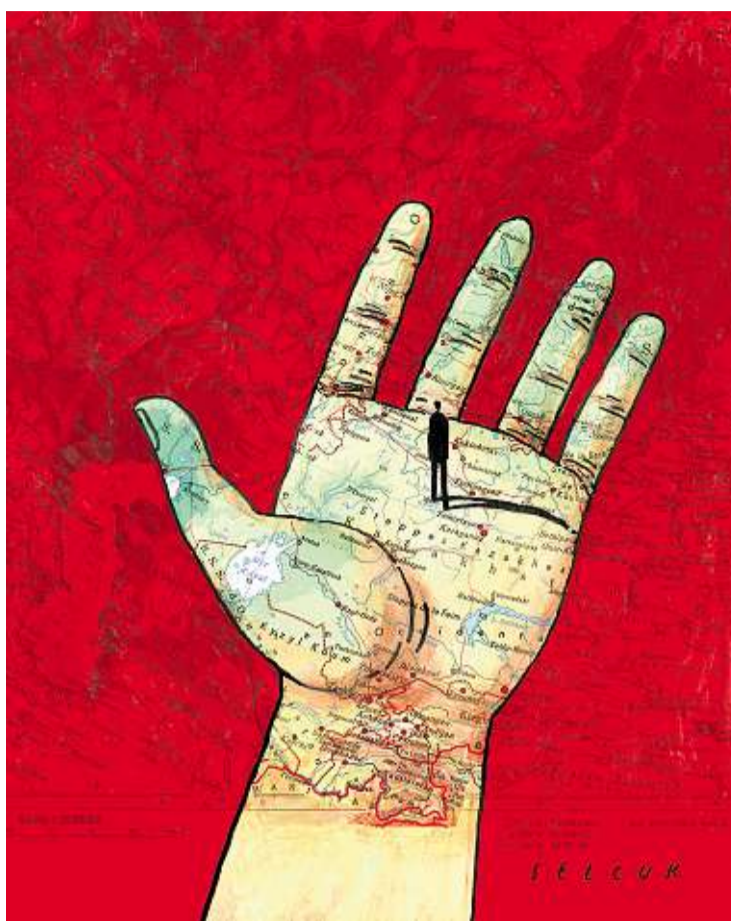
L'argent des émigrés

APRÈS LE CHOC provoqué par la dislocation de l'Union soviétique, en 1991, de nombreux hommes et femmes centraasiatiques sont partis travailler en Russie, attirés par des salaires trois à quatre fois plus élevés que dans leur pays. Selon la Banque mondiale, depuis la fin des années 2000, les transferts d'argent des émigrés représentent 30 à 50 % du produit intérieur brut du Kirghizstan ou du Tadjikistan. Couplée à un accès accru aux biens de consommation (importés de Chine ou de Turquie), cette manne a contribué à renchérir le coût des célébrations traditionnelles. Elle a rendu inévitables les achats de mobilier moderne ou d'électroménager dernier cri.

Au Tadjikistan, les frais engagés pour les mariages – de la préparation à la célébration – peuvent atteindre 10 000 dollars, pour un salaire mensuel moyen de 137 dollars. Et l'on ne parle même pas de l'opulente élite du pays, dont les dépenses sont si démesurées qu'on peine à les évaluer. Au Kazakhstan, pays riche en matières premières, les retombées de l'économie de rente trouvent également un débouché dans les « investissements » cérémoniels, le coût des mariages atteignant en moyenne 8 millions de tenge (25 000 à 30 000 dollars). Quelle que soit leur ampleur, ces montants attestent et réaffirment l'importance d'une famille, indiquant à tous qu'elle possède suffisamment de réseaux – de parenté, de voisinage, de travail... – pour rassembler, en un temps court et éventuellement sous forme de dettes, autant de richesses aussitôt dépensées.

Même si elle a commencé dans les années 1960 (3), l'élévation du prix des mariages s'est beaucoup accélérée à partir de 1991. Dans un contexte de désintégration des services publics (éducation, transports, santé...), la nécessité de maintenir ou d'élargir son cercle social s'est fait encore plus durement sentir. Dans les années 1990, par exemple, l'État kazakh versait rarement à temps les salaires, par ailleurs modiques, de ses fonctionnaires. Ceux-ci se trouvaient dès lors dans l'obligation d'emprunter à l'une de leurs connaissances (4). Aujourd'hui encore, en Ouzbékistan, des tonitres informelles permettent aux familles de réaliser des investissements importants, comme l'entrée à l'université, l'achat d'un logement ou l'organisation d'un mariage (5).

« Investir » dans son réseau social à travers des dépenses somptuaires apparaît d'autant plus fondamental que les commerces et les entreprises sont régulièrement dépouillés par les familles corrompues de l'élite. Les membres du cercle rapproché des présidents tadjik, kazakh,



Dessin de Selçuk

ouzbek et, dans une moindre mesure, kirghize, qui administrent les secteurs-clés de l'économie (extraction minière, industrie, télécommunications, transport aérien, grande distribution...), ont souvent fondé leurs empires grâce à des « raids-absorptions » opérés sur leurs concurrents.

M. Saïdfullo T. a été victime de cette forme de prévarication qui s'observe à tous les niveaux. Ce petit entrepreneur du Tadjikistan avait investi toutes ses économies, laborieusement amassées en Russie, dans un restaurant de la capitale. Deux ans plus tard, une fois le succès de l'établissement assuré, il n'a pu refuser la proposition d'un homme d'affaires protégé par ses amitiés haut placées : « Il m'a dit qu'il rachetait mon restaurant. Je n'ai pas pu décider du prix. Je n'avais pas le choix, de toute façon. Depuis, mon fils travaille en Russie pour ma femme et moi. »

La fonte de l'épargne des ménages, sur fond de faillite bancaire après la chute de l'URSS, a en outre dégradé la confiance, déjà relativement faible, envers les institutions financières. Or les difficultés à confier son argent à une banque ou à l'investir dans une entreprise transforment les dépenses rituelles en un « placement » intéressant, d'autant plus attractif que les autres affectations sont risquées.

Les milieux sociaux les plus aisés alimentent cette surenchère cérémonielle qui, en retour, s'impose à tous, riches et pauvres : l'argent, converti en biens de consommation et en nourriture de fête,

doit circuler au sein de réseaux d'entraide, et non s'accumuler dans les bas de laine des ménages. Une famille qui ne voudrait pas célébrer une fête comme il se doit s'expose à l'opprobre général. M. Shamshod N., un éleveur tadjik, raconte, goguenard, qu'il a emmené ses deux fils se faire circoncire à l'hôpital pour éviter d'organiser des fêtes, selon lui trop coûteuses. « J'ai eu le courage de faire ça parce que j'avais bu, explique-t-il. Mais, lorsque ma femme l'a découvert, elle m'a passé un sacré savon, et j'ai dû tuer une chèvre le lendemain pour distribuer la viande aux habitants du village. » En dépensant sans compter lors de cérémonies de ce type, les familles les plus pauvres espèrent se hisser au rang des gens respectables, souvent au prix d'un endettement douloureux.

Les prestations cérémonielles dans les sociétés ouzbèke, tadjike, kirghize ou kazakhe dépassent largement celles de la fin du XIX^e siècle. La quantité et la valeur relative des biens échangés ont nettement augmenté, et cette prodigalité a pénétré chaque couche de la société. Toutes les occasions sont bonnes pour dépenser de façon ostentatoire : les mariages, les anniversaires, les funérailles, les circoncisions, ou encore les retours de pèlerinage. Les fours à micro-ondes, les téléviseurs et les mixeurs – symboles de la mondialisation du commerce et des modes de consommation – ont progressivement remplacé le bétail, les céréales, l'huile, le sucre ou les cotonnades que l'on s'offrait jusque dans les années 1970. Souvent accumulés durant

les années précédant les fêtes, ces biens participent de l'honorabilité des familles ; ils sont devenus une condition essentielle de la « belle » fête.

De nos jours, la concurrence semble prendre le dessus sur la réciprocité qui caractérisait auparavant l'échange : les fêtes sont désormais l'occasion d'une compétition féroce, parfois déplorée par les participants eux-mêmes. M^{me} Gulnara I., une femme modeste d'une quarantaine d'années résidant dans le nord-est du Tadjikistan, raconte que les économies faites par son fils durant deux années de travail en Russie ont été presque entièrement dilapidées pour célébrer la naissance de son premier petit-fils, l'enfant de sa fille. « Au lieu de cela, regrette-t-elle, mon fils aurait pu se payer des années d'études. Mais non, il fallait qu'on organise la cérémonie [de naissance]. »

La législation restrictive est presque systématiquement contournée. Deux ans après la promulgation de la loi sur les dépenses cérémonielles, le président tadjik Emomali Rakhmon organisait pour son fils des noces extrêmement coûteuses, dont les images étaient diffusées, puis censurées, sur YouTube. Plus scandaleux encore aux yeux du public, quoique parfaitement légal : le mariage en 2016 de M^{me} Madina Shokirova, fille du milliardaire russe d'origine tadjike Ilkhom Shokirov, concurrent notoire de M. Rakhmon. La cérémonie, qui s'est déroulée dans un hôtel luxueux de Moscou, a rassemblé plus de neuf cents invités autour d'une mariée dont la robe haute couture, parsemée de cristaux Swarovski, aurait coûté plus de 600 000 dollars. Le marié, lui, est un proche du nouveau président ouzbek, M. Chavkat Mirziyoyev (6). Quant au frère de M^{me} Shokirova, il avait épousé en grande pompe, en 2010, la fille du ministre des finances et vice-premier ministre ouzbek Roustam Azimov (7). Pour les clans qui se partagent le contrôle de l'État, ces cérémonies fournissent l'occasion de s'affronter sur le terrain de la dépense ostentatoire, plus que sur celui des programmes politiques...

(1) Farangis Najibullah, « Facebook photos help convict Tajik "birthday boy" », Radio Free Europe-Radio Liberty, 25 août 2015, www.rferl.org

(2) Fixé à 250 somonis mensuels, soit moins de 30 dollars par mois en 2016.

(3) Lire sur notre site « Production privée et "prix de la fiancée" en Union soviétique ».

(4) Cf. Cynthia Werner, « Household networks and the security of mutual indebtedness in rural Kazakhstan », *Central Asian Survey*, vol. 17, n° 4, Milton Park (Royaume-Uni), 1998.

(5) Cf. Boris-Mathieu Pétric, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan postsoviétique*, Presses universitaires de France-Le Monde, Paris, 2004.

(6) Martha Cliff, « Is this the most extravagant wedding ever? Russian oil tycoon's daughter marries in a lavish ceremony that includes private jets, a 10ft cake and a £500,000 bridal gown », *The Daily Mail*, Londres, 1^{er} novembre 2016.

(7) « Big fat Tajik wedding hides nest of Central Asian intrigue », *Eurasianet.org*, 1^{er} novembre 2016.

Dans l'étrange lucarne

ÉCLATÉE sur une foule d'écrans – de téléphone, de tablette, d'ordinateur –, démocratisée – à travers la possibilité pour chacun de créer sa chaîne YouTube –, concurrencée par les plates-formes en ligne (Netflix, Amazon, Hulu), la télévision devient un objet incertain à la définition floue. S'il paraît difficile de deviner quel sera son avenir, elle reste pour l'heure une industrie puissante, qui a diffusé et qui diffuse encore aussi bien des émissions de « débat » et de télé-réalité que des fictions populaires ou élitistes à l'impact certain. La nouvelle livraison de *Manière de voir* (1) rassemble une série d'analyses critiques, parfois laudatrices, parfois sarcastiques, parfois franchement atterrées, à propos de certaines de ses productions les plus mémorables dans diverses régions du monde.

Avant même que les séries – essentiellement américaines – ne deviennent le phénomène culturel que l'on connaît aujourd'hui, l'immense succès de certains feuilletons racontait les préoccupations, les rêves, les valeurs morales ou les regrets des sociétés qui les regardaient. Une première partie de ce numéro emmène donc le lecteur en Corée du Sud et en Turquie – deux grands exportateurs de fictions télévisées –, mais aussi en Afrique du Sud, au Brésil, en Inde ou en Égypte. Sans oublier la France, qui, un temps, put se féliciter du rayonnement international d'Hé-



lène et les garçons, sujet de rêveries pour des millions d'adolescents – et surtout d'adolescentes – des années 1990... À l'orée du nouveau millénaire, c'est la télévision américaine, à commencer par la chaîne câblée Home Box Office (HBO), qui a donné le signal d'un grand renouvellement du genre. Attirant à elle les scénaristes que boudait un cinéma devenu frileux et abonné aux grosses productions consensuelles, elle a séduit un public nouveau, intellectuel et bourgeois, avec des œuvres élitistes et pointues (*Oz*, *Les Soprano*, *The Wire*...). Les télévisions britannique, danoise ou française se sont efforcées de relever le défi et d'aligner à leur tour des productions du même acabit.

La télévision de divertissement, enfin, qui touche un public plus large, se prête elle aussi à des réflexions riches. Quel lien entretiennent les émissions du type « Loft Story » avec *Fenêtre sur cour*, d'Alfred Hitchcock, ou avec *Friends*? Comment l'émotion et l'esprit critique s'entrelacent-ils dans la réception du Téléthon? Que regardent les Chinois ou les Iraniens? Du tube cathodique aux écrans à cristaux liquides, une exploration de ce qui captive l'humanité téléspectatrice.

(1) « Écrans et imaginaires », *Manière de voir*, n° 154, août-septembre 2017, 8,50 euros, en kiosques ou sur <http://boutique.monde-diplomatique.fr>

* Respectivement chargée de recherche en histoire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et anthropologue associée au Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative (université Paris Nanterre).

LE GOUVERNEUR DE DJAKARTA EMPRISONNÉ POUR BLASPHEME

Menaces sur l'islam à l'indonésienne

Fière de son image de tolérance, l'Indonésie doit affronter un double péril : la corruption – à la mi-juillet, le président du Parlement est tombé pour ce motif – et la montée de l'intégrisme. Longtemps ignoré, l'islam rigoriste, importé principalement d'Arabie saoudite, fait des ravages. Si le dirigeant de la plus puissante milice fondamentaliste, menacé d'arrestation, a pris la fuite, la devise du pays, « l'unité dans la diversité », est fragilisée.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
MARTINE BULARD, AVEC MARIE BEYER*

EN CETTE FIN D'APRÈS-MIDI écrasé de chaleur humide, le marché aux puces de la rue Surabaya sur les bords du canal est quasi désert – un havre de paix au milieu du chaos de voitures et de motos qui saturent le centre de Djakarta. Pourtant M. Diky Rachma, gérant d'une échoppe où s'entassent marionnettes traditionnelles, objets précieux, vraies et fausses antiquités, n'est guère sensible au charme de ce silence inhabituel. Attablé dehors avec l'un de ses clients, il fustige « les organisateurs des manifestations » géantes qui ont secoué la capitale indonésienne, en octobre et novembre 2016, et fait fuir les touristes. Et désigne le coupable : le Front des défenseurs de l'islam (FPI) et ceux qui le soutiennent. Créé lors de la chute de la dictature, en 1998, adoubé par l'armée et la police, ce groupe d'extrémistes musulmans aux allures de milice a su étendre ses tentacules dans la bonne société politique.

À la veille des élections locales, il a réussi, avec des organisations amies, à rassembler une foule hétéroclite d'islamistes fondamentalistes, de musulmans sincèrement inquiets quant à l'avenir de leur religion et de simples habitants mécontents de la politique menée par le gouverneur de la ville (l'équivalent d'un maire), M. Basuki Tjahaja Purnama, dit Ahok, un chrétien d'origine chinoise. Non sans succès : donné largement gagnant pour un nouveau mandat au début de la campagne électorale, Ahok a été battu à plates coutures par M. Anies Baswedan, qui prendra ses fonctions en octobre 2017. La trajectoire de ce dernier symbolise l'évolution du pays : recteur de l'université islamique Paramadina (Djakarta), il était connu pour la qualité de son enseignement (notamment sur les droits humains) et pour ses prises de position progressistes. « Nous avons nos islamistes et nos intégristes », déclarait-il au *Monde diplomatique* en 2010 (1), mais ils ont été en partie absorbés par le processus politique et démocratique. Depuis, ce sont les intégristes qui semblent l'avoir absorbé. Quittant l'enseignement pour la politique, il a accepté d'être chaperonné par le FPI et ses comparses, qui ont monté une vaste cabale contre le gouverneur en poste : accusé d'avoir critiqué le Coran – ce que démentent de nombreuses personnalités musulmanes –, ce dernier a été jeté en prison en mai, au terme d'un procès pour blasphème (2).

« Ils ont vendu notre religion », s'indigne M. Diky Rachma, lui-même musulman mais fervent partisan d'Ahok (3) en raison de son action à la tête de la capitale : la lutte contre la corruption, l'aide aux plus pauvres – notamment pour la scolarisation des enfants ou l'accès aux soins –, la rénovation de la ville, sans oublier le nettoyage du canal au bord duquel nous bavardons. Selon lui, le gouverneur « dérangeait trop d'intérêts ».

Ne buvant pas d'alcool, priant cinq fois par jour, notre interlocuteur se dit respectueux de sa religion... « à l'indonésienne », c'est-à-dire en s'adaptant aux circonstances. Et de préciser : « Notre islam a toujours été tolérant, il ne ressemble pas à celui du Proche-Orient. » Tolérant « envers les autres religions » (le catholicisme, le protestantisme, l'hindouisme, le bouddhisme, le confucianisme sont officiellement reconnus au même titre que l'islam). Tolérant « envers les musulmans ».

Si les images de femmes adultères ou d'homosexuels flagellés en public par les autorités locales à Atjeh (dans le Nord-Ouest) – seule province régie

par la charia (4) –, font douter du propos, il en va autrement quand on arpente les rues de Djakarta ou d'autres villes. Ici, on ne voit que rarement des femmes portant le niqab ; les Indonésiennes n'ont besoin de chaperon ni pour sortir ni pour travailler ; elles conduisent leur voiture ou leur deux-roues, casque par-dessus le foulard parfois, quand elles n'attendent pas au bord de la rue leur moto-taxi Go-Jek, sorte d'Uber pour vélomoteur, qu'elles chevaucheront sans difficulté. Les jeunes conversent régulièrement sur les réseaux sociaux, dont l'Indonésie est l'un des plus gros utilisateurs d'Asie. Dans les cafés et les restaurants, garçons et filles (voilées ou non) se côtoient très naturellement. Seule l'absence d'alcool dans la plupart des établissements rappelle que 87 % de la population est musulmane.

Des principes de tolérance attaqués mais vivaces

Mais, « si l'Indonésie est un pays musulman, ce n'est pas un État islamique », précise M. Jakob Tobing, président de l'Institut Leimena, qui prône le dialogue interreligieux. Faisant un détour par l'histoire, il rappelle que les pères fondateurs du pays – « et les mères », ajoute-t-il avec malice, car « il y avait aussi des militantes indépendantistes » – auraient pu décider que la loi islamique s'applique à tous. La proposition fut discutée mais rejetée. Dès le 1^{er} juin 1945 – soit deux mois et demi avant l'indépendance du pays –, le futur président Sukarno proposa d'adopter les « cinq principes » du *pancasila* : la croyance en Dieu, l'unité nationale, la souveraineté du peuple, l'humanisme et la justice sociale. Une « philosophie de l'État » déjà difficile à mettre en œuvre, ainsi qu'il l'exposera lui-même dans nos colonnes, une vingtaine d'années plus tard (5). Malgré bien des vicissitudes et trente-trois ans de dictature du général Suharto (1966-1998), ces principes, même s'ils sont attaqués, demeurent vivaces.

Début 2017, à Djakarta, une jeune femme qui souhaitait inscrire sa fille à la crèche du quartier a été sommée de dire si le bébé était musulman ou non. À peine né, et déjà assigné à sa religion ? En colère, cette mère a publié un message sur les réseaux sociaux. La protestation a été si forte que les dirigeants de la crèche ont dû faire marche arrière. Valentina Sagala, écrivaine et militante des droits des femmes, y voit un double symbole : « celui (réjouissant) de l'attachement des citoyens au *pancasila* », mais aussi « celui (plus inquiétant) de la pénétration des idées régressives ».

Si Faisal Sukanta, sociologue qui étudie le comportement de la jeunesse pour des multinationales, reconnaît une « recrudescence des valeurs religieuses depuis quatre ou cinq ans, singulièrement chez les jeunes », celles-ci relèveraient « plus de l'affirmation d'une identité que d'un intégrisme. Elles s'infiltrèrent dans la culture dont elles avaient été exclues et font naître de nouveaux produits ». Telles ces crèmes pour le visage, halal mais blanchissantes (pour avoir un teint de porcelaine, comme dans les feuilletons japonais ou sud-coréens), ou encore les créations haute couture d'Anniesa Hasibuan, qui a participé à la Semaine de la mode (Fashion Week) de New York en septembre dernier. On pourrait également citer Voice of Baceprot, un groupe de rock composé de trois jeunes filles portant le voile, à mille lieues de toute bigoterie. « Avec près de 14 000 îles, 700 langues locales, 300 groupes

ethniques, 200 croyances, l'Indonésie est trop plurielle pour être intolérante », se rassure-t-il.

Beaucoup aimeraient le croire. Mais l'exemple du jeune Darsam Sakrotomo, tout juste 20 ans, cheveux décolorés comme une star de K-pop, habillé à la dernière mode, montre l'autre versant de cette montée des « valeurs religieuses ». Nous le rencontrons dans la maison familiale de Serang, à trois heures de la capitale – une magnifique villa située dans un ensemble résidentiel fermé, qu'on atteint après avoir traversé les villes-banlieues de la périphérie de Djakarta, puis les paysages verdoyants des rizières. À l'image des jeunes Indonésiens issus des milieux favorisés, ce fils de haut fonctionnaire va partir à l'étranger pour parfaire son éducation – quelques semaines cet été à Séoul, puis quelques mois à Paris. Pourtant, au cours d'une banale conversation dans le salon familial, le jeune Darsam se réjouit de l'éviction d'Ahok, non pour des raisons politiques mais parce que « les musulmans ne peuvent pas être dirigés par des non-musulmans. C'est écrit dans le Coran ». Lui fait-on remarquer que, par exemple, Musdah Mulia, enseignante à l'Université islamique d'État, présidente de la Conférence indonésienne sur la religion et la paix et ancienne conseillère du ministre des affaires religieuses (1999-2007), et donc pas tout à fait ignorante du Coran, démontre le contraire sur les bases mêmes du Livre (6) ? Il écarte d'un revers de main les arguments de cette « libérale de la capitale » et se lance dans une diatribe contre les Chinois – en fait les Sino-Indonésiens, installés dans l'archipel dès le XV^e siècle pour quelques-uns, au XIX^e et au début du XX^e siècle pour la plupart. Des Indonésiens certes, mais pas comme les autres..

Ce rédacteur en chef adjoint d'un grand hebdomadaire de Djakarta, qui nous a donné rendez-vous au Citos Mall, un des centres commerciaux qu'affectionne la classe moyenne aisée, ne tient pas un discours très différent. Appartenant à la commission information du Conseil des oulémas (MUI en indonésien), fondé sous l'ancien régime et toujours chargé de conseiller le gouvernement, il souhaite rester anonyme car il n'a reçu aucun mandat de son organisation. Le ton, là aussi, est très courtois, mais le propos sans appel : « Le problème vient du fossé qui s'est établi entre les Indonésiens de souche et les Sino-Indonésiens. Les musulmans sont majoritaires dans le pays mais ils n'ont aucun pouvoir, ni politique ni économique. » Pour preuve, « sur les cinquante Indonésiens les plus riches recensés par le magazine américain Forbes, quarante-deux sont sino-indonésiens et seulement huit musulmans » – confondant comme souvent ici ethnie et religion. « Depuis 2004, poursuit notre interlocuteur, les partis islamiques ont perdu les élections, locales ou nationales. » De fait, ils oscillent entre 24 et 26 % des suffrages exprimés selon les scrutins, contre 43 % en 1955 lors des premières élections législatives et 37 % en 1999 après la chute de la dictature. Ce qui témoigne d'une forme de sécularisation de la société – la grande majorité des musulmans votant pour des partis non confessionnels (7). « Nous devons réagir pour stopper ces échecs à répétition. Il fallait gagner cette bataille de Djakarta. C'est une question de sécurité pour les musulmans. » Difficile de trouver une quelconque menace contre les musulmans... En revanche, l'élection du gouverneur de Djakarta est vue comme un tremplin pour la future bataille présidentielle : M. Joko Widodo, surnommé Jokowi, a occupé ce poste avant d'être élu chef de l'État en 2014, et il devrait solliciter un second mandat en 2019.



ANGGARA MAHENDRA. – À la mosquée Al-Muhajirin, Denpasar (Bali)

Le ressentiment à l'égard des Sino-Indonésiens, estimés à 3 millions (8) sur une population de 257,6 millions de personnes, est « inscrit depuis longtemps dans les cœurs et dans les têtes », explique M. Alwi Shihab, spécialiste des questions interreligieuses et envoyé spécial du président de la République auprès de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Djeddah, en Arabie saoudite. « Cela remonte à la colonisation. Les Néerlandais n'autorisaient pas les Chinois à intervenir dans la politique, ni à entrer dans l'armée ; il ne leur restait que les affaires. Ils s'y sont attelés au fil des siècles. Aujourd'hui, ils sont très présents dans l'économie, la finance, l'immobilier... » Si le ghetto de la bourgeoisie « chinoise » s'étale sans complexe dans la presqu'île du nord de la capitale, une simple visite à Glodok, un vieux quartier de Djakarta, suffit à se convaincre qu'on peut appartenir à cette minorité et ne pas rouler sur l'or. Riches comme pauvres n'en sont pas moins devenus des boucs émissaires pour tout ce qui va mal dans le pays : la pauvreté, le coût de la vie, le chômage des jeunes, les difficultés à se loger...

Une couche moyenne sûre d'elle-même

Ce n'est pas la première fois qu'ils sont ainsi désignés à la vindicte populaire. Lors du coup d'État de 1965, le général Suharto fit massacrer entre 500 000 et 1 million de personnes (dont beaucoup de Sino-Indonésiens) et en embastilla près de 1 million, au nom de la lutte contre les communistes (9) – ce qui ne l'empêcha pas de trafiquer avec quelques grandes fortunes, fussent-elles estampillées « chinoises ». En 1998, lors de la chute du dictateur, les émeutes ont fait un millier de morts, et des dizaines de Sino-Indonésiennes ont été violées, crimes toujours impunis.

Depuis, la Reformasi, la politique d'ouverture qui a poussé les feux de la démocratie et du développement économique néo-capitaliste, et donné naissance à une couche moyenne sûre d'elle-même, a permis de faire vivre « l'unité dans la diversité », devise fondatrice du pays. Hier interdit, le chinois est de nouveau enseigné, le confucianisme officiellement reconnu, l'achat de terres autorisé. Mais l'idée d'un complot entre les fonctionnaires corrompus, les Sino-Indonésiens et même les intérêts étrangers refait surface. Le poison du

(1) Lire Wendy Kristianasen, « Indonésie, musulmans contre islamistes », *Le Monde diplomatique*, octobre 2010.

(2) Lire Marie Beyer et Martine Bulard, « Secousses islamistes en Indonésie », *Planète Asie*, 17 mai 2017, <http://blog.mondediplo.net>

(3) Ahok comme le président Joko Widodo appartient au Parti démocrate indonésien de lutte (PDI-P), qu'on peut placer au centre gauche, même si la classification des partis sur un axe gauche-droite n'a pas grand sens.

(4) Le 15 août 2005, un accord de paix entre les indépendantistes et le gouvernement, qui a entre autres accepté la loi islamique, a mis fin à la guérilla ouverte en 1976.

(5) Lire D. Sukarno, « Une révolution nationale dans la ligne des grandes transformations politiques et économiques de notre temps », *Le Monde diplomatique*, mai 1964.

(6) Cf. le site de l'Indonesian Conference on Religion and Peace (ICRP), <http://en.icrp-online.org>

(7) Andrée Feillard, « Une démocratie musulmane ? La "sécularisation" en question », dans Rémy Madinier (sous la dir. de), *Indonésie contemporaine*, Les Indes savantes, Paris, 2016.

(8) Il n'existe pas de statistiques officielles.

(9) Lire Lena Bjurström, « Indonésie 1965, mémoire de l'impunité », *Le Monde diplomatique*, décembre 2015.

racisme s'instille dans une société où les 1 % les plus fortunés détiennent 49 % des richesses.

Les frustrations sont d'autant plus fortes que le gouvernement avait promis de réduire la fracture sociale. Si certaines mesures ont été prises, notamment pour étendre l'assurance-maladie à tous et instaurer des retraites, « *la vie quotidienne ne s'est pas améliorée pour les travailleurs* », affirme M. Mohammad Rusdy, vice-président de la Confédération indonésienne des syndicats (KSPI), l'une des plus grandes centrales du pays. Toutefois, comme il le reconnaît, son organisation « *avait, à la présidentielle de 2014, appelé à voter pour Prabowo Subianto* », dit Prabowo, ancien général de Suharto devenu un oligarque ultranationaliste, lié au FPI, candidat malheureux contre le président Jokowi et soutien du gouverneur nouvellement élu de Djakarta. Ce qui pourrait quelque peu obscurcir son jugement sur le bilan à mi-mandat du président en exercice...

« *Globalement, chacun vit mieux qu'il y a vingt ans* », estime Olin Monteiro, figure du féminisme de la nouvelle génération aux mille et une activités (écrivaine, documentariste, directrice d'une maison d'édition...). Elle décrit par le menu la situation, passant de l'enseignement au travail, du présent au passé pour livrer une image le plus fidèle possible. D'où il ressort que les écarts de revenus ont explosé et que, pour certains, la vie s'est même dégradée, laissant apparaître un avenir plutôt bouché...

Le président Jokowi, isolé et contesté

Dès son arrivée au pouvoir, le président Jokowi a cherché à réduire les aides à la consommation, qui absorbaient 20 % des dépenses budgétaires, en décidant ce que ses prédécesseurs avaient promis sans jamais oser le faire : supprimer les subventions aux carburants – lesquelles profitaient plus aux riches qu'aux pauvres. Puis il a relevé le prix de l'électricité tout en instaurant un bas tarif pour les plus modestes. Mais ceux qui se situent tout juste au-dessus du seuil de pauvreté subissent de plein fouet ces changements. D'autant qu'en l'absence de loi contraignante (et de contrôle) « *le salaire minimum est devenu salaire maximum* » pour les ouvriers, notamment ceux des grandes entreprises sous-traitantes des marques étrangères (Gap, Nike et autres), dénonce de son côté M^{me} Vivi Widyawati, une des dirigeantes de Perempuan Mahardhika (Femmes libres), qui milite particulièrement avec les ouvrières de l'industrie. Et de rappeler que plus de la moitié de la population travaille dans le secteur informel, où règne la loi de la jungle.

À cela s'ajoute, à Djakarta, la déstabilisation des modes de vie traditionnels. La volonté de rendre plus attractive la capitale et d'y construire des infrastructures dignes d'une agglomération de plus de trente millions d'habitants (actuellement sans métro ni tramway) prend des allures de « *singapourisation* », selon l'expression d'un militant : expulsion des couches populaires ; table rase des *kampung* (« villages » en indonésien, qui sont des lieux de vie, de solidarité et de culture ayant façonné la ville) ; érection de quartiers sans âme, peuplés de tours plus ou moins prétentieuses pour une capitale qui veut se faire aussi « moderne » que Singapour.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er}-31 août 2017

1 ^{er}	BÉNIN	Fête de l'indépend.
	SUISSE	Fête nationale
5	BURKINA FASO	Fête de l'indépend.
6	BOLIVIE	Fête de l'indépend.
	JAMAÏQUE	Fête de l'indépend.
7	CÔTE D'IVOIRE	Fête nationale
9	SINGAPOUR	Fête nationale
10	ÉQUATEUR	Fête nationale
11	TCHAD	Fête de l'indépend.
15	RÉP. DU CONGO	Fête nationale
	LIECHTENSTEIN	Fête nationale
17	GABON	Fête de l'indépend.
	INDONÉSIE	Fête de l'indépend.
19	AFGHANISTAN	Fête de l'indépend.
20	HONGRIE	Fête nationale
24	UKRAINE	Fête nationale
25	URUGUAY	Fête de l'indépend.
27	MOLDAVIE	Fête de l'indépend.
31	KIRGHIZSTAN	Fête de l'indépend.
	MALAISIE	Fête de l'indépend.
	TRINITÉ-ET-TOBAGO	Fête de l'indépend.

Souffle supplémentaire sur les braises de la colère, le gouvernement poursuit la construction de dix-sept îles artificielles dans la baie de Djakarta. « *Au début, il s'agissait d'empêcher les inondations et l'enfoncement progressif de la ville dans la mer* », assure M. Mahmud Syaltout, patron d'une société de consulting. « *Au fil du temps, cet objectif a disparu et les plans qui circulent ne laissent guère de doutes sur la nature des constructions : marinas fastueuses, port pour yachts de luxe...* » Une nouvelle enclave pour riches, et une destruction irréversible de la faune et de la flore qui font la beauté de cette baie et permettent l'existence des pêcheurs. Le même désastre écologique et social est en cours dans la baie de Bali.

Tous les militants progressistes rencontrés avaient pourtant mis beaucoup d'espoirs dans l'actuel président de la République. Issu du petit peuple (*wong cilik*), Jokowi est « *le premier dirigeant depuis vingt ans à ne pas avoir partie liée avec l'ancien système Suharto* », souligne le spécialiste français de l'Indonésie Rémy Madinier (10). Mais

chez ses amis politiques, peu sensibles à la lutte contre la pauvreté et encore moins au combat contre la corruption, le président indonésien a noué d'improbables alliances : il est allé jusqu'à nommer ministre de la justice et de la sécurité, en juillet dernier, le général Wiranto, tristement célèbre pour ses exactions lors de l'occupation du Timor oriental (1975-1999) – une preuve pour nombre d'observateurs du retour de la « mafia militaro-oligarchique » qui a fait la gloire de l'ancien régime.

Si Jokowi cède sans séduire les puissants, le mécontentement enfle sans profiter aux organisations progressistes. Au contraire, la colère et la déception sont instrumentalisées par une coalition inédite d'oligarques et de militaires soucieux de conserver leurs privilèges menacés, de milices paramilitaires nées sous Suharto et qui s'épanouissent, tel le FPI. Avec comme maîtres de marionnettes, dans la plus pure tradition indonésienne, deux ex-généraux (MM. Prabowo Subianto et Susilo Bambang Yudhoyono, dit SBY, le précédent président) qui tirent les ficelles dans l'espoir de

bien que totalement éparpillés et divisés (sur l'homosexualité, l'avortement, le harcèlement sexuel...), se sont rassemblés pour protester et cherchent à s'unir autour d'un objectif commun, la lutte contre les violences domestiques. Des structures plus modestes sont apparues, comme Jong Nusantara, qui veut transmettre aux jeunes l'histoire méconnue du pays et sa culture syncrétique pour éviter qu'ils ne plongent dans le fondamentalisme. Des organisations musulmanes comme Nahdlatul Ulama (NU, quarante millions de membres), la plus importante et la plus traditionaliste, qui milite pour un « *islam indonésien* », plus ouvert, semblent prêtes à mener le combat contre les intégristes : « *L'islam est né au VII^e siècle, en des temps d'ignorance, de croyances diverses, de patriarcat et de régime féodal*, explique M^{me} Musdah Mulia. *Il faut donc en revenir à ce qui est le cœur du Coran, le tawhid – la croyance en un seul Dieu, Allah. Et à partir de là, nous devons contribuer à une nouvelle interprétation de l'islam, notamment concernant les relations entre l'islam et l'État* ». De son côté, M. Mahmud Syaltout, qui est membre de l'Ansor (l'organisation de jeunes de NU),



ANGGARA MAHENDRA. – Les enfants du village de Wanasari apprennent le Coran, Denpasar (Bali)

cela constitue aussi sa faiblesse dans un pays qui n'a pas encore rompu avec le passé. Si chacun reconnaît qu'il est « *le plus honnête des présidents* », sa lutte contre la corruption bouscule, et il ne dispose guère d'appuis solides à la Chambre. Ce qui le conduit à louvoyer.

Dès son arrivée au pouvoir, il a interdit les exportations de minerai brut pour obliger les multinationales à fonder une industrie de transformation sur le sol indonésien – une excellente décision – ; mais l'interdiction a été levée en mai dernier sous la pression conjointe des militaires et des grands groupes, dont les intérêts s'entrecroisent. Arrivera-t-il à tenir davantage face au géant américain Freeport-McMoRan, qui a la haute main sur les plus grands gisements de cuivre et d'or du monde, dont les revenus échappent en grande partie au pays et en totalité à la population papoue (11) ? « *Jusqu'à présent, note le directeur d'une grande école de commerce, tout le monde fermait les yeux car tout le monde touchait de l'argent – à commencer par les militaires et les dirigeants politiques.* » Jokowi a décidé du rachat par l'État de 51 % des parts de la filiale indonésienne de Freeport-McMoRan, qui crie à la spoliation. Et de mobiliser tout ce que le pays compte d'hommes d'affaires, de politiciens, et même le vice-président américain Michael Pence : en visite à Djakarta en avril dernier, celui-ci s'est permis de tancer le président indonésien.

« *C'est une question économique, assure notre directeur, car nous avons besoin de cet argent pour développer les infrastructures ; mais aussi une question politique – lutter contre la corruption – et une question stratégique – garantir notre souveraineté sur les matières premières.* » Jokowi remportera-t-il ce bras de fer ? Peu y croient ; beaucoup soulignent ses reculs et ses hésitations. « *En deux ans, son administration a connu trois ministres du commerce, trois ministres responsables des ressources naturelles, deux ministres des finances et quatre ministres de l'énergie – tous avec des approches différentes des problèmes d'investissement, de commerce et de croissance* », note le spécialiste de la région Eve Warburton (12). Minoritaire à l'Assemblée avec 20 % des sièges, contesté

reprenre la main lors des prochaines échéances électorales en 2019. « *L'affaire du blasphème n'est pas une question de religion mais de manœuvre et d'ambition politiques* », commente M. Alwi Shihab. Il n'en demeure pas moins qu'un gouverneur élu a été condamné à deux ans de prison au nom de la religion. Et que l'intégrisme marque des points.

« *C'est comme une vague de fond qui fait soudainement surface ; elle est si puissante que le gouvernement et les partis cherchent le soutien de ces extrémistes au lieu de les combattre*, regrette Olin Monteiro. *Jusqu'à ces cinq dernières années, les progrès pour les femmes ont été continus. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée.* » M^{me} Musdah Mulia, l'une des personnalités musulmanes les plus connues, explique : « *Dans l'euphorie de la chute de Suharto et de la démocratie naissante, nous avons sous-estimé les mouvements extrémistes, qui ont bénéficié de la liberté d'expression, comme tout le monde. Puis sont apparus des partis fondamentalistes prônant la charia.* » Ainsi, sous leur pression, certaines provinces ont édicté des lois locales interdisant aux femmes de sortir seules la nuit... sous prétexte de les protéger.

Même constat chez M. Alwi Shihab, qui dénonce le développement de l'islam arabe, plus rigoriste, et le « *déversement des pétrodollars* » venus du Proche-Orient. « *Beaucoup d'argent a circulé.* » Il a servi à financer des organisations caritatives confessionnelles qui aident les plus défavorisés ; des bourses pour les diplômés voulant poursuivre leur formation dans les pays du Golfe ; des écoles coraniques sur le territoire et des lieux de prière. « *Évidemment, ajoute-t-il, ils ont enseigné leur conception de l'islam, moins tolérant. C'était nouveau pour nous. Certains musulmans se sont ainsi détournés de l'islam traditionnel indonésien, que ce nouveau clergé estimait ne pas être le "vrai islam". Nous devons prendre conscience de cette réalité.* »

Pour beaucoup, le verdict du tribunal contre Ahok a fait l'effet d'un électrochoc, poussant à la contre-offensive les organisations foisonnantes qui existent dans le pays. Les mouvements féministes,

souhaite lui aussi s'opposer aux milices du FPI, en mettant l'accent sur l'éducation. Il regrette que le président Jokowi ait refusé de regarder en face les massacres de 1965 et laisse se développer un anticommunisme dangereux – le Parti communiste est toujours interdit et, selon notre interlocuteur, le nouveau code pénal en discussion au Parlement est truffé d'articles punissant tout ce qui pourrait être assimilé à une activité communiste. Il suffit d'émettre une quelconque idée novatrice pour être marqué du sceau de l'infamie.

Du reste, accusé lui-même d'être un rouge en raison de la lutte contre la corruption et des premières mesures pour l'accès à l'assurance-maladie, Jokowi s'est engagé à lutter sans merci contre « *toutes les organisations qui encouragent les idéologies destructrices, y compris les communistes ou d'autres groupes interdits* (13) », le jour même où il annonçait que le 1^{er} juin serait désormais férié en hommage au *pancasila* imaginé par Sukarno... proche des communistes. Certains y voient un signe supplémentaire d'une tentative autoritaire pour essayer de bloquer ses adversaires, quand d'autres applaudissent à ce retour du *pancasila*, garde-fou tout prêt contre l'islamisme. « *Rien n'est joué, résume le directeur de l'école de commerce, mais nous sommes vraiment à un moment-clé où tout peut basculer.* »

MARTINE BULARD,
AVEC MARIE BEYER.

(10) Rémy Madinier, *Indonésie contemporaine*, op. cit.

(11) Lire Philippe Pataud-Célérier, « En Papouasie, la grève oubliée des mineurs », La Valise diplomatique, octobre 2011, www.monde-diplomatique.fr

(12) Eve Warburton, « What does Jokowi want for the Indonesian economy? », East Asia Forum, 30 octobre 2016, www.eastasiaforum.com

(13) Discours, *The Jakarta Globe*, 1^{er} juin 2017.

LIRE SUR NOTRE SITE INTERNET

« Les "kampung" de Djakarta résistent à la gentrification », par Marie Beyer (avec Martine Bulard), www.monde-diplomatique.fr/57761

Mille et une résistances

Observer la façon dont les Terriens écrivent permet de jeter un autre regard sur la mondialisation, ses ressorts dans le temps long. Si l'alphabet latin rayonne, les écritures concurrentes progressent encore par le nombre de leurs usagers.

PAR PHILIPPE DESCAMPS ET XAVIER MONTHÉARD

À L'ÉCHELLE de l'humanité, l'écrit apparaît très récent : les tablettes pictographiques sumériennes d'Ourouk – le plus ancien témoignage d'écriture connu – furent gravées il y a seulement cinq mille trois cents ans. Depuis bien longtemps, l'expression orale, immémoriale, s'était raffinée et stratifiée dans des milliers de langues, de dialectes et de parlers, dont l'essentiel nous restera inconnu. Les systèmes d'écriture ne témoignent que d'une infime partie des mots que les humains se sont chuchotés à l'oreille ou jetés à la figure. Mais les écrits restent...

Et la répartition de leurs graphies raconte en premier lieu la diffusion des croyances collectives, en particulier celle des grandes religions. Le chemin de la délivrance du Bouddha balisa le terrain des écritures indiennes. La romanisation des premiers siècles de notre ère suivit la christianisation par cercles concentriques à partir de la Méditerranée. Et l'arabisation galopa derrière les prédicateurs de l'islam partis de La Mecque. Enfin, le schisme des Églises sépara les écritures d'Europe en conférant à celles d'Orient le cyrillique.

Plus tard, la domination coloniale s'enracina d'autant plus profondément qu'elle prétendit apporter la civilisation à des peuples qui connaissaient sans doute la sagesse de la transmission orale, mais pas l'alphabet. Dans leur quête de conversions, les missionnaires furent d'ailleurs parmi les plus créatifs en la matière, avec l'invention de syllabaires (lire le glossaire page 15) pour prêcher dans la langue des pêcheurs. Tâche inutile car, si diverses soient-elles, les écritures peuvent fixer n'importe quelle langue : le biélorusse ou le chinois s'adaptent bien à l'alphabet arabe ; le coréen se transmet par des sinogrammes aussi bien que par l'alphabet hangul ; le maltais d'origine arabe ne connaît que le latin ; les peuples d'Asie centrale apprirent quatre alphabets au cours du XX^e siècle... D'où la tentation de l'écriture universelle, ou, pour le moins, d'une normalisation censée faciliter aussi bien l'alphabetisation que le rapprochement entre les peuples, au même titre que l'espéranto.

Au sortir de la première guerre mondiale, cette idée universaliste se répandit sous le drapeau d'une romanisation politique envisagée

de la Turquie au Japon, en passant par l'Iran ou la Chine. Au nom de l'internationalisme promu par les communistes à Moscou, elle inspira le congrès de Bakou, qui, en 1926, conclut à l'adoption du romain pour les dizaines de peuples vivant entre l'Azerbaïdjan et l'Arctique. Commissaire du peuple à l'instruction, Anatoli Lounatcharski envisagea même d'étendre son usage aux langues slaves. Incarnant l'ambition d'en finir en cinq ans avec un analphabétisme généralisé, l'«alphabet d'Octobre» permettait aussi d'éloigner les musulmans de l'aire arabo-islamique et de rendre intelligible la planification aux nombreux peuples premiers en utilisant un seul modèle de machine à écrire.

Mais, dès 1934, Joseph Staline imposa le cyrillique et le retour à la politique tsariste d'extension du russe par la limitation des langues

vernaculaires. En Ouzbékistan ou au Kazakhstan, l'effacement des langues nationales devant le russe rend difficile aujourd'hui le retour à l'alphabet latin voulu par les élites locales après l'effondrement de l'URSS.

La romanisation s'étend aujourd'hui en écho à l'injonction libérale de minimiser les coûts de production. Soutenu par la prédominance américaine dans les domaines politique,



Amériques. Hormis les glyphes mayas et aztèques, en grande partie détruits par les missionnaires espagnols, les peuples premiers d'Amérique ne connaissaient pas l'écriture. Parmi les syllabaires (cherokee, cri, etc.) inventés au XIX^e siècle, l'inuktitut ᐃᓄᓂᐅ a gagné un statut local de coofficiel depuis 1976 et domine dans les régions inuits autonomes du Nunavut et du Nunavik.

Moldavie. En Europe centrale et orientale, les pays de tradition orthodoxe utilisent des variantes du cyrillique depuis le XIII^e siècle, à l'exception de la Roumanie, qui adopta l'alphabet latin en sortant de l'Empire ottoman, en 1881. En Moldavie, après 1989, la reconnaissance du roumain (appelé moldave) comme langue officielle, sur la base d'un retour à la graphie latine utilisée entre 1918 et 1940, a été invoquée par les russophones vivant à l'est du Dniestr pour justifier la sécession armée de la Transnistrie, où l'on écrit toujours en cyrillique.

Europe. Depuis l'entrée de la Bulgarie en 2007, le cyrillique est devenu le troisième alphabet officiel de l'Union européenne, après le latin et le grec (1981). Malgré une présence ancienne, en particulier dans les Balkans, l'arabe n'est reconnu nulle part. Toutes les langues utilisant l'alphabet latin le complètent avec des signes diacritiques (accents, cédilles...), sauf l'anglais.

Serbo-croate. La Yougoslavie reconnaissait à égalité deux alphabets pour écrire la langue commune aux Croates, Bosniais, Serbes et Monténégrins. Mais, depuis les guerres des années 1990, les musulmans de Bosnie et les catholiques croates rejettent le cyrillique, associé au nationalisme serbe. L'autorisation par la Croatie de son usage dans les régions comptant une forte minorité serbe a entraîné d'importantes manifestations à Vukovar en 2013.

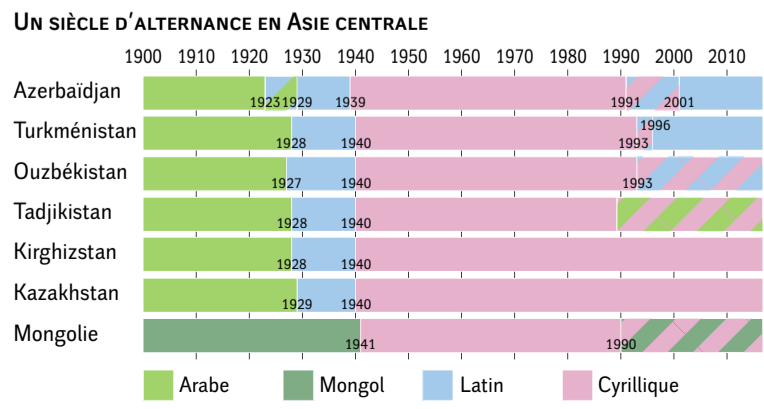
1. Croatie
2. Bosnie-Herzégovine
3. Serbie
4. Kosovo
5. Monténégro
6. Macédoine

Macédoine. Normalisé en 1945, l'alphabet cyrillique macédonien a été imposé par le régime communiste aux minorités de cette république. Après l'indépendance, la Constitution de 1991 désignait comme seule langue officielle le macédonien et son alphabet. Initialement fort limité, l'albanais, écrit en latin, est devenu coofficiel depuis les accords d'Ohrid (2001) là où la minorité dépasse 20 % de la population.

Tifnagh. La lutte pour la reconnaissance du tamazight, la langue des Berbères, anime la vie politique du Maghreb depuis les indépendances et jusqu'à la récente guerre de Libye. Elle est acquise officiellement au Maroc depuis 2011 et en Algérie depuis 2016. Pendant plus de deux millénaires, les Touaregs ont perpétué sa graphie « libyco-berbère », ou tifnagh. L'unique jeu de caractères que possédait l'imprimerie nationale d'Algérie fut détruit en 1962 sur ordre d'Ahmed Ben Bella. Cet alphabet représente l'étendard d'une langue principalement écrite en romain.

Afrique. Au sud du Sahara, la question principale est moins la conservation des rares écritures inventées aux XIX^e et XX^e siècles que la mise au point d'un système simple pour transcrire les langues régionales. La création d'un «alphabet africain de référence» par l'Unesco en 1980 relevait plus d'une démarche savante et élitiste que du sens pratique. Si le multilinguisme vit à l'oral, le français, l'anglais et le portugais dominent à l'écrit.

Éthiopie et Érythrée. La très ancienne écriture éthiopienne, liée à l'expansion du royaume chrétien, fut revivifiée au XX^e siècle par le négus, puis par le régime militaire-marxiste. Symbole d'une singularité culturelle, elle se voit toutefois concurrencée par le romain pour l'écriture des langues minoritaires de ces deux pays.



Les revirements de la politique linguistique soviétique malmenèrent les langues altaïques des peuples d'Asie centrale et le tadjik (persan), qui ont connu plusieurs écritures en moins d'un siècle. Après la dislocation de l'URSS, la Turquie proposa un alphabet (romain) commun, mais chaque pays nouvellement indépendant suivit son chemin pour affirmer son identité et sa souveraineté. En avril 2017, le président kazakh a annoncé le passage à l'alphabet latin à l'horizon 2025.

Cartographie : CÉCILE MARIN, avec GUILLAUME BAROU.
 Textes : PHILIPPE DESCAMPS et XAVIER MONTHÉARD.
 Avec, pour la recherche documentaire : DOUCE DIBONDO, AGATHE DORRA et GUILLAUME PAVIS.
 Sources et bibliographie : www.monde-diplomatique.fr/cartes/ecritures
 Fond de carte type Bertin 1953, créé par l'Adfec.

ces à l'alphabet latin

économique, scientifique et technologique, ce mouvement ne peut s'imposer qu'en reconnaissant un droit à l'existence aux écritures concurrentes, notamment aux « dialectes graphiques » (la cédille française, le tilde espagnol, les accents slaves...). Fondé en Californie en 1991, le Consortium Unicode a élaboré la norme industrielle qui code les écritures de manière unifiée et permet les échanges entre les langues indépendamment du support informatique. Sa dixième version (juin 2017) compte 136 690 caractères, les deux tiers étant chinois. De sorte qu'on peut relever ce paradoxe : alors que chaque écriture n'a jamais été autant fixée et préservée de l'oubli, en pratique jamais autant de personnes n'ont autant fait usage de la

même. Le citoyen-consommateur chinois jongle lui aussi, sur son téléphone ou sa tablette, avec les fameuses vingt-six lettres.

La partie est-elle gagnée pour l'antique alphabet venu de Rome? Chaque écriture dominante bataille dans son aire d'influence. La carte ci-dessous indique le poids relatif des graphies officielles des États. Elle omet volontairement les écritures religieuses (copte), minoritaires (n'ko) ou disparues (brahmi) pour souligner l'uniformisation. Il n'est pas certain cependant que le XXI^e siècle voie uniquement s'opposer l'universel et le particulier, entre romanisation et résistances. En deçà des prescriptions étatiques, la Toile est travaillée par une dynamique de métissage qu'illustre l'invention de l'arabizi, dans lequel les chiffres servent à représenter des sons pour pallier les insuffisances phonétiques de l'alphabet latin. La diffusion de nouveaux outils techniques, par exemple la transcription automatique, pourrait ainsi favoriser des emplois alternatifs ou hybrides des écritures dominantes.

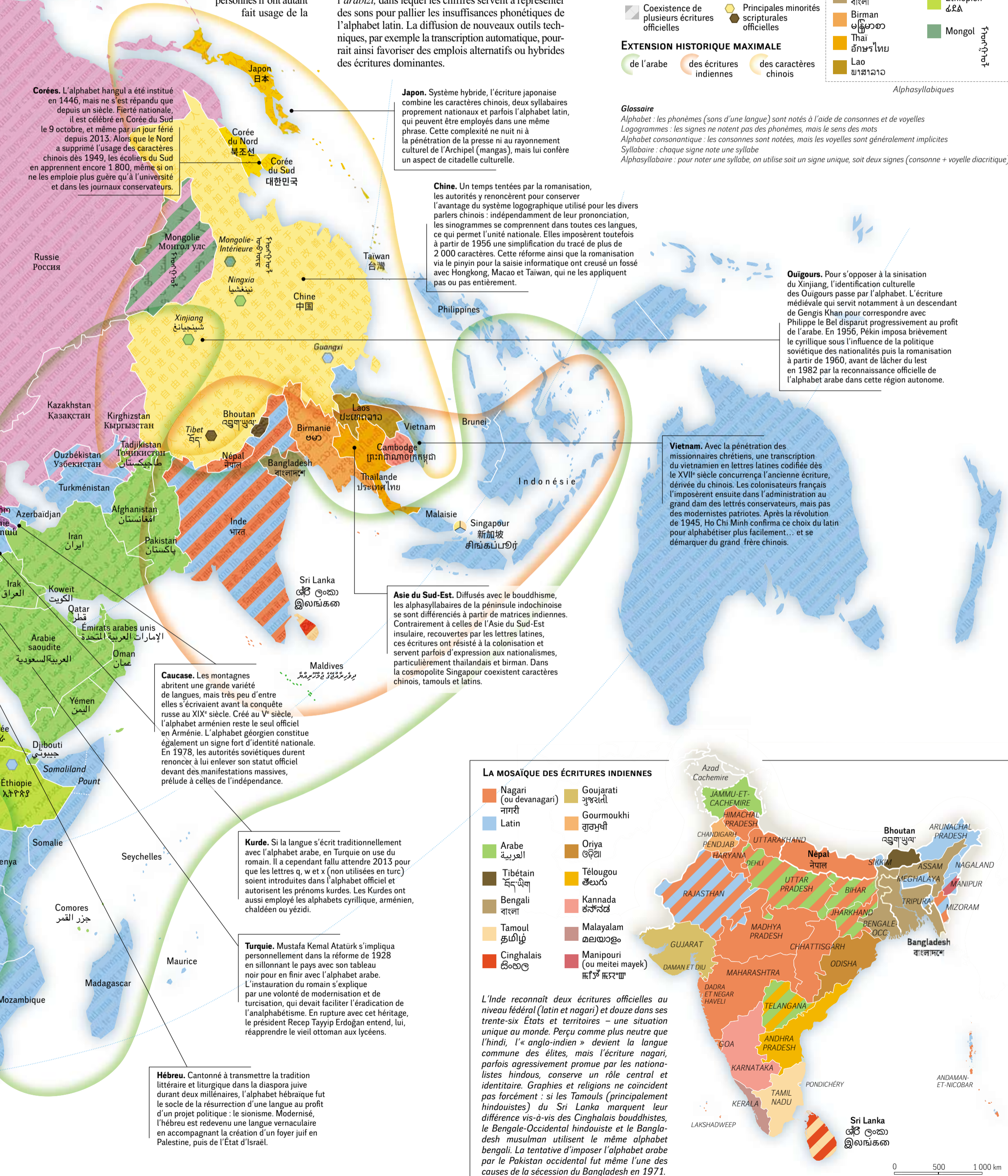
LES VINGT-TROIS ÉCRITURES OFFICIELLES

■ Écritures dominantes			
Latin	Logographiques	Nagari	Arabe
Cyrrilique	Chinois	Tibétain	Hébreu
Grec	Japonais	Tamoul	Tifnagh
Géorgien	hiragana	Cinghalais	Consonantiques
Arménien	katakana	Khmer	Maldivien
Alphabétiques	Syllabique	Bengali	Éthiopien
Coexistence de plusieurs écritures officielles	Coréen	Birman	Mongol
	hangul	Thaï	Alphasyllabiques
	Principales minorités scripturales officielles	Lao	

EXTENSION HISTORIQUE MAXIMALE

de l'arabe des écritures indiennes des caractères chinois

Glossaire
 Alphabet : les phonèmes (sons d'une langue) sont notés à l'aide de consonnes et de voyelles
 Logogrammes : les signes ne notent pas des phonèmes, mais les sens des mots
 Alphabet consonantique : les consonnes sont notées, mais les voyelles sont généralement implicites
 Syllabaire : chaque signe note une syllabe
 Alphasyllabaire : pour noter une syllabe, on utilise soit un signe unique, soit deux signes (consonne + voyelle diacritique)



Corées. L'alphabet hangul a été institué en 1446, mais ne s'est répandu que depuis un siècle. Fierté nationale, il est célébré en Corée du Sud le 9 octobre, et même par un jour férié depuis 2013. Alors que le Nord a supprimé l'usage des caractères chinois dès 1949, les écoliers du Sud en apprennent encore 1 800, même si on ne les emploie plus guère qu'à l'université et dans les journaux conservateurs.

Japon. Système hybride, l'écriture japonaise combine les caractères chinois, deux syllabaires proprement nationaux et parfois l'alphabet latin, qui peuvent être employés dans une même phrase. Cette complexité ne nuit ni à la pénétration de la presse ni au rayonnement culturel de l'Archipel (mangas), mais lui confère un aspect de citadelle culturelle.

Chine. Un temps tentées par la romanisation, les autorités y renoncèrent pour conserver l'avantage du système logographique utilisé pour les divers parlers chinois : indépendamment de leur prononciation, les sinogrammes se comprennent dans toutes ces langues, ce qui permet l'unité nationale. Elles imposèrent toutefois à partir de 1956 une simplification du tracé de plus de 2 000 caractères. Cette réforme ainsi que la romanisation via le pinyin pour la saisie informatique ont creusé un fossé avec Hongkong, Macao et Taiwan, qui ne les appliquent pas ou pas entièrement.

Ouïgours. Pour s'opposer à la sinisation du Xinjiang, l'identification culturelle des Ouïgours passe par l'alphabet. L'écriture médiévale qui servit notamment à un descendant de Gengis Khan pour correspondre avec Philippe le Bel disparut progressivement au profit de l'arabe. En 1956, Pékin imposa brièvement le cyrillique sous l'influence de la politique soviétique des nationalités puis la romanisation à partir de 1960, avant de lâcher du lest en 1982 par la reconnaissance officielle de l'alphabet arabe dans cette région autonome.

Vietnam. Avec la pénétration des missionnaires chrétiens, une transcription du vietnamien en lettres latines codifiée dès le XVII^e siècle concurrença l'ancienne écriture, dérivée du chinois. Les colonisateurs français l'imposèrent ensuite dans l'administration au grand dam des lettrés conservateurs, mais pas des modernistes patriotes. Après la révolution de 1945, Ho Chi Minh confirma ce choix de latin pour alphabétiser plus facilement... et se démarquer du grand frère chinois.

Asie du Sud-Est. Diffusés avec le bouddhisme, les alphasyllabaires de la péninsule indochinoise se sont différenciés à partir de matrices indiennes. Contrairement à celles de l'Asie du Sud-Est insulaire, recouvertes par les lettres latines, ces écritures ont résisté à la colonisation et servent parfois d'expression aux nationalismes, particulièrement thaïlandais et birman. Dans la cosmopolite Singapour coexistent caractères chinois, tamouls et latins.

Caucase. Les montagnes abritent une grande variété de langues, mais très peu d'entre elles s'écrivaient avant la conquête russe au XIX^e siècle. Créé au V^e siècle, l'alphabet arménien reste le seul officiel en Arménie. L'alphabet géorgien constitue également un signe fort d'identité nationale. En 1978, les autorités soviétiques durent renoncer à lui enlever son statut officiel devant des manifestations massives, prélude à celles de l'indépendance.

Kurde. Si la langue s'écrivait traditionnellement avec l'alphabet arabe, en Turquie on use du romain. Il a cependant fallu attendre 2013 pour que les lettres q, w et x (non utilisées en turc) soient introduites dans l'alphabet officiel et autoriser les prénoms kurdes. Les Kurdes ont aussi employé les alphabets cyrillique, arménien, chaldéen ou yézidi.

Turquie. Mustafa Kemal Atatürk s'impliqua personnellement dans la réforme de 1928 en sillonnant le pays avec son tableau noir pour en finir avec l'alphabet arabe. L'instauration du romain s'explique par une volonté de modernisation et de turcisation, qui devait faciliter l'éradication de l'analphabetisme. En rupture avec cet héritage, le président Recep Tayyip Erdoğan entend, lui, réapprendre le vieil ottoman aux lycéens.

Hébreu. Cantonné à transmettre la tradition littéraire et liturgique dans la diaspora juive durant deux millénaires, l'alphabet hébraïque fut le socle de la résurrection d'une langue au profit d'un projet politique : le sionisme. Modernisé, l'hébreu est redevenu une langue vernaculaire en accompagnant la création d'un foyer juif en Palestine, puis de l'État d'Israël.

LA MOSAÏQUE DES ÉCRITURES INDIENNES

- Nagari (ou devanagari)
- Latin
- Arabe
- Tibétain
- Bengali
- Tamoul
- Cinghalais
- Goujarati
- Gourmoukhi
- Oriya
- Télougou
- Kannada
- Malayalam
- Manipouri

L'Inde reconnaît deux écritures officielles au niveau fédéral (latin et nagari) et douze dans ses trente-six États et territoires - une situation unique au monde. Perçu comme plus neutre que l'hindi, l'« anglo-indien » devient la langue commune des élites, mais l'écriture nagari, parfois agressivement promue par les nationalistes hindous, conserve un rôle central et identitaire. Graphies et religions ne coïncident pas forcément : si les Tamouls (principalement hindouistes) du Sri Lanka marquent leur différence vis-à-vis des Cinghalais bouddhistes, le Bengale-Occidental hindouiste et le Bangladesh musulman utilisent le même alphabet bengali. La tentative d'imposer l'alphabet arabe par le Pakistan occidental fut même l'une des causes de la sécession du Bangladesh en 1971.



LES MIGRANTS À L'ÉPREUVE DU DÉSERT

En Arizona, le mur de Donald Trump existe déjà

À en croire M. Donald Trump, la frontière américano-mexicaine serait une passoire que seule la construction d'un « grand et beau mur », long de 3 200 kilomètres, pourrait obstruer. Les États-Unis n'ont pourtant pas attendu leur nouveau président pour traquer les migrants clandestins. En Arizona, le désert, les patrouilles de police et les milices citoyennes les tiennent en échec.



RIVERBOOM - INSTITUTE

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MAXIME ROBIN *

Passé la ville de Sierra Vista, en Arizona, et après plusieurs kilomètres de sentiers poudreux, la frontière se profile. Sur une colline aux avant-postes surgit le ranch de M. Glenn Spencer. Rasé de frais, le vieil homme s'est levé comme chaque jour à 3 heures du matin pour intercepter les échanges radio des agents de la police migratoire, la US Border Patrol.

Dans le cercle des militants anti-immigration, ce retraité est une légende. Fondateur du groupe American Border Patrol, auteur d'un blog constamment mis à jour (1) et très actif sur les réseaux sociaux, il se targue d'être l'un des premiers à avoir théorisé la *reconquista*, soit l'invasion programmée des États-Unis par le Mexique. Selon cette doctrine populaire au sein de la « droite alternative » (*alt-right*), l'immigration hispanique répondrait à une soif de revanche historique, après les défaites militaires du XIX^e siècle qui ont conduit à l'annexion d'une immense partie du territoire mexicain par les Américains.

L'élection de M. Donald Trump l'a empli de joie, comme 49 % des votants de l'Arizona (près de 4 points de plus que M^{me} Hillary Clinton). À 80 ans révolus, M. Spencer a survécu à toutes les lubies anti-immigration, notamment les groupes d'auto-défense armés, les fameux *vigilantes*, qui ont essaimé en Arizona après le 11 septembre 2001 et patrouillaient dans le désert en treillis pour intercepter migrants et trafiquants de drogue. Leurs leaders sont morts, en prison ou disparus des radars. « C'était destiné à échouer. Imaginez ces types, au sommet d'une montagne, avec leurs chaises longues, leurs bières et leurs AK-47. Totalement inefficaces. C'est l'ennui qui les a tués », estime M. Spencer. Ses méthodes sont plus modernes. Il a installé sur sa propriété des détecteurs sismiques enfouis à intervalles réguliers et rêve de voir le dispositif étalé sur les 3 145 kilomètres de frontière qui séparent les deux pays. Après quatorze années de travail et grâce à l'aide d'une petite équipe dévouée, les détecteurs « sont capables de faire la différence entre un coyote, un véhicule et une vache », détaille ce sismologue de formation, ancien collaborateur de Chevron et de Texaco. Avant, il cherchait du pétrole ; « aujourd'hui, je traque des humains ».

Au soleil levant, M. Spencer offre une démonstration. Un assistant s'éloigne du ranch pour jouer le rôle du clandestin. Les sondes disposées tous les soixante-treize mètres détectent ses pas et retransmettent l'activité sur un écran de contrôle. Un drone Parrot, de fabrication française, « le plus fiable », s'envole alors pour filmer l'intrus avec un logiciel de reconnaissance faciale. « Le drone peut émettre des consignes. Cuidado! Go back! [« Attention! Dégage! »] Ce genre de choses... » M. Spencer tourne en ridicule l'idée d'un mur en béton : avec ce système de sondes et de drones, « on pourrait enfin savoir qui traverse et avoir des chiffres précis. Et mon projet est meilleur pour l'environnement. Les animaux peuvent passer à leur guise ».

Le 6 mars 2017, le ministère de la sécurité intérieure (Department of Homeland Security, DHS) a lancé un appel d'offres pour construire le mur tant promis. Comme plus de quatre cents compagnies, start-up et géants de l'industrie militaire, le

rancher a envoyé son dossier à l'administration Trump. Ce document de douze pages, c'est le projet de toute une vie.

M. Trump a dit vouloir un mur de dix, quinze ou même vingt-quatre mètres de haut selon les jours ; début juin, il changeait encore d'avis et proposait l'érection d'une barrière écologique en panneaux solaires. Quelle qu'en soit la forme – visible ou invisible, laser ou béton –, le mur serait payé par le contribuable, construit en briques de « tax dollars » – même si le président américain affirme que « le Mexique paiera ». Idéalement, l'administration prévoyait de rendre ses décisions avant l'été et de distribuer les subventions. Mais rien ne va comme prévu. Le Congrès traîne les pieds, des États démocrates menacent de boycotter les entreprises participantes, et le voisin mexicain a déterré en avril un antidote juridique : un traité de 1970 qui rend passible de poursuites la construction d'un édifice freinant la libre circulation des eaux entre les deux pays. En mai, M. Trump a demandé au Congrès de débloquer 1,5 milliard de dollars pour ajouter seulement cent vingt kilomètres de barrière au dispositif actuel. Dire que ses ambitions sont revues à la baisse est un euphémisme : certains républicains au Congrès parlent déjà du mur de M. Trump, pourtant un argument central de sa campagne, comme d'une simple métaphore (2).

La prouesse du président américain est d'avoir fait croire aux électeurs qu'avant lui la frontière était une passoire. En fait, il n'ajoutera, au mieux, qu'une fine couche à une démarcation déjà militarisée et surprotégée. Car le mur est là, bouchant les zones urbaines et les points de passage fréquentés. Tous les présidents depuis M. William Clinton (1993-2001) ont apporté leur pierre à l'édifice.

Autrefois, une simple clôture à bétail

À cent kilomètres au sud de Tucson, en plein désert, la ville-frontière de Nogales est coupée en deux par une rangée de poteaux rouillés de six mètres de haut. On voit à travers. Deux amoureux peuvent se toucher les mains, mais pas s'embrasser. De la baie vitrée du dernier McDonald's américain, on jouit d'une vue panoramique sur les bidonvilles mexicains à flanc de colline. En contrebas se cache le « port d'entrée » de Nogales, vaste gare de triage pour marchandises et êtres humains.

Côté Mexique, Nogales est plus animée, plus sale. Après les douanes s'alignent des étals de produits pharmaceutiques (Viagra, Cialis...) et des cabinets dentaires. Les soins sont quatre fois moins chers au Mexique, et les gringos retraités viennent même de l'Alaska pour se faire poser un bridge. La ville s'en sort comme elle peut. Depuis le 11-Septembre, la frontière est toujours davantage cadenassée, les touristes échaudés. « On s'est battus pour faire tomber le mur de Berlin, et voilà ce qu'on a construit », philosophe Jésus (3), vétéran

du Vietnam et binational, qui coule sa retraite en Arizona et retourne à Nogales le week-end boire quelques bières. Jésus est de l'ancien temps, quand traverser se résumait à enjamber une clôture à bétail. Il passait sans problème pour aller piocher dans les mines de cuivre du Wyoming. Un travail difficile. Jésus ressortait des boyaux « avec la barbe gelée ». Ce mur, « c'est pour rouler des mécaniques. Mais, par au-dessus, par en dessous, les gens trouveront toujours le moyen de passer », dit-il en désignant la barrière du menton. Les habitants ont disposé des croix en bois à la mémoire des migrants morts, et peint ce graffiti plein de colère, « *pinche migra* » : « putain de patrouille ».

La frontière de Nogales ressemble à celle d'un pays en guerre. Depuis 2001, les États-Unis ont dépensé plus de 100 milliards de dollars pour se protéger du Mexique, soit plus que le budget du Federal Bureau of Investigation (FBI), de la Drug Enforcement Administration (DEA, la police antidrogue) et des services secrets réunis. La redoutée Border Patrol jouit des gadgets les plus modernes. Le long de la frontière, les villes de Tijuana, Nogales, Agua Prieta, Juarez sont quadrillées par des caméras infrarouges, des drones volant trop haut pour être visibles à l'œil nu et des agents en uniforme vert sapin patrouillant au volant d'énormes véhicules tout-terrain. Des tours de surveillance de la compagnie israélienne Elbit Systems, qui ont fait leurs preuves dans les territoires palestiniens occupés, scrutent le désert, visibles de l'autoroute 19. Un achat entériné en 2014 par M. Barack Obama pour 148 millions de dollars : « Si on payait les migrants pour ne pas venir, ça reviendrait probablement moins cher », avait alors ironisé un analyste (4). Les expulsions ont explosé pendant la présidence de M. Obama (trois millions de personnes entre 2009 et 2016, soit plus que sous les présidents précédents). Ce chiffre, qui a valu au Prix Nobel de la paix le surnom d'« expulseur en chef », est pourtant à manipuler avec précaution. Depuis 2005, chaque reconduite est notifiée ; auparavant, les interpellations à proximité de la frontière étaient souvent informelles et n'apparaissaient pas forcément dans les statistiques (5).

Une chose est sûre : le solde migratoire s'est inversé. Depuis la crise de 2008, les Mexicains sont plus nombreux à traverser la frontière en direction du Mexique que dans l'autre sens. Des retraités retournent s'installer au pays après des années de dur labeur, tandis que les départs diminuent fortement : entre 2009 et 2014, 870 000 Mexicains sont partis s'installer aux États-Unis, contre 2,9 millions entre 1995 et 2000. En 2015, d'après une étude du Pew Research Center, un tiers des Mexicains considéraient que la qualité de vie était « équivalente dans les deux pays » (contre 23 % en 2007) (6). L'élection de M. Trump semble avoir encore davantage ralenti les flux. En janvier et février 2017, le nombre de migrants interpellés par la Border Patrol a baissé de 40 % (7) ; les années précédentes, il avait plutôt tendance à augmenter avec l'arrivée du printemps.

Les sans-papiers interceptés par la patrouille de Tucson sont transportés en bus et relâchés à Nogales, après un séjour plus ou moins long en

détention. Abrués de fatigue, ils trouvent refuge au Comedor, une modeste cantine tenue par des religieuses. Pour rejoindre l'établissement, on longe le cimetière municipal, où les tombes servent de lits d'infortune. Les expulsés se reconnaissent à leur polo bleu ciel et au sac plastique transparent qu'on leur a donné à la fin de leur détention. Il rassemble toutes leurs possessions, parfois de l'argent. Trouver de nouveaux habits est la priorité : attifés ainsi, ils sont des proies faciles pour les bandits de Nogales.

Derrière la herse cadenassée du dispensaire, six larges tables accueillent une trentaine de regards perdus. Sœur Alicia cajole et conseille les nouveaux venus, leur réserve un accueil spécial, un sourire, un chocolat chaud. Si certains ont échoué dans leur traversée du désert, d'autres étaient installés aux États-Unis depuis des années et se sont fait arrêter au volant « pour une histoire de clignotant » – la tragédie classique du sans-papiers. Un portable tourne pour des coups de fil aux familles. La préposée au téléphone efface prudemment chaque numéro composé : « De mauvaises mains pourraient extorquer de l'argent aux familles en prétextant un enlèvement. » Aucun expulsé n'est originaire de Nogales : les migrants viennent du Sud rural – Chiapas, Guerrero, Oaxaca –, où le travail paie à peine le maïs pour nourrir les poulets. Certains ne parlent pas espagnol, mais un dialecte indien. « La misère et la violence des cartels sont les deux facteurs de départ », explique M^{me} Joanna Williams, de Kino Border Initiative, une organisation non gouvernementale binationale qui finance le Comedor.

Les « samaritains » déposent des bidons d'eau sur les sentiers

Avant d'attaquer le petit déjeuner, on joint les mains et on murmure une oraison pour la Vierge, les yeux clos. Sœur Marivel remplit un questionnaire pour chaque migrant : « Avez-vous été volé, violé, enlevé, battu ? Par votre guide ? La police mexicaine ? La migra ? La mafia organisée ? Cochez la case correspondante. » Salvador raconte son échec stupide. Il n'a même pas eu l'occasion de défier le désert. Son guide l'a lâché au milieu de nulle part, côté Mexique, lui faisant croire qu'il était parvenu de l'autre côté. « Il inspirait confiance », pourtant. Salvador lui a remis les 3 000 dollars que ses neveux, qui récoltent le raisin en Californie, ont empruntés pour financer son passage. Évanoués dans une traînée de poussière de 4 x 4. « *Ratero* », « voleur » : Salvador voudrait disparaître sous la table. Il dort depuis vingt-cinq jours sur le goudron de la gare routière de Nogales, mange et se débarbouille au Comedor. Pour lui, c'est terminé. Il va rentrer en stop au Michoacán, « là où les papillons monarques viennent se reproduire ». Un travailleur sans papiers de moins pour les vendanges en Californie.

Un autre migrant s'agite, une lumière folle dans le regard. Uriel parle l'argot de la frontière, où les migrants sont des *pollos*, des poulets, guidés par le *pollero*, souvent jeune et guère plus riche. Au-dessus dans la hiérarchie, le *coyote*, dans son 4 x 4, smartphone vissé à l'oreille, est en ligne avec le cartel. Les chefs, eux, sont loin. Ils gèrent via leurs hommes de main et ramassent la *plata*, l'argent.

La militarisation de la frontière a créé un marché aussi lucratif que le trafic de drogue. Aujourd'hui, pour devenir guide, passer en groupe ou même en solo, il faut payer les cartels. Tenter l'aventure sans les informer revient à signer son arrêt de mort. La contrebande de stupéfiants et d'humains tend à fusionner, quand les migrants sont contraints de transporter des ballots de drogue de vingt-cinq kilos en guise de dime.

(1) <http://americanborderpatrol.com>

(2) John Burnett, « President Trump's big wall is now just 74 miles long in his budget plan », National Public Radio, 24 mai 2017, www.npr.org

(3) Les témoins désignés par un prénom n'ont pas souhaité donner leur nom de famille.

(4) Kate Kilpatrick, « Immigration seen as bonanza for slumping global defense industry », Al-Jazeera America, 6 septembre 2014, www.america.aljazeera.com

(5) Caitlin Dickson, « Is Obama really the deporter-in-chief ? Yes and no », 30 avril 2014, www.thedailybeast.com

(6) Jens Manuel Krogstad, « 5 facts about Mexico and immigration to the US », Pew Research Center, Washington, DC, 11 février 2016.

(7) Jenny Jarvis, « Number of immigrants caught at Mexican border plunges 40 % under Trump », *The Los Angeles Times*, 9 mars 2017.



RIVERBOOM - INSTITUTE

Uriel, lui, se voit comme une sorte de supermigrant. Il a traversé le désert cinq fois pour travailler « dans la construction » en Californie. Chaque fois, il a lâché autour de 2 000 dollars aux coyotes. Ce vétéran de l'armée mexicaine raconte ses secrets pour défier le désert, comme « creuser des trous dans le sol et étaler un sac plastique pour récolter la rosée ». Quand il raconte l'équipée de son groupe, ses mains velues planent sur la table comme pour déplacer des jetons de poker. Un guide, quatre pollos dont deux femmes, et lui-même. « Les pollos réclamaient tout le temps de l'eau, se plaignaient pour ceci ou cela. Des pleurnicheurs. » Uriel ne dira pas comment il s'est fait prendre. Son groupe l'a trop ralenti : la prochaine fois, il passera en solitaire.

Hélicoptères, mur, patrouilles et brigades canines : Washington a tout verrouillé au fil des ans, sauf le désert, si hostile qu'on pensait qu'il se suffirait à lui-même. Mais les migrants tentent leur chance, marchant toujours plus loin. Cette stratégie « a transformé le secteur de Tucson en entonnoir vers la mort », s'alarme M^{me} Jean Kreyche en coupant le moteur de sa Jeep côté Arizona, au pied du massif de la Sierrita, zébré de gorges et d'à-pics. Entre 1999 et 2017 ont été retrouvés les corps de plus de trois mille migrants, morts de soif ou de froid ou bien tombés dans des ravins lors de courses-poursuites avec la police des frontières.

M^{me} Kreyche dirige une patrouille de « samaritains », une émanation de l'Église presbytérienne de Tucson créée en 2002, année où les morts dans le désert ont décollé. Trois fois par semaine, elle part avec une poignée de volontaires approvisionner des points d'eau et déposer des kits de survie. La moyenne d'âge de la patrouille du jour, trois retraitées en tenue de randonnée, est de 67 ans. Dans le paysage monotone et splendide, où la brise brûlante siffle dans les arbustes, les samaritaines cherchent des busards volant en cercle à basse altitude. Les rapaces sont des guides : pour repérer un corps, il faut regarder le ciel plutôt que le sol. Dans la montagne, elles déposent des bidons d'eau sur les sentiers. Les migrants changent sans cesse de chemin dans leur chassé-croisé avec la migra, mais ils laissent des traces : papiers gras, jeans, pulls, canettes de Red Bull, boîtes d'excitants – les guides en font avaler aux migrants pour qu'ils marchent plus vite. On lit les dates de péremption, peut-être signes d'un récent passage. Une chaussette Hello Kitty, taille fillette, repose sous un cactus.

Une cheville foulée signifie une mort probable

Les samaritains tiennent à jour une carte des morts, matérialisés par des points rouges sur leurs GPS. La Border Patrol les retrouve parfois nus, la bouche écorchée par les cactus, qu'ils veulent manger dans un dernier délire, ou les membres étendus, comme pour nager dans le sable. Certains se sont effondrés à cinquante mètres d'une station-service. « Beaucoup de migrants n'ont jamais quitté leur terre tropicale, n'ont aucune idée de l'hostilité du désert. Chez eux, le désert est une abstraction », explique M^{me} Kreyche. Mal renseignés par les guides, ils multiplient les erreurs : « Pas de casquette, des habits noirs, pas assez d'eau, pas de couverture la nuit. » Une cheville foulée signifie l'abandon par le groupe et une mort probable.

Beaucoup de corps ne sont pas retrouvés : la priorité de la Border Patrol est d'appréhender les vivants. Les organismes se décomposent rapidement dans le désert, et les coyotes dispersent les os. Une association partenaire des samaritains estime le nombre de morts depuis 2001 à plus de six mille, mais « il n'y a aucun moyen d'avoir un chiffre total, estime M^{me} Maryada Vallet, de No More Deaths. Ce qui est certain, c'est que le désert est utilisé à dessein comme une arme mortelle ». La stratégie a un nom, popularisé sous M. Clinton : la « prévention par la dissuasion ». Un artiste local plante des croix en bois

là où sont retrouvés les corps. Devant l'une de ces croix, le GPS des samaritains mentionne « Corona Vargas, Marco Antonio. 13 octobre 2007. Probable hyperthermie ». Ce mort a presque de la chance : on lui a redonné une identité.

Les trépassés du désert ont pour dernier rendez-vous le même bâtiment de briques : l'institut médico-légal de Tucson. M. Greg Hess, le légiste, est la personne la plus débordée de la ville. Lors d'un pic de mortalité en 2010, il a eu recours à des camions frigorifiques pour accueillir les défunts. Il lui reste actuellement « cent cinquante dépouilles à identifier ». Cette année, au 1^{er} avril, le décompte était de quarante morts, dont trente-huit retrouvés à l'état de squelette. « Dans ces cas-là, l'identi-



RIVERBOOM - INSTITUTE

fication peut demander des mois, voire des années. » La famille du défunt doit prendre les devants, se manifester au consulat ou auprès des organisations humanitaires, et envoyer un échantillon d'ADN. Si le mort reste un *desconocido*, un « inconnu », ses restes reposeront dans une urne du cimetière de la ville.

L'ironie de cette tragédie silencieuse, c'est que Tucson a besoin de travailleurs clandestins pour fonctionner. Rien de spécial : à ce titre, toutes les villes américaines sont devenues des villes-frontières. Petits patrons ou grandes entreprises emploient des sans-papiers avec la tolérance des autorités. Une main-d'œuvre fiable, bon marché, qui participe à l'économie et paie l'impôt. Pourquoi se priver ? On les trouve dans la restauration, l'hôtellerie, les champs. Ils préparent le déjeuner dans les cantines scolaires et les hôpitaux. À Tucson, à l'aube, ils se rassemblent par grappes devant plusieurs églises qualifiées de « zones sensibles » par la municipalité : ce statut leur garantit une certaine immunité vis-à-vis de la police tant qu'ils ne commettent pas d'infraction. Ils attendent leur employeur du jour, pour du gros œuvre ou du jardinage. « Ils font davantage que la plongée dans les restaurants », explique M^{me} Kelzi Bartholomaei, une Américaine d'origine mexicaine, longtemps propriétaire du restaurant Mother Hubbard's et actuellement charcutière à son compte. « On les trouve dans les maisons de retraite, les services à la personne... tous les secteurs. C'est triste à dire, je regrette les années Bush. Il était comme cul et chemise avec le président Vicente Fox. Le climat était adouci. J'ai obtenu ma double citoyenneté à l'époque. Aujourd'hui, avec Trump, mes fournisseurs, des agriculteurs de l'Iowa, ne trouvent plus personne pour travailler dans leurs champs. Les récoltes pourrissent sur pied. C'est une catastrophe. »

Aux postes-frontières, les douaniers font du zèle depuis l'élection, et les files s'allongent. Les églises



RIVERBOOM - INSTITUTE

redoutent de perdre leur statut de sanctuaire : « Les rafles ont commencé dans le pays, souffle M^{me} Lisa McDaniel-Hutchings, pasteur rencontrée à Amado, un hameau à mi-chemin entre Tucson et le Mexique. Avant la militarisation du mur, c'était un passage libre, de chaque côté. » La religieuse estime qu'on ne parle pas assez des « causes profondes de l'immigration de travail. Il est évident que les accords de libre-échange ont mis la paysannerie mexicaine sur la paille. D'une certaine façon, les États-Unis ont créé cette situation ».

Les défenseurs des migrants ont pour bête noire les agents de la Border Patrol, qu'ils considèrent comme des brutes. Ils sont 4 200 à patrouiller dans le secteur de Tucson, « un des plus

une journée peut s'estimer content. Les contrebandiers passent la drogue avec des tunnels et des catapultes. Les cartels utilisent aussi les mineurs, qui escaladent la clôture comme des ouistitis dès que les agents tournent le dos. Restez une heure à regarder le mur de Nogales, vous verrez. »

Contrepartie d'un fort esprit de corps, la Border Patrol agit dans l'opacité, et on l'accuse de méthodes cruelles. On lui impute au moins quarante-cinq personnes tuées dans le pays entre 2005 et 2014 (9). Dans les rares affaires d'homicide qui ont terminé au pénal, aucun agent du secteur de Tucson n'a été condamné, même si trois adolescents de la frontière sont morts dans des circonstances troubles. Comme José Antonio Elena Rodriguez, 16 ans, abattu alors qu'il rentrait chez lui à Nogales. L'affaire agite encore la frontière quatre ans et demi après le crime. L'endroit de sa mort, sur la calle Internacional, face au mur, est marqué d'une croix, d'un bouquet de fleurs en plastique et d'un autocollant en espagnol : « Nous exigeons justice ». L'agent en cause, posté côté Arizona, a criblé la victime de dix balles, dont huit dans le dos. Il a d'abord soutenu que le gamin lui jetait des pierres et qu'il avait riposté pour se défendre, ce que des témoins nient. Il existe un enregistrement vidéo du meurtre, mais la Border Patrol ne l'a pas remis à la justice ; M. Calle explique qu'il a été « compressé par erreur » et qu'il est à présent de trop mauvaise qualité pour être utile. Les quatorze épais dossiers de l'affaire, alignés dans son bureau, cachent toute la plinthe d'un mur. Cette tragédie est devenue un cas transnational complexe : côté tireur comme côté victime, les avocats affûtent leurs interprétations du droit.

Réformer la Border Patrol n'est plus d'actualité

M. Calle insiste sur le caractère unique de la Border Patrol – « une force paramilitaire, chargée de traquer les clandestins de manière active » –, sur son travail exemplaire et sur la dangerosité du métier. En cas de problème, « les agents sont systématiquement interrogés par une commission interne. On estime qu'un migrant sur vingt, voire un sur dix, est un contrebandier... On tombe sur des expulsés du Salvador qui reviennent à la charge, des membres de gangs... Ils savent courir, se battre, et adorent prétendre que la Border Patrol les a violentés. » En général, c'est la parole d'un migrant clandestin contre celle d'un agent.

Un rapport remis l'an dernier au DHS recommandait trente-neuf mesures pour diminuer l'usage *inconstitutionnel de la violence*, mais informait aussi d'« un risque de corruption endémique » au sein de la force (10). Les cartels l'infiltrèrent et ont déjà retourné des dizaines d'agents. Rédigé par de hauts gradés de l'armée et des agents de la DEA, le document décrit une patrouille en crise de croissance, malade de ne pas sanctionner ses fautifs. Mais, à la suite de la victoire de M. Trump, une tentative de réforme n'est plus d'actualité. La Maison Blanche a promis, au contraire, de « libérer les agents de leurs entraves ».

MAXIME ROBIN.

(8) « Episode 77 : Donald J. Trump », disponible sur le site www.spreaker.com

(9) « Why border cops' failures are your problem, too », *The Arizona Republic*, Phoenix, 8 mai 2014.

(10) « Final report of the CBP Integrity Advisory Panel », US Department of Homeland Security, Washington, DC, 15 mars 2016.

Les photographies qui accompagnent ce reportage ont été prises par le collectif Riverboom en 2016.

Page 16 : électricité de M. Donald Trump, de la série « Los Trumpistos ».

Page 17 : l'Arizona Border Recon (AZBR) est une milice paramilitaire qui opère en Arizona pour traquer les migrants, de la série « Far South » (Grand Sud).

L'air conditionné à l'assaut

(Suite de la première page.)

Même les militaires qui partent combattre en Afghanistan installent l'air conditionné sous leurs tentes. « La personne qui travaille dans un bureau climatisé aura vite tendance à considérer comme insupportable une maison qui en est dépourvue », observe le journaliste David Owen (2).

Or cette dépendance a un coût écologique considérable, à la fois en termes d'émissions de gaz à effet de serre, du fait des fluides réfrigérants utilisés par les climatiseurs, et en termes de consommation énergétique. L'air conditionné représente chaque année 6 % de l'électricité produite aux États-Unis, bien souvent grâce au charbon, et 20 % de la facture résidentielle. Il y a encore deux ans, le pays consommait autant d'électricité pour refroidir ses bâtiments que l'Afrique pour l'ensemble de ses usages. À cela il faut ajouter l'énergie nécessaire pour faire fonctionner les climatiseurs des voitures, soit 26 à 38 milliards de litres de pétrole par an (3).

En juillet 1960, tandis que cette technologie s'installait à peine dans les foyers américains, un journaliste du *Saturday Evening Post* s'émerveillait devant la « révolution de la climatisation ». Or, plutôt que d'une révolution,

il s'agissait d'une conquête lente, progressive, méthodique. Une conquête qui, entamée au début du XX^e siècle, gagne aujourd'hui le monde (lire l'encadré page 19), et qui a remodelé le pays, sa géographie, son urbanisme, ses loisirs, ses modes de consommation, de sociabilité, et même ses pratiques sexuelles : avant la climatisation, la chaleur de l'été était souvent jugée trop intense pour s'adonner au sport en chambre ; on constatait une forte baisse du nombre de naissances neuf mois plus tard, en avril et en mai. Avec la température intérieure contrôlée, les variations saisonnières de la natalité ont disparu (4).

Quand il fit son apparition, au début du XX^e siècle, l'air conditionné ne visait pas le confort des humains, mais la préservation des marchandises. Contrariée de ne pas pouvoir imprimer et stocker son papier en raison des fortes chaleurs, une imprimerie new-yorkaise commande à l'ingénieur Willis Carrier un appareil capable de contrôler l'humidité et la température ambiantes. La machine, qui fait passer de l'air par des tubes contenant un frigorigène, est prête en 1902. Elle rencontre un succès immédiat. Textile, tabac, pâtes alimentaires, chewing-gums, farine, chocolat : en moins de dix ans, toutes les industries dont la production souffre des fluctuations thermiques se convertissent à la climatisation.

Des ours polaires devant les cinémas

CONSEQUENCE heureuse, les ouvriers apprécient cet air frais. « La production est maintenue à son maximum et les travailleurs, au lieu d'être difficiles à trouver, cherchent à être embauchés dans une usine équipée par la société Carrier », vante, en 1921, une publicité de l'entreprise, qui vient de délocaliser une partie de ses activités au Mexique. Huit ans plus tard, une autre réclame précise : dans les usines climatisées, « l'air plus sain et agréable a attiré les travailleurs les plus désirables et quasi éliminé les conflits sociaux » (5). Mais le confort des salariés intéresse moins que leur rendement. En période de canicule, constatent les contre-

maîtres, les ouvriers perdent en productivité, les cadences ralentissent, l'absentéisme augmente ; il faut parfois octroyer des pauses supplémentaires, commencer l'activité plus tôt ou même interrompre la production.

Or l'heure est au taylorisme et à la rationalisation. Les employeurs se mettent à mesurer la température susceptible d'assurer la meilleure efficacité. Le gouvernement fédéral effectue lui aussi des tests et établit que ses dactylographes perdent 24 % de productivité quand on les prive de climatisation en été (6). « Pourquoi les meilleures inventions et les progrès scien-



Photogramme de « La Cité sans voiles » (« The Naked City »), de Jules Dassin, 1948. Page 19 : portraits d'hommes en nage

tifiques et industriels viennent-ils des zones tempérées ? », interroge une publicité de Carrier montrant un personnage à la peau tannée, affalé sur le sol, le visage couvert d'un sombrero. « Parce que, pendant des siècles, la chaleur tropicale a dépouillé les hommes de leur énergie et de leurs ambitions. Il n'y avait pas d'air conditionné. Donc ils faisaient des siestes. » Le titre précise : « Température 102 °F [39 °C], production 0 » (7). Ainsi la climatisation séduit-elle un nombre toujours croissant de bureaux, d'usines, d'administrations.

Mais, si l'air conditionné a d'abord été associé au travail, il évoque également le loisir, le plaisir, le divertissement, à travers les cinémas. À la fin du XIX^e siècle, ceux-ci attiraient le public surtout en hiver : personne ne voulant s'entasser dans un lieu clos par un soleil de plomb, les salles étaient désertées, sinon fermées, aux beaux jours. Pour y remédier, la

chaîne Balaban & Katz décide, à partir de 1917, de refroidir ses établissements de Chicago. Devant le succès de l'opération – le coût de l'installation peut être rentabilisé en un été –, la concurrence lui emboîte le pas, et, dès 1936, les trois quarts des 256 cinémas de la ville sont climatisés. Le mouvement gagne les autres métropoles américaines. « Il fait froid à l'intérieur », « Toujours à 20 °C » : à New York, Houston ou Los Angeles, des panneaux représentant des ours polaires, des cubes de glace ou des flocons de neige ornent désormais les entrées des cinémas. L'été n'est plus une saison morte, ce qui rend possible la stratégie de la « superproduction estivale ».

Après les cinémas, la climatisation conquiert les trains, les restaurants, les magasins ou encore les hôtels, selon un schéma à peu près identique. « Elle s'installe d'abord dans les établissements des grandes chaînes, puis s'étend aux établissements des chaînes locales, avant de toucher les magasins indépendants et enfin d'atteindre les petits commerces de quartier », relate un professionnel du secteur en 1937 (8). Il est très difficile de résister à un concurrent climatisé. Friands de modernité et ravis d'échapper momentanément à l'été, les clients délaissent les magasins surchauffés. De plus, on prête à la climatisation des

vertus sanitaires. L'air conditionné serait pur et sain, comme le répètent les publicités et les pouvoirs publics. Dans les trains, il ferait disparaître la fumée des cigarettes « comme par magie ». Il serait également bénéfique aux femmes enceintes ; c'est en tout cas ce qu'assure le commissaire à la santé de Chicago, qui conseille aux futures mères de se rendre dans les cinémas Balaban & Katz durant l'été 1921. Elles y trouveront, affirme-t-il, un air « plus pur qu'à Pike Peak », dans les montagnes du Colorado.

Fort de cette réputation, la climatisation pénètre dans les foyers américains après la seconde guerre mondiale. Durant l'entre-deux-guerres, plusieurs entreprises s'étaient lancées sur le marché du climatiseur individuel, mais leurs tentatives s'étaient soldées par des échecs. Trop bruyants, trop volumineux et surtout trop chers, leurs appareils n'avaient pu séduire qu'une poignée de nantis. Puis, en 1951, Carrier commercialise le climatiseur de fenêtre, facile à installer, pour un coût modique. La ruée commence : dès 1960, 12 % des foyers sont climatisés ; vingt ans plus tard, ils sont 55 % ; puis 82 % en 2005 et presque 90 % aujourd'hui. D'abord apanage de la bourgeoisie, puis étendard des classes moyennes, la climatisation est présente aujourd'hui chez presque tout le monde.

Qui irait cuire à Las Vegas ?

EN SE DIFFUSANT dans l'ensemble des régions et des classes sociales, l'air conditionné a créé sa propre nécessité. Le sud des États-Unis a longtemps été moins urbanisé que le Nord. Au début du XX^e siècle, sa population se met à diminuer : il perd dix millions d'habitants entre 1910 et 1950, essentiellement des Noirs qui fuient les lois raciales et la pénurie d'emplois créée par la mécanisation de l'agriculture, et qui cherchent du travail dans le Midwest. À partir des années 1960, tandis que la ségrégation est officiellement abolie, la situation s'inverse. Autrefois irrespirable, le Sud jouit d'une attractivité nouvelle auprès des habitants et des entreprises : on peut y profiter du soleil sans pâtir de ses inconvénients, mais aussi d'un environnement débarrassé des syndicats. Entre 1950 et 2000, la part des États de la Sun Belt dans la population américaine passe de 28 % à 40 %. « Sans la climatisation, il serait inconcevable que la Floride compte aujourd'hui 18,5 millions d'habitants (9) », observe l'historien Gary Mormino. Le parc d'attractions Walt Disney à Orlando ressemblerait à un four, et aucun joueur n'irait cuire dans les casinos de Las Vegas, au milieu des étendues désertiques du Nevada.

Perdu dans les broussailles de l'Arizona, Phoenix abritait 50 000 habitants en 1930. Il en rassemble aujourd'hui 1,5 million, et ses banlieues gagnent

chaque jour du terrain. Le béton et l'asphalte qui tapissent la ville absorbent la chaleur en journée puis la relâchent au coucher du soleil, empêchant la chute nocturne des températures. Le thermomètre y dépasse les 43 °C environ trente jours par an (contre sept dans les années 1950) ; au mois de juin 2017, il a flirté avec les 50 °C pendant trois jours consécutifs. Du matin au soir, des centaines de milliers de climatiseurs vrombissent et rejettent de la chaleur

(2) David Owen, « The efficiency dilemma », *The New Yorker*, 20 décembre 2010.

(3) Stan Cox, « Cooling a warming planet : A global air conditioning surge », *Yale Environment 360*, 10 juillet 2012, www.e360.yale.edu

(4) Alan Barreca, Olivier Deschenes et Melanie Guldi, « Maybe next month? Temperature shocks, climate change, and dynamic adjustments in birth rates », *Institute for the Study of Labor (IZA)*, Bonn, novembre 2015, [www.ftp.iza.org](http://ftp.iza.org)

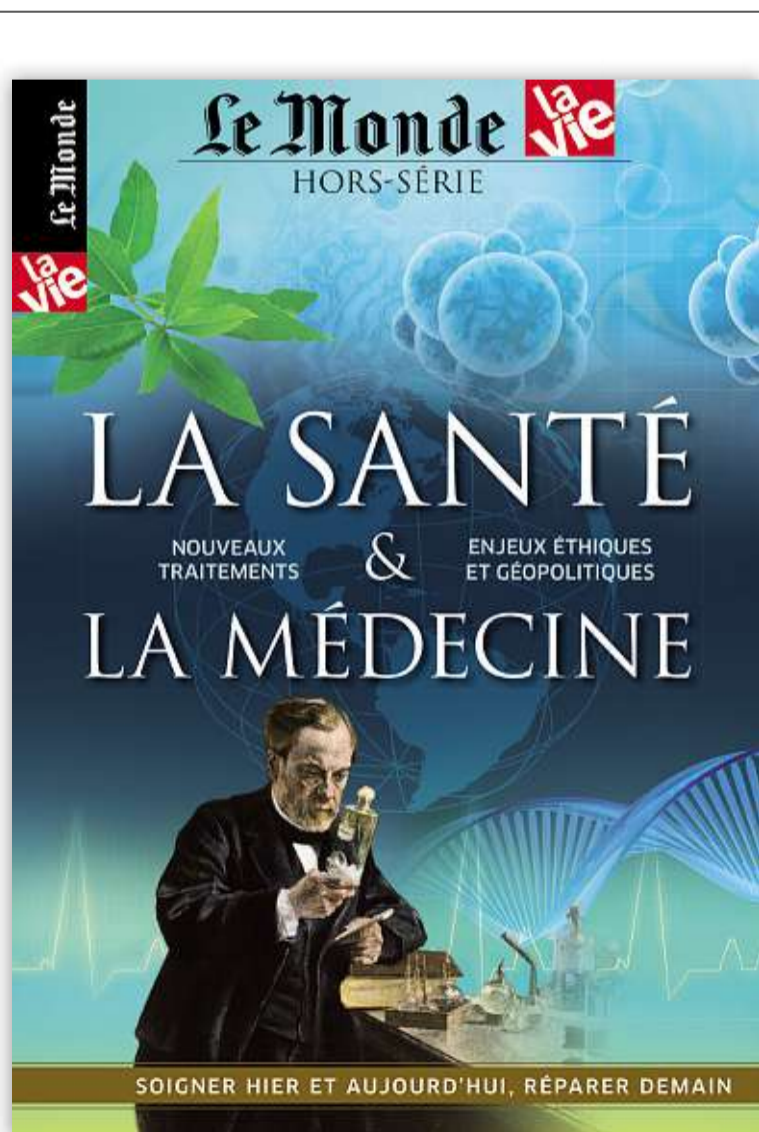
(5) Gail Cooper, *Air-Conditioning America. Engineers and the Controlled Environment, 1900-1960*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1998.

(6) Gail Cooper, *Air-Conditioning America*, op. cit.

(7) Marsha E. Ackermann, *Cool Comfort. America's Romance with Air-Conditioning*, Smithsonian Institution Press, Washington, DC, 2002.

(8) Jeff E. Biddle, « Making consumers comfortable : The early decades of air-conditioning in the United States », *The Journal of Economic History*, vol. 71, n° 4, Cambridge, décembre 2011.

(9) Cité dans Stan Cox, *Losing Our Cool : Uncomfortable Truths About Our Air-Conditioned World (and Finding New Ways to Get Through the Summer)*, The New Press, New York, 2010.



Vivre bien, longtemps et en bonne santé : toutes les sociétés tendent vers cette perspective. L'histoire des épidémies, les traitements innovants contre le cancer, les promesses de la génétique, l'essor des médecines complémentaires, la lutte contre le trafic d'organes, l'intelligence artificielle à notre chevet... Voici, enfin, une formidable façon d'observer le monde d'aujourd'hui en empruntant les chemins des grandes découvertes médicales, sans oublier leurs enjeux éthiques et géopolitiques.

Parce que soigner est un acte éminemment politique, découvrez ce que la santé et la médecine disent de nous. Un ouvrage de référence avec les meilleurs experts.

LA SANTÉ ET LA MÉDECINE

Un hors-série **Le Monde la vie**

188 pages - 12 €

Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique

AMÉRICAINNE

de la planète

dans l'atmosphère, ce qui fait grimper la température d'environ 2 °C et justifie de monter encore le niveau de la climatisation (10).

Il n'est évidemment pas inimaginable d'habiter dans le sud des États-Unis sans air conditionné. Il y a encore un siècle, personne ne se posait la question. Mais la vie était alors organisée selon le climat. Les magasins fermaient aux heures les plus chaudes, les enfants étaient dispensés d'école quand l'air devenait irrespirable, et l'on faisait volontiers la sieste

après le déjeuner. L'architecture et l'orientation des maisons étaient elles aussi adaptées à la chaleur : portes et fenêtres vastes pour faire circuler l'air, plafonds hauts, murs fins entre les pièces, corniches larges pour protéger des rayons du soleil, planchers surélevés par rapport au sol, porches ombragés. Et, si cela ne suffisait pas, on branchait son ventilateur de plafond, une invention dix à vingt fois moins énergivore qu'un climatiseur de chambre ; on mettait ses pieds dans une baignoire d'eau froide ou un linge mouillé autour de son cou.

Indispensable au fonctionnement d'Internet

LES HABITATIONS apparues dans la Sun Belt à partir des années 1960 ressemblent à celles de la Pennsylvanie ou de l'Indiana : des pavillons préfabriqués aux fenêtres étroites, posés sur le sol ; des immeubles modernes conçus avec un système de climatisation central ; des gratte-ciel dont les fenêtres ne peuvent même pas s'ouvrir. Comme les terrains étaient peu chers, les villes se sont étalées à perte de vue, rendant la voiture encore plus indispensable que dans le Nord. Selon l'historien Raymond Arsenault, la climatisation a ainsi accéléré « l'américanisation du Sud », l'effacement des différences régionales, l'homogénéisation des États-Unis (11). En Louisiane ou en Alabama, les écoles, les

magasins et les bureaux ouvrent désormais sans discontinuer ; les porches où l'on profitait de l'ombre en discutant avec ses voisins n'existent plus. À New York, en été, personne n'achète plus de glaçons à des marchands de rue ni n'installe son matelas sur le balcon ou le palier de l'escalier extérieur. Désormais, du nord au sud, tout le monde profite de son environnement climatisé.

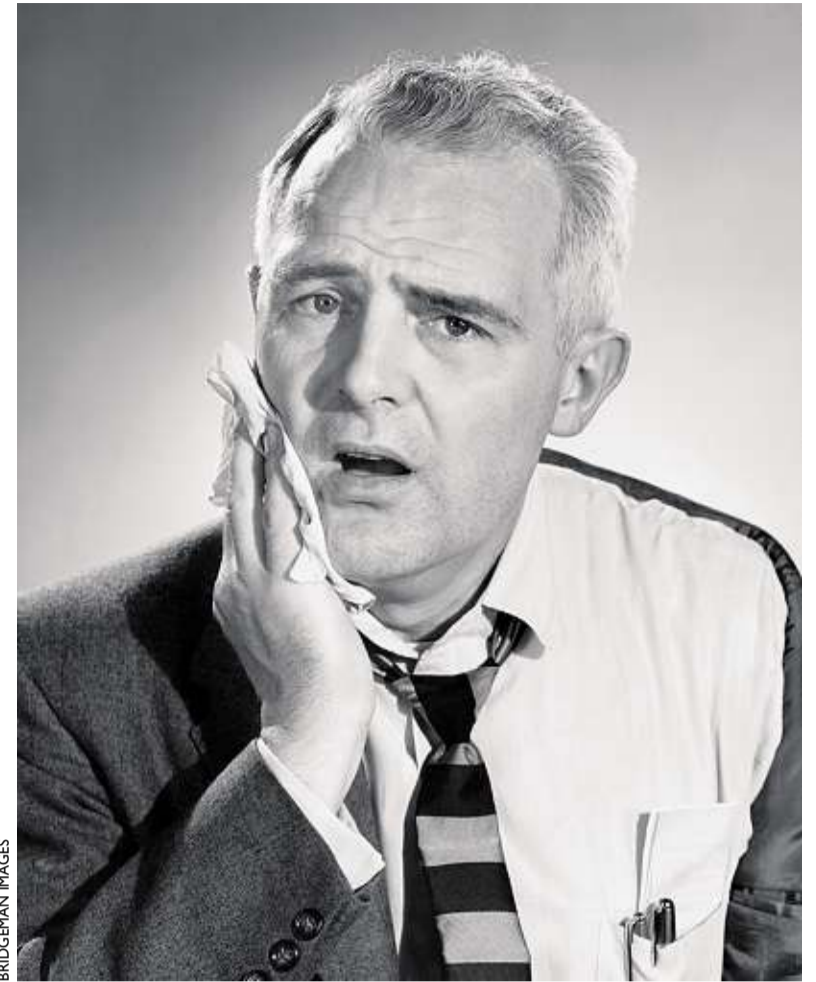
Les Américains s'attendent à trouver la climatisation partout et en tout temps. Une nuit où la température n'excède pas 8 °C, un habitant de Seattle n'hésitera pas à vous expliquer comment brancher l'air conditionné, tandis qu'en Alaska près du quart des hôtels proposent ce confort. La

tolérance du pays à la chaleur a fini par s'éroder au point que les Américains affectionnent désormais des températures intérieures jugées trop froides par la plupart des touristes étrangers. Comme du temps où la climatisation ne se trouvait que dans les hôtels de luxe ou les voitures de première classe dans les trains, le froid reste en outre associé à une forme de raffinement, de distinction. En 2005, d'après le supplément « Mode et style » du *New York Times* (26 juin 2005), les magasins d'habillement new-yorkais affichaient une température d'autant plus basse qu'ils montaient en gamme : l'enseigne à bas prix Old Navy proposait un environnement à 26,8 °C, soit 4 °C de plus que le cosu Macy's, et presque 7 °C de plus que la boutique de luxe Bergdorf Goodman.

L'avancée de la climatisation a pourtant été semée d'embûches. Dès l'origine, des clients ont envoyé des lettres courroucées pour se plaindre du froid excessif dans les magasins et les cinémas. Dans le sud du pays, des habitants ont boudé cette technologie qu'ils considéraient comme une importation venue du Nord, où les gens n'étaient pas assez résistants pour supporter la chaleur. Le président Franklin D. Roosevelt lui-même détestait cette machine installée par son prédécesseur : « Il a une forte aversion pour l'air conditionné et n'hésite jamais à le refuser. Les critiques véhémentes qu'il formule régulièrement à la presse font à l'installation une très mauvaise publicité », constatait l'état-major de Carrier en 1931 (12). De nombreux intellectuels se sont joints aux réfractaires, depuis l'écrivain Henry Miller, qui y voyait un symbole du divorce entre l'Américain et la nature (*Le Cauchemar climatisé*, 1945), jusqu'à l'historien Lewis Mumford, qui critiquait la volonté de l'humanité d'exercer un contrôle absolu sur son environnement (*The Pentagon of Power*, 1970).

Aujourd'hui encore, des militants écologistes dénoncent les dégâts environnementaux de la climatisation. Des scientifiques la montrent du doigt pour expliquer l'augmentation de l'obésité. Ils arguent que l'on a tendance à manger plus quand il fait frais, que l'on reste davantage enfermé à mener des activités sédentaires, et que le corps n'a plus besoin de dépenser des calories pour se réchauffer ou se refroidir. Des féministes blâment un usage sexiste des climatiseurs, systématiquement réglés dans les bureaux sur une température qui convient aux hommes en pantalon, cravate et chemise mais qui frigorifie les femmes en robe et sandales (13). Chaque été, les réseaux sociaux débordent ainsi de messages de femmes – et parfois d'hommes – qui se plaignent de devoir emporter un pull, une couverture ou un manteau pour affronter le froid.

Ces résistances n'ont cependant jamais entamé la progression d'une technologie promue par les pouvoirs publics – lesquels octroient à partir des années 1960



BRIDGEMAN IMAGES

des prêts avantageux aux ménages qui s'en équipent –, par les sociétés de crédit – qui proposent des taux plus élevés pour les achats de biens dépourvus d'air conditionné –, par les promoteurs immobiliers – dont les plans de logements l'intègrent automatiquement – ou encore par les géants de l'énergie, comme General Electric, ravis de cette nouvelle demande.

La climatisation n'a d'ailleurs pas causé que des désagréments. Outre le confort qu'elle procure, elle a contribué à assainir le sud des États-Unis, jadis terre de prolifération pour des maladies tropicales comme le paludisme (en faisant reculer l'exposition humaine aux moustiques) ou la fièvre jaune, et à faire diminuer la mortalité estivale. Entre 1979 et 1992, à une époque où les pauvres n'en bénéficiaient pas encore, l'air conditionné est en outre nécessaire à la fabrication des médicaments, qui exigent une température contrôlée. Il refroidit enfin les centres de données nécessaires au fonctionnement d'Internet.

Personne n'envisage donc de restreindre l'usage de la climatisation aux États-Unis. En 2008, l'Organisation des Nations unies a tenté de montrer l'exemple en

augmentant la température de son siège new-yorkais de 3 °C. Mais cette initiative n'a guère essaimé. Tout juste quelques villes ont-elles adopté de timides mesures pour endiguer certains excès. En 2015, New York a ainsi interdit aux magasins de laisser leurs portes ouvertes tout en faisant tourner leur climatiseur – une vieille technique visant à attirer les passants par une brise de fraîcheur.

En 2011, un pays s'était retrouvé à la diète forcée : après l'accident de Fukushima, les Japonais avaient dû réduire de façon drastique leur consommation d'électricité, et donc de climatisation. Un professeur de l'université Waseda, à Tokyo, avait alors mesuré une diminution de la productivité des employés de bureau – une perte équivalant à trente minutes de travail par jour (15). Voilà qui n'incitera sans doute pas les employeurs américains à suivre l'exemple des Nations unies.

BENOÎT BRÉVILLE.

(10) Stan Cox, « Cooling a warming planet », *op. cit.*(11) Raymond Arsenault, « The end of the long hot summer : The air conditioner and Southern culture », *The Journal of Southern History*, Houston (Texas), vol. 50, n° 4, novembre 1984.(12) Marsha E. Ackermann, *Cool Comfort*, *op. cit.*(13) Petula Dvorak, « Frigid offices, freezing women, oblivious men : An air-conditioning investigation », *The Washington Post*, 23 juillet 2015.(14) Lire Eric Klinenberg, « Autopsie d'un été meurtrier à Chicago », *Le Monde diplomatique*, août 1997.(15) Elisabeth Rosenthal, « The cost of cool », *The New York Times*, 18 août 2012.

BRIDGEMAN IMAGES

Du ski par 40 °C

C'EST PLUS aux États-Unis que se joue l'avenir de l'air conditionné. Si la consommation électrique nécessaire à la climatisation continue d'y augmenter, du fait de l'agrandissement des maisons et du réchauffement climatique, les ventes de climatiseurs stagnent, les ménages se contentant de remplacer leurs vieux appareils. De nouveaux clients sont apparus dans les pays émergents, à mesure que s'y constituait une classe moyenne urbaine. En Chine, où l'invention de Willis Carrier a littéralement envahi toutes les grandes villes, il s'est ainsi vendu plus de 200 millions de climatiseurs entre 2010 et 2016. D'ici à 2020, estime Stan Cox, l'empire du Milieu pourrait consommer plus d'air conditionné que les États-Unis (1).

En comparaison, l'Inde demeure assez peu équipée (2 à 3 % des foyers), mais le potentiel de développement est immense. Les métropoles y sont tentaculaires, le climat torride et humide – lors des chaleurs exceptionnelles de mai 2016, le thermomètre a atteint le niveau record de 51 °C à Phalodi, dans l'État du Rajasthan. Pour la classe moyenne, la fraîcheur artificielle n'est plus inaccessible : depuis une dizaine d'années, les ventes de climatiseurs bondissent de 15 à 20 % par an. Elles ont atteint 3,3 millions d'unités écoulées lors de l'année fiscale 2013-2014 (2). Le produit est devenu tellement attractif que certaines publicités pour voiture ne vantent plus les capacités d'accélération du véhicule, mais sa vitesse de refroidissement. Chaque été,

l'augmentation de la demande d'électricité met les infrastructures du pays à rude épreuve. Les coupures sont fréquentes et se transforment parfois en pannes géantes, comme les 30 et 31 juillet 2012, quand 600 millions de personnes ont été privées de courant.

Déjà bien implanté au Japon, en Corée du Sud ou dans les pays du Golfe, où l'on fait du ski dans des centres commerciaux par 40 °C à l'extérieur, le marché de l'air conditionné se développe à vive allure au Brésil, en Indonésie, au Nigeria, aux Philippines ou encore au Mexique. Selon les projections du Lawrence Berkeley Laboratory, il pourrait se vendre 700 millions de climatiseurs d'ici à 2030, et 1,6 milliard d'ici à 2050 (3). La planète s'approcherait alors du taux d'équipement des États-Unis, et se retrouverait prise dans le même cercle vicieux où la climatisation aggrave le réchauffement climatique, lequel incite à monter encore son appareil.

B. B.

(1) Stan Cox, *Losing Our Cool : Uncomfortable Truths About Our Air-Conditioned World (and Finding New Ways to Get Through the Summer)*, The New Press, New York, 2010.

(2) « International energy outlook 2016 », US Energy Information Administration, Washington, DC, mai 2016.

(3) Chris Mooney et Brady Dennis, « The world is about to install 700 million air conditioners. Here's what that means for the climate », *The Washington Post*, 31 mai 2016.

2017

LE MONDE
diplomatique

[FORMATIONS]

**Élu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e),
vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?**

Participez aux cycles de formation assurés par des spécialistes et des journalistes de *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.

MARCHÉS ET MONDIALISATION
27, 28 et 29 septembre ; 2, 3 et 4 octobre 2017
Intervenants : Laurent Cordonnier, Liêm Hoang-Ngoc, Dominique Plihon, Frédéric Lemaire, Marie Fare, Guy Worms et Eva Joly

**VOYAGE D'ÉTUDES
EN ISRAËL-PALESTINE**
Du 14 au 21 octobre 2017
Intervenant : Dominique Vidal

Renseignements et inscription : www. formations.monde-diplomatique.fr
01-40-79-64-71 ou formations@monde-diplomatique.fr

Possibilités de prise en charge, contactez-nous.
Tarif préférentiel pour les personnes non prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques

www.ieppi.fr

Le Buenos Aires Express sifflera-t-il un jour ?

DIX-HUIT HEURES TRENTE. Gare de Retiro-Mitre, Buenos Aires. Sous la voûte structurée par un assemblage de fer et de verre, une foule de passagers se presse. Dans la chaleur de l'été austral, la plupart partent en vacances. Face à eux, une dizaine de quais vides et... un seul train. Un parfum de maté – une infusion locale – baigne la file longue d'une cinquantaine de mètres où attendent familles et voyageurs solitaires. Bagages au pied (et oreillers sous le bras pour les plus prévoyants), tous s'apprêtent à un long voyage. Sur la ligne reliant Buenos Aires à Córdoba, les principales villes du pays, rater son train revient à perdre trois jours : chaque semaine, seules deux rames parcourent les 750 kilomètres qui séparent les deux métropoles, en treize heures – selon les délais officiels...

Une voix retentit soudain. Elle remercie les voyageurs d'avoir choisi le train, puis leur annonce qu'ils devront descendre en gare de San Nicolás de los Arroyos (à 220 kilomètres au nord-ouest de Buenos Aires), aux environs de minuit, prendre un bus pour une partie du trajet (70 kilomètres), avant de remonter dans un autre train pour atteindre leur destination après un nouveau périple. De fortes pluies ayant rendu certaines voies impraticables, la voix conclut : « *Si tout se passe comme prévu.* »

M. Antonio Gimenez rend visite à sa famille. « *On mettait déjà treize heures il y a quinze ans, mais là c'est n'importe quoi...* », maugrée-t-il, philosophe, avant de concéder dans un soupir : « *Après, si c'est pour notre sécurité...* » Les accidents ne sont pas rares sur les lignes argentines. Dans la province de Buenos Aires, la Commission nationale de régulation du transport a recensé en 2015 plus de 500 accidents liés directement à l'état du réseau : 67 déraillements (50 de plus qu'en 2005), 118 collisions avec des véhicules, et des dizaines de locomotives diesel ayant pris feu. Un reflet de la situation à l'échelle nationale.

19h07. Dans un gémissement de métal, le train s'arrache enfin au quai. « *L'abolition de l'espace par le temps* » promise aux pouvoirs publics par les ingénieurs britanniques pionniers des principales lignes de chemin de fer du pays, à la fin de XIX^e siècle, semble bien loin. À une vitesse de pointe de quarante kilomètres par heure, les passagers ont le sentiment opposé : comme si le train argentin ralentissait le temps et parvenait à étirer l'espace déjà démesuré de la pampa.

Plus de huit cents «villages fantômes»

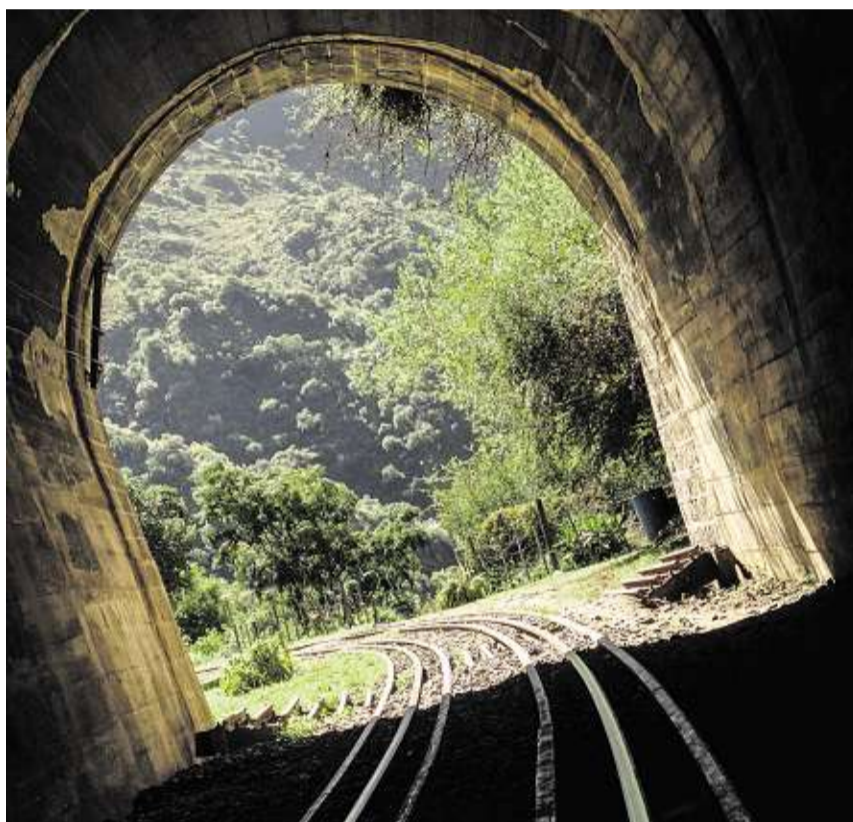
Le mouvement pendulaire des privatisations nationales a rythmé la vie du réseau ferré local (*lire sur notre site «Privé, public, privé... La grande valse du chemin de fer argentin»*). Lors de sa création en 1857 par l'État, la première ligne des Chemins de fer de l'Ouest (FCO) devait ouvrir de nouvelles perspectives pour les provinces éloignées de la capitale et de sa zone portuaire : le rail garantirait le désenclavement. Mais le maillage ferroviaire de l'Argentine répond bientôt à une autre priorité, venue de Londres : asseoir la domination économique de l'Empire britannique, qui façonne l'espace à sa convenance et l'économie selon ses intérêts.

Dès 1890, la Western Railway rachète les FCO, ouvrant le bal des acquisitions : les autorités se justifient en expliquant que les investisseurs privés et étrangers seraient mieux à même de gérer le réseau. Au début du XX^e siècle, les sociétés de chemin de fer britanniques détiennent l'ensemble des voies les plus rentables, l'État argentin se chargeant des lignes dites «de développement», qui relient métropoles et provinces éloignées. Des faisceaux convergents de cinquante mille kilomètres de rails autour du port de Buenos Aires dessinent un «éventail de fer» sur les cartes du pays lorsque, le 1^{er} mars 1948, le président Juan Domingo Perón (dont le premier mandat court de 1946 à 1955) nationalise le secteur, en signe d'affirmation de la souveraineté politique du pays. Avant un ralentissement des investissements britanniques à l'aube des années 1930, la fièvre ferroviaire avait hissé le réseau argentin au dixième rang mondial en termes de kilomètres installés. Élément décisif de l'aménagement du territoire, le train avait surtout accompagné (et facilité) l'essor du modèle agro-exportateur qui allait transformer l'Argentine en grenier de l'Europe.

20h48. Les innombrables plantations de soja défilent devant les vitres embuées et dessinent un

Curieux paradoxe que celui du chemin de fer en Amérique latine : initialement asservi aux besoins des métropoles européennes avides de matières premières, il incarne désormais la perspective d'une nouvelle forme de souveraineté nationale à travers l'intégration des territoires. Reste à le remettre en état, après de longues phases de gestion privée synonymes de détérioration des équipements, comme en Argentine.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL GUILLAUME BEAULANDE *



GONZALO E. SUÁREZ. - Sierras Chicas, Córdoba, Argentine, 2015

paysage qui finit par se figer tout à fait. « *Il y a un train devant nous* », expliquent deux contrôleurs en pressant le pas, armés de seaux et de serpillières, pour juguler une inondation survenue dans les sanitaires. « *En face, vous voulez dire!* », lance un voyageur averti. À cet endroit, les deux trains empruntent la même voie : jamais standardisé, le réseau souffre d'incohérences. Aux côtés de l'infrastructure principale, rapidement gérée par les Britanniques, des lignes secondaires ont émergé au gré de l'arrivée de nouveaux investisseurs – français par exemple. Ceux-là ont importé leurs propres normes de construction. À l'heure actuelle, plusieurs lignes aux écartements de rails différents connectent parfois les mêmes villes, alors que d'autres bourgades attendent toujours d'être reliées...

Minuit. Sous la lune argentée de la pampa, la machine progresse laborieusement lorsque retentit l'annonce : c'est l'heure de monter dans le bus. Arrachés au sommeil, les passagers ramassent en hâte leurs affaires pour ne pas allonger encore la durée du trajet. Dans la pénombre, des voix s'élèvent : « *La pluie, ça se prévoit, si tu laisses les traverses vieilles de trente ans sans jamais les renouveler, faut pas s'étonner...* », glisse un sexagénaire bougon à une voisine qui essaie de se rendormir. « *Vérifier la liste des passagers, c'est pas mon boulot. Et encore moins dans un bus* », s'agace de son côté le conducteur du train.

9h30. Dans la cabine de pilotage de la seconde locomotive, M. Marcelo Torresan, la quarantaine, l'œil vif, une main sur le frein, l'autre sur le klaxon, se tient sur ses gardes. Au ralenti, nous passons devant quelques gamins assis sur un talus, encore plus étonnés qu'ailleurs de voir un train. « *C'est du bricolage, il n'y a pas eu de maintenance sérieuse sur cette ligne depuis plus de vingt-cinq ans* », explique-t-il en désignant les rails à travers le pare-brise grillagé en prévision des retours de branches et des jets de pierre. Le ballast enfoui depuis longtemps dans le sol rend désormais la voie vulnérable aux assauts des pluies. Par endroits, la locomotive semble creuser un tunnel à travers les arbres très rarement élagués qui bordent la voie.

Les râles du moteur, les soubresauts du train sur des rails irréguliers, le fracas des branches contre la carrosserie, M. Torresan s'y est habitué. Dans sa famille, on est cheminot de père en fils depuis trois générations. Licencié en 1992 en raison de la fermeture de sa rame, il a dû se reconvertir, comme 80 000 autres travailleurs du secteur

ferroviaire. À l'époque, les grèves massives déclenchées par la privatisation du rail et sa «rationalisation» avaient conduit le président Carlos Menem à annoncer : « *Une rame en grève est une rame qui ferme!* »

M. Torresan a été réintégré grâce à un camarade du syndicat des cheminots (La Fraternidad). Mais, après une renationalisation partielle amorcée par la présidente Cristina Fernández de Kirchner en 2015, une nouvelle menace pèse sur la profession – comme sur l'ensemble des secteurs public et privé – avec le retour de la droite au pouvoir. La politique de réduction des coûts de M. Mauricio Macri, élu en 2015, a conduit à une vague de licenciements sans précédent. Un an et demi seulement après le début de son mandat, plus de 200 000 emplois ont été supprimés. Considérés comme des oisifs, des absentéistes et même comparés à des gnocchis – en référence au 29 du mois, jour de paie, où ce plat est traditionnellement servi –, beaucoup de travailleurs du rail ont été remerciés par simple courrier. « *Ceux qui ont été licenciés dans les années 1990 n'ont pas réussi à retrouver un travail stable, je ne veux pas revivre ça* », grimace le conducteur en jouant du klaxon devant l'un des trois cents passages à niveau du trajet, dont la grande majorité ne sont protégés par aucune barrière. Entre deux villages, des agents enfourchent parfois leur vélo pour se rendre d'un passage à niveau à l'autre et faire la circulation. Comme sur cette ligne, plus de huit cents villages du pays – souvent appelés «villages fantômes» – sont en voie de dépeuplement avancé. Quand le train passe encore, il ne s'arrête plus.

13h29. Le train stoppe, un policier monte à bord. Quelques pierres jetées par des enfants contre le bleu céleste du train nous indiquent que nous pénétrons dans la *villa miseria*, nom générique donné aux bidonvilles argentins, telle cette banlieue miséreuse de Córdoba. Il est 14 heures.

Sur la route parallèle à la voie ferrée, une file interminable de bus, camions et voitures. Dans ce pays où la moitié de la population (cantonée au secteur informel ou au sous-emploi) gagne moins que le salaire minimum (8 000 pesos argentins par mois, soit environ 420 euros), les problèmes liés au transport creusent les inégalités. La solution? Davantage de voitures! M. Guillermo Fiad, président de la société d'État chargée de l'administration des infrastructures ferroviaires, estimait en octobre 2016

que « *le train [devait] être une option, pas une obligation (1)* ». Une option de moins en moins alléchante toutefois : au début de l'année 2016, le gouvernement a décidé une augmentation de 500 % du prix des billets, un Buenos Aires - Córdoba passant par exemple de 75 à 360 pesos pour des sièges de catégorie inférieure. Conséquence, le réseau déjà famélique des lignes longue distance a perdu trente mille passagers, même si le bus – plus confortable et plus rapide – demeure trois fois plus cher.

Les campagnes peinent à écouler leur production

« *La colonne vertébrale du pays, c'est le camion* », insistait en mars 2016 le ministre des transports Guillermo Dietrich devant la puissante Fédération argentine des routiers (Fadecac). Depuis les années 1960, les développements du réseau routier et du parc automobile ainsi que la force du lobby pétrolier ont modifié l'ossature du fret argentin. Aujourd'hui, 95 % des marchandises sont transportées par la route, cependant que le réseau ferré est passé de 35 000 à 11 000 kilomètres entre 1989 et 1991 (et les effectifs, de 94 800 à 17 000 personnes). L'évolution suscite des vocations : aux feux rouges fleurissent des annonces de particuliers proposant leurs services de transport de marchandises et une application (en ligne depuis avril 2015) a vu le jour, Humber, reposant sur la méthode d'Uber. Le principe? « *Permettre aux producteurs et entreprises de logistique de diminuer les coûts du fret.* » Ce qui grossit encore le flot de la circulation.

Pommes de terre de la province de Buenos Aires, tomates de Mendoza (extrême ouest du pays), citrons de Tucumán (nord), tout vient par la route. Le front brillant de sueur, les ongles noirs de terre, M. Esteban García, un petit producteur de Mendoza, près de la frontière chilienne, range ses cagettes sur sa remorque. Il préfère parcourir lui-même cette distance d'environ 450 kilomètres. « *Par camion, c'est trop cher, il faudrait que j'augmente mes prix. S'il y avait un train, tout le monde y gagnerait, mais, lents comme ils sont, mes fruits seraient pourris avant d'arriver!* » Hier, le développement agricole argentin a été aiguillonné par le rail ; désormais, les campagnes peinent à écouler leur production faute de locomotives.

Le coût du transport par camion atteint de tels sommets qu'il a conduit à plusieurs grèves de producteurs de céréales ces dernières années. Une enquête de 2011 révélait que, pour un cultivateur de soja situé à Salta (nord de l'Argentine), expédier 45 000 tonnes de marchandises jusqu'au port de Rosario (1 150 kilomètres) revenait presque deux fois plus cher que de les acheminer par bateau depuis ses embarcadères jusqu'à Shanghai (2). D'où l'ambition générale de renforcer les connexions physiques entre le pays et la région...

L'idée d'une voie ferrée «bi-océanique» entre les côtes du Brésil et du Pérou fait son chemin. Une ligne de 3 750 kilomètres pourrait être creusée au cœur de la forêt amazonienne et de la cordillère des Andes. Convaincu que ce chemin de fer serait le «canal de Panamá du XXI^e siècle», le président bolivien Evo Morales multiplie les rencontres avec les investisseurs, dont Siemens et plusieurs compagnies ferroviaires allemandes. Il y voit, tout comme M. Horacio Cartes, son homologue du Paraguay, l'occasion d'un accès à l'océan pour son pays.

Pour l'heure, aucun des tracés envisagés ne passe par l'Argentine. Dans l'espoir de raccrocher son pays aux wagons de l'intégration régionale, le gouvernement de M. Macri a repris le projet de réhabilitation du Belgrano Cargas, une ligne légendaire du fret argentin dont la rénovation du matériel roulant doit permettre de relier plus efficacement Buenos Aires aux provinces du Nord et aux pays limitrophes (Chili, Bolivie, Paraguay, Uruguay). La remise en marche très attendue du train de marchandises qui, au XX^e siècle, avait fait l'orgueil du pays soulève quelques difficultés. Comme le risque d'une nouvelle dépendance industrielle. Les locomotives, souvent vieilles de plus de cinquante ans, les rails, le système de signalisation, les caténaires doivent être remplacés. Or, en raison du démantèlement des principaux ateliers de fabrication et de maintenance, on ne sait plus les produire en Argentine...

(1) www.ambito.com, 4 octobre 2016.

(2) La Nación, Buenos Aires, 23 octobre 2011.

CE QUI SE CACHE DERRIÈRE MELTY, KONBINI, BUZZFEED...

De l'information au piège à clics

La grande crise de la presse ouverte dans les années 2010 s'achève, du moins sur le plan économique. D'un côté, les groupes traditionnels qui ont misé sur l'information payante en ligne et les abonnements renouent avec les bénéficiaires. De l'autre ont émergé des dizaines de sites d'info-divertissement entièrement dépendants de la publicité – et donc du nombre de pages vues.

PAR SOPHIE EUSTACHE
ET JESSICA TROCHET *

USINER en quelques minutes des articles insolites sur le dernier sujet qui agite les réseaux sociaux, y glisser des références flatteuses aux annonceurs publicitaires, saupoudrer l'ensemble de vidéos amusantes qui feront le tour d'Internet : la recette a porté à des sommets l'audience des sites d'info-divertissement Melty, Konbini ou encore BuzzFeed. La presse traditionnelle porte sur ces jeunes concurrents un regard ambivalent fait de mépris pour un journalisme ouvertement bâclé et de fascination pour le nombre de visites qu'il génère.

Cofondateur de Melty et président de l'entreprise jusqu'en mars dernier, M. Alexandre Malsch a été décrit comme un « prodige numérique » (LeMonde.fr, 16 août 2014) qui « parle à l'oreille des ados » (L'Obs, 7 février 2016) et a fait l'objet de dizaines de reportages élogieux. « Ce qui nous agaçait le plus concernant nos conditions de travail, qui n'étaient pas idéales, c'était d'être à ce point encensés comme étant une entreprise très cool : on a une table de ping-pong, on travaille dans des hamacs avec des ordinateurs portables. Il y a des canapés, une télé, une salle avec des jeux vidéo... Tu es entre copains, donc tu ne comptes pas tes heures », raconte Mathieu (1), ancien rédacteur en chef adjoint de MeltyStyle, un site consacré à la mode masculine et aux nouvelles technologies, et rédacteur en chef de VirginRadio.fr, dont le groupe Lagardère a sous-traité la production éditoriale au groupe Melty. Mathieu a quitté l'entreprise à la suite d'un syndrome d'épuisement professionnel.

L'algorithmes rédacteur en chef

ENTRE SITE DE DIVERTISSEMENT et agence de communication, Konbini prend également ses aises avec le code du travail en recourant largement aux autoentrepreneurs, obligés de travailler à la rédaction avec leur propre matériel. « Quand la ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem est venue, elle s'est exclamée : "Qu'est-ce que ça fait plaisir de voir une si belle rédaction, c'est rare maintenant !" J'avais envie de lui répondre : "Mais ouvre les yeux, on est tous précaires ici, la plupart en auto-entrepreneur..." », s'indigne Hélène, rédactrice pour Konbini. Elle dénonce aussi l'accent mis sur les futilités au détriment des conditions de travail. « Dans l'espace ouvert, on a du mal à trouver une place où s'asseoir pour travailler, par contre il y a des baby-foot. La blague, c'est de dire qu'on va retourner le baby pour en faire un bureau ! »

Ces sites ont pour spécialité la production industrielle à bas coût de contenus destinés aux jeunes. Melty est à l'information et à la culture ce que McDonald's est à la gastronomie. Son choix d'abreuver les 12-25 ans d'articles sur Justin Bieber, Game of Thrones ou Beyoncé n'a rien de neutre : il s'agit de créer un environnement rédactionnel positif pour porter le message des annonceurs. Ces derniers paient non pas pour afficher un bandeau à côté des articles, mais pour figurer au cœur du texte lui-même. La proverbiale frontière entre information et publicité, ce rempart infranchissable que les journalistes des plus prestigieuses publications appellent « mur de Berlin », a cédé face aux assauts de l'argent. Pour mieux convaincre, la publicité prend l'apparence de l'information. Ce financement du contenu éditorial par les marques se nomme publicité native (native advertising). Il signe l'esprit de l'époque. Lorsqu'il dirigeait son site, M. Malsch

Car derrière les décors acidulés se cache un univers de forçats. Melty fonctionne en partie grâce au « contenu » fourni par des autoentrepreneurs payés en fonction du nombre de clics qu'a généré l'article : 4 euros au minimum, et un maximum de 30 euros quand le texte atteint les dix mille vues en vingt-quatre heures. Ce système, qui rappelle celui des cueilleurs saisonniers payés au kilo, résume bien la vision du fondateur du groupe : « Je trouve ça tellement dommage que les salariés n'arrivent pas à se dire parfois que leurs acquis sociaux ne sont plus compétitifs par rapport au marché (2) », confiait M. Malsch au journaliste William Réjault en 2015. « Certains pigistes autoentrepreneurs dont c'était l'unique revenu travaillaient tout le temps. Ce qui marchait le mieux chez Melty, c'était les séries américaines, donc en horaires décalés. Beaucoup de free-lances commençaient dès 5 heures du matin », détaille l'ancien rédacteur en chef adjoint. Pour arrondir leurs fins de mois, les rédacteurs permanents avaient la possibilité d'écrire en dehors de leurs heures de travail, chaque article étant rémunéré 10 euros sous la forme d'une prime exceptionnelle, pour échapper aux cotisations sociales : « Vu qu'on était mal payés, la plupart le faisaient. Certains mois, je rédigeais soixante papiers en plus. J'y passais mes samedis, j'allais à la rédaction. Pour nous, c'était tout le temps la course à l'argent et à l'audience. » Selon le collectif Génération précaire, l'entreprise faisait appel en 2014, « en plus de ses soixante-douze salariés, à soixante free-lances en auto-entreprise et à trente stagiaires (3) ».

mettait un point d'honneur à déjeuner une fois par semaine au parc d'attractions Disneyland. Puis il transposait cet univers de carton-pâte dans le monde de l'information. « Dans une conférence de rédaction, se souvient Mathieu, il pouvait nous dire : "Vous utilisez un langage trop journalistique, nous on fait du buzz, on fait du divertissement. Au lieu de dire "la rédaction vous conseille ceci", vous écrivez "on a trop kiffé..." Mais, quand tu signes un article de ton nom, même s'il est écrit en vingt minutes parce que c'est une usine, tu veux quand même que ça reflète une certaine qualité. Ta responsabilité est en jeu. » Début 2017, le groupe se prévalait d'une audience importante : vingt-sept millions de visiteurs uniques par mois sur le Web et les plates-formes sociales (Facebook, Snapchat, Instagram).

Et pour cause : la course au clic oriente jusqu'au choix des sujets. Le véritable rédacteur en chef de Melty est un algorithme nommé Shape qui analyse les habitudes des lecteurs (thèmes de conversation sur les réseaux sociaux, recherches Google et tendances sur Twitter) afin de définir les sujets susceptibles de générer le plus d'intérêt. Stagiaire chez Melty en 2010, Mathilde se souvient d'une logique absurde : « Dès que l'algorithme voyait un sujet remonter dans les statistiques, il fallait faire un article dessus, même s'il n'y avait pas d'info. Une fois, je suis allée voir la rédactrice en chef, et je lui ai dit que je n'avais pas d'info sur le thème demandé (la chanteuse Britney Spears). Elle m'a répondu : "Ce n'est pas grave, tu spécules." » Depuis, le groupe a développé de nouveaux outils internes, non plus pour détecter les tendances, mais pour les imposer. L'idée est de poser des lignes et de voir à quels appâts mordent les lecteurs.

Pour maintenir les audiences, les rédacteurs inondent le Web d'articles



LEVALET. – « On the Run » (Au pas de course), 2016

calibrés pour optimiser le référencement sur Google – notamment en répétant sans cesse le mot-clé. Pour une personne, huit articles rédigés par jour ne représentent pas un rythme exceptionnel. Chez Konbini aussi, le succès et la quantité priment sur toute autre considération ; la plate-forme s'enorgueillit de dix millions de visiteurs uniques par mois et de vingt-cinq millions de personnes atteintes sur Facebook. « Une fois, on s'est fait taper dessus par la direction avec mon chef parce que le papier n'était pas une actu "positive" et qu'il ne faisait pas d'audience, témoigne Hélène. Le papier a même été retiré du site. » Dès lors, les responsables éditoriaux perçoivent la rigueur comme une perte de temps. Un ancien rédacteur en chef d'une édition de Konbini dont le siège se trouve à Londres, New York, Mexico et Lagos) explique : « Un jour, on nous a dit : "Il faudrait maintenant que vous pensiez à trouver un moyen de mettre votre éthique journalistique de côté." »

Sur ces sites aux audiences stellaires, le lecteur est une cible marketing plutôt qu'une personne à informer. Le fonds de commerce de Konbini repose sur le contenu sponsorisé. « Les contrats, c'est Coca, Nike, etc., déplore Hélène. Ce qui me choque, c'est quand j'entends le service commercial dire à son client qu'un journaliste va s'en occuper ! » Orange finance la rubrique d'actualités photographiques, la boisson gazeuse américaine subventionne la section Football Stories, d'ailleurs surtitrée « Savourez le football pop avec Coca-Cola et Konbini ». La censure ne se cache pas. « À propos de la Coupe du monde de football au Qatar, on voulait faire un article concernant les conditions de travail sur les chantiers, relate Basile, rédacteur pendant trois ans à Konbini. La rédactrice en chef a refusé, parce que Coca n'aurait pas accepté un tel sujet. »

Aux yeux des industriels, ces réclames déguisées en articles ou reportages présentent l'avantage de contourner les bloqueurs de publicité. « C'est un super business ! », s'enthousiasme M. Maxime Barbier, cofondateur et directeur de MinuteBuzz, le concurrent de Konbini. On est en train de prendre la place des annonceurs publicitaires. C'est comme si, à l'époque, TF1 avait dit à Danone : je fais ton spot publicitaire et en plus je te le diffuse. Nos brand contents [« contenus de marque »] font des millions de vues, des gens ne se rendent même pas compte que ce sont des contenus de marque ! » MinuteBuzz a, lui aussi, construit son économie autour du contenu sponsorisé. Chaque mois, l'entreprise produit six cents vidéos, dont environ 10 % sponsorisés par des marques, et les diffuse uniquement sur les réseaux sociaux (MinuteBuzz a fermé son site en octobre 2016). Ce modèle n'attire pas seulement les

de M. Donald Trump en Russie, l'édition française s'efforce de mettre l'accent sur le journalisme. Recrutée en 2015, la rédactrice en chef est passée par Slate et L'Express. L'équipe compte quatre personnes à temps plein au service divertissement et sept journalistes au service information. Au sein de ce dernier, David Perrotin se réjouit de disposer de temps : pendant la campagne des législatives en France, explique-t-il, « on s'est dit : "On va fouiller les profils des 525 candidats investis par le Front national." C'est ce qui m'a attiré chez BuzzFeed : avoir les moyens d'enquêter ». Contrairement à Konbini et à Melty, BuzzFeed est régi par la convention collective des journalistes. Mais, si ses coulisses reflètent le travail d'une rédaction classique, le site ressemble à un bric-à-brac de potins racoleurs, de listes aux accents baroques (« 23 trucs normaux en Belgique mais qui paraissent super bizarres aux yeux des Français », 27 juin 2017) et de rubriques aux noms qui laissent songeurs les non-initiés : OMG (oh my God, « oh mon Dieu »), LOL (laughing out loud, « mort de rire »), Cute (« mignon »), WTF (what the fuck, « c'est quoi ce bordel »)...

Difficile de discerner la moindre ligne éditoriale ou hiérarchisation de l'information. « BuzzFeed est un média qui repose sur le partage plus que sur le clic. On écrit pour des lecteurs et les lectrices qui vivent sur Internet et sur les réseaux sociaux, qui ont envie de partager des articles informatifs ou divertissants parce que ça leur parle, que ça les touche, que ça les énerve, que ça les fait rire... », précise la rédactrice en chef, Cécile Dehesdin. À la différence de celui de la presse traditionnelle, le trafic de BuzzFeed provient essentiellement des réseaux sociaux. Cette dépendance à l'égard des géants de la Silicon Valley et de leurs algorithmes de référencement, qui concerne également MinuteBuzz, Melty et Konbini, dessine à ces médias un avenir en pointillé. En 2011, le moteur de recherche Google a modifié son algorithme pour faire plonger vers le bas du classement les articles de type « piège à clics » qui parasitaient souvent la tête de liste (6). Plusieurs « fermes de contenus » qui, déjà, débâtaient en rafales ces textes dénués de fond ont dû changer de stratégie.

annonceurs. En décembre 2016, TF1 devenait l'actionnaire majoritaire de cette jeune entreprise qui revendique 250 millions de vidéos vues par mois, 9 millions de fans, une croissance de 80 % par an et un chiffre d'affaires de près de 5 millions d'euros en 2016 (4). Ce rapprochement a donné naissance à la chaîne TF1 One, uniquement présente sur les réseaux sociaux. « On a accès à tous les contenus produits par TF1 (JT, documentaires...). On en fait un contenu 100 % social, en enlevant le son par exemple ou en ajoutant de petites incrustations d'images du Web, détaille le directeur général de MinuteBuzz. Ce sont des sujets qu'aucun média de notre génération ne traite : jamais tu n'entendras ton journaliste franco-parisien en Ardèche faire l'interview d'un mec qui fait de la soufflerie dans son bahut. » Par cette acquisition, TF1 espère toucher les jeunes, réputés rétifs à la télévision, mais aussi bénéficier d'un savoir-faire en termes de contenu sponsorisé (5).

Lancé en 2006 aux États-Unis et en 2013 en France, le site BuzzFeed ne vit également grâce à la publicité et au contenu sponsorisé. Mais, contrairement à ses concurrents, l'entreprise tâche de maintenir une frontière entre le service commercial (installé à Londres), le divertissement et l'information (installés en France). Si la version américaine s'est distinguée par des affaires de plagiat puis par la publication début janvier 2017 d'un document non vérifié contenant des allégations scabreuses sur les activités

- (1) Les salariés interrogés dans le cadre de cette enquête ont souhaité garder l'anonymat par peur de perdre leur emploi.
- (2) William Réjault et Alexandre Malsch, *Il était une fois... Melty. Petites histoires d'un succès du Web français*, Michel Lafon, Paris, 2016.
- (3) « Avec près de 30 % de stagiaires, Melty dans le collimateur de Génération précaire », 19 février 2014, <http://etudiant.lefigaro.fr>
- (4) « Maxime Barbier : "Nous comptons lancer d'autres verticales thématiques" », 30 septembre 2016, www.journaldunet.com
- (5) Les Échos, Paris, 1^{er} décembre 2016.
- (6) Lire Ignacio Ramonet, « Automates de l'information », *Le Monde diplomatique*, mars 2011.

**indépendant et engagé
chaque jour, chaque semaine,
un autre regard sur l'actualité**
www.Politis.fr

Une question, une demande ?
03 80 48 95 36
abonnement@politis.fr
du lundi au vendredi, de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h

DECouvrez NOTRE NOUVELLE APPLICATION MOBILE - GRATUITE - IOS/ANDROID

Internet russe, l'exception

(Suite de la première page.)

Ainsi Facebook ou Twitter doivent-ils désormais installer des serveurs près de Moscou, officiellement pour échapper aux « grandes oreilles » américaines. Malheur aux contrevenants : bloqué pour non-respect de la législation, le très populaire réseau professionnel LinkedIn reste à ce jour inaccessible dans le pays. Ce statut de puissance souveraine du cyberspace contraste avec celui de l'Union européenne, qualifiée par des parlementaires français de « colonie du monde numérique » dominée par les États-Unis (2).

Largement utilisés dans l'espace post-soviétique, les services du Runet fournissent à la Russie un puissant levier d'influence sur l'« étranger proche », comme l'on nomme à Moscou les anciennes républiques d'URSS. Non seulement le Kremlin peut accéder aux données des utilisateurs de plates-formes progressi-

vement tombées dans l'escarcelle d'oligarques proches du pouvoir, mais ces plates-formes jouissent aussi d'une audience importante auprès des minorités russophones de l'étranger – en particulier dans les pays baltes et en Ukraine.

Comment expliquer cette exception numérique ? Alors que, en Chine, l'existence de plates-formes nationales doit beaucoup à une stratégie de contrôle de l'information, le Runet ne découle pas d'un blocage de services étrangers auxquels il se serait substitué par défaut. L'Internet russophone provient d'une histoire méconnue qui débute bien avant la fin de l'Union soviétique, en 1991. L'URSS fut en effet la matrice des structures techniques, des pratiques sociales et des modèles économiques qui fondent la spécificité du Runet contemporain et qui alimentent l'appétence russe pour le bidouillage informatique (*hacking*) et la cybercriminalité.



COURTESY VLADEY, MOSCOU (VLADEY.NET)

PAVEL PEPPERSTEIN. – De la série « National Suprematism », 2009

Après la mort de Staline, en mars 1953, et la condamnation de ses « excès » par le XX^e Congrès trois ans plus tard, l'informatique connaît un âge d'or. Le remplacement progressif des vieux cadres de l'Académie des sciences par des figures plus jeunes et plus « libérales » fait passer la *kibernetika* du statut de fantaisie bourgeoise à celui d'atout dans la course technologique avec l'Ouest. À la fin des années 1950, les premiers ordinateurs soviétiques fabriqués en série répondent aux besoins de domaines tels que l'aérospatiale ou le nucléaire, qui réclament des puissances de calcul toujours croissantes. Conçues par le pionnier de l'informatique Sergueï Lebedev, ces « machines rapides de traitement électronique » (BESM) connaissent un franc succès.

Puis l'arrivée au pouvoir de Leonid Brejnev, en 1964, et la résurgence du discours « stalinien » sur l'informatique donnent un nouveau coup d'arrêt à la

recherche numérique. Les autorités prennent alors une décision lourde de conséquences, non seulement pour l'informatique, mais pour l'économie dans son ensemble : privilégier le vol de technologies occidentales plutôt que le développement d'ordinateurs dans les laboratoires du pays (4).

Progressivement, les BESM sont remplacés par de nouveaux modèles développés à partir des plans des IBM 360. Impopulaires chez les informaticiens soviétiques, ces clones d'ordinateurs américains présentent l'avantage d'être totalement compatibles les uns avec les autres. Leur mise en réseau s'avère assez

aisée, et cette pratique devient courante dans les laboratoires et industries soviétiques au cours des années 1970.

Ces réseaux n'avaient rien à voir avec le projet développé au même moment par les Américains, Arpanet, considéré comme l'ancêtre d'Internet. Ils se présentaient plutôt comme des infrastructures automatisées d'échange de données permettant de contrôler des lignes de production et de collecter les données d'instruments de laboratoire. Mis à part le projet avorté de « système automatique d'État de transmission d'information », qui entendait dans les années 1960 créer un réseau scientifique d'échange analogue à Arpanet, il faut attendre 1983 pour voir le premier citoyen soviétique se connecter, presque malgré lui, au réseau mondial qui ne s'appelait pas encore Internet.

Ce pionnier, un biologiste de 35 ans, s'appelle Anatoli Kliossov. En 1983, alors que la crispation Est-Ouest sur la question des euromissiles s'accroît, un ordre venu d'en haut intime à l'Académie des sciences d'URSS de trouver un chercheur capable de participer à une téléconférence par ordinateur. Déjà courante dans certains milieux scientifiques occidentaux, cette pratique est alors inédite en URSS. Familier de la manipulation des données informatiques depuis un récent séjour aux États-Unis, Kliossov est désigné. On le conduit dans les locaux ultrasécurisés de l'Institut de recherches informatiques d'URSS (Vniipas), où se trouve l'un des seuls modems disponibles dans toute l'Union soviétique. Comprenez l'intérêt d'avoir sous la main quelqu'un qui sait utiliser la machine, le directeur du Vniipas autorise Kliossov à y accéder pour une durée indéterminée. Au fil des rencontres dans les téléconférences, le biologiste lie connaissance avec de nombreux « proto-internautes » qui sidèrent la présence d'un Soviétique sur le réseau.

Talk.politics.soviet

DERRIÈRE les sas de sécurité et les bataillons de troupes spéciales qui le contrôlent à tout moment, Kliossov dialogue en toute liberté avec des Occidentaux. Informé des événements que la presse soviétique passe sous silence, il parvient à publier des articles dans des revues américaines en correspondant par messagerie électronique, sans passer par le Glavlit, l'organisme de censure et étape obligée pour tous les chercheurs. Ironie de l'histoire, au moment même où le physicien et militant des libertés civiles Andreï Sakharov vit relégué à Gorki, où certains prennent des risques pour faire passer à l'Ouest des manuscrits de dissidents, Kliossov perce malgré lui un tunnel numérique sous le rideau de fer. Les services de sécurité ne se sont jamais aperçus de ses agissements. Il y a mis fin en 1987, alors qu'avaient débuté deux ans plus tôt la perestroïka (restructuration du système) et la glasnost (transparence), et que le premier réseau libre et ouvert d'Union soviétique, ancêtre du Runet, s'appropriait à naître.

Comme beaucoup d'autres de ces aventures informatiques, celle du segment soviétique du Web commence à l'ombre du secret d'État et d'un régime spécial. Baptisé Demos, le premier réseau permettant de connecter l'URSS au reste du monde voit le jour en 1989 à l'Institut Kourchatov de recherches nucléaires (KIAE), à Moscou, une forteresse surprotégée qui abrite une part importante des recherches atomiques du pays. Initialement conçu comme un réseau interne de l'Institut, Demos s'étend hors des murs bien gardés du KIAE en établissant des connexions avec Novossibirsk (Sibérie), Doubna et Serpoukhov – trois centres de la recherche nucléaire et cybernétique. Il profite ensuite de la perestroïka et d'une loi de 1987 qui autorise la création de petites entreprises privées. Une partie de l'équipe de Demos choisit alors de quitter le KIAE pour fonder le premier – et unique – fournisseur d'accès à Internet (FAI) d'Union soviétique. Baptisé Relkom (pour *reliable communication*,

« communication fiable »), le service connaît un certain succès : en septembre 1990, il obtient la gestion de l'extension de noms de domaine de l'URSS (.su) et, à la fin de l'année 1991, il compte déjà plus de huit cents clients dans tout le pays.

Comparé aux six millions d'utilisateurs du réseau français Minitel au même moment, ce chiffre peut paraître dérisoire. Mais, compte tenu des contraintes techniques qui pèsent alors sur l'informatique soviétique, sans même parler de la situation économique du pays, c'est déjà beaucoup. Relkom fonctionne sur un mode largement artisanal : l'ensemble des abonnés ne peuvent accéder aux contenus situés hors d'URSS qu'en se connectant à un ordinateur unique, lui-même branché sur un seul modem. Baptisée Kremvax (5), cette machine est reliée à un serveur de l'université d'Helsinki à travers la ligne téléphonique personnelle du fondateur de Demos, M. Alexeï Soldatov. Celui-ci a en effet obtenu un privilège de la part de la direction de l'Institut Kourchatov : il dispose d'une ligne internationale automatique (c'est-à-dire ne passant pas par une centrale d'appel avec opérateur humain) sur laquelle il peut brancher son système, ironiquement surnommé par certains « la fenêtre sur l'Europe », en référence à la formule de Pierre le Grand au sujet de Saint-Petersbourg.

(2) Catherine Morin-Desailly, « L'Union européenne, colonie du monde numérique ? », rapport d'information n° 443, Sénat, Paris, 20 mars 2013.

(3) Physicien de formation, Soljenitsyne officiait pendant presque un an dans la prison spéciale n° 16, où est aujourd'hui installée une importante entreprise fédérale de cybersécurité.

(4) Cf. les révélations de Vladimir Vetrov – alias Farewell pour ses officiers traitants de la Direction de la surveillance du territoire (DST) française – sur le fonctionnement de la commission militaro-industrielle dans les années 1980.

(5) Ce nom fait référence à un épisode de 1984, lorsqu'un plaisantin néerlandais fit croire aux internautes d'alors que le premier secrétaire Konstantin Tchernenko en personne naviguait sur le Net via un mystérieux ordinateur baptisé Kremvax (« vax » étant un suffixe alors couramment utilisé pour désigner des serveurs, et « Krem » désignant le Kremlin).

Laboratoires-pénitenciers

CONTRAIREMENT aux idées reçues, le pouvoir soviétique n'a pas toujours empêché la mise en réseau d'une partie de ses capacités informatiques. Évidemment, l'infrastructure libre, ouverte et décentralisée qui se développe à l'Ouest à partir des années 1970 ne pouvait pas s'épanouir au pays des samizdats (publications circulant sous le manteau). Si de nombreux universitaires, ingénieurs ou architectes étaient autorisés à partir à l'étranger pour rencontrer leurs homologues occidentaux dans le cadre de voyages d'études, le rideau de fer demeurait étanche dans certains domaines stratégiques, comme l'informatique. Cela n'a pas empêché la Russie d'être, très tôt, le théâtre d'ambitieux projets informatiques, et même de prouesses techniques. En 1968, c'est sur un ordinateur soviétique que fut programmée la première animation numérique de l'histoire. Sept ans plus tard, il ne fallut que quelques minutes aux calculateurs soviétiques pour déterminer les trajectoires orbitales des vaisseaux de la mission spatiale conjointe Apollo-Soyouz, quand les ordinateurs de la National Aeronautics and Space Administration (NASA)

eurent besoin d'une demi-heure. À la fin des années 1980, l'URSS disposait même de sa propre extension de domaine de premier niveau (.su), et quelques centaines de personnes avaient le privilège d'accéder au réseau Unix, ancêtre du Web contemporain.

La *kibernetika* (informatique) s'est presque exclusivement développée à l'ombre des « régimes spéciaux » – ces structures administratives, voire ces territoires, qui, par leur fonction stratégique, se voyaient octroyer divers privilèges. Sous Joseph Staline, déjà, alors que la presse soviétique moquait l'informatique naissante à l'Ouest en la qualifiant de « *pseudoscience bourgeoise* », des laboratoires entiers se consacraient, dans le plus grand secret, à l'élaboration des premiers calculateurs de fabrication nationale. Derrière les barbelés de laboratoires-pénitenciers, des équipes d'ingénieurs, pour la plupart prisonniers politiques, s'affairaient au développement de machines, à l'instar de ce dispositif longuement évoqué dans *Le Premier Cercle*, d'Alexandre Soljenitsyne (3), qui devait surveiller automatiquement le réseau téléphonique national.

Le Monde
FESTIVAL
DÉBATS - RENCONTRES - SPECTACLES

Â RÊVER
22-25
SEPTEMBRE 2017

Le Monde
FESTIVAL

PROGRAMME ET
INSCRIPTION SUR
LeMonde.fr/festival

Opéra Bastille - Palais Garnier
Théâtre des Bouffes du Nord
Cinéma Gaumont Opéra

ENEDIS
L'ÉLECTRICITÉ EN RÉSEAU

Google

LA POSTE

mgen

THÉÂTRE
DES BOUFFES
DU NORD

OPÉRA
NATIONAL
DE PARIS

LE RIDEAU DE FER

qui vient de loin

Le dispositif était d'une lenteur aujourd'hui inconcevable : les utilisateurs de Relkom se connectaient tous au monde extérieur via un seul et unique ordinateur branché à un modem ayant une capacité de 9 600 bits/seconde (9,6 K) – soit cinquante-six fois moins rapide que la connexion ADSL contemporaine la plus rudimentaire (512 K). Pourtant, malgré (ou à cause de) ce caractère très artisanal, Relkom a permis l'émergence de la toute première communauté d'internautes du pays.

À l'époque, un ordinateur personnel pouvait coûter jusqu'à douze fois le salaire moyen (6). Aussi la communauté originelle du Web russophone était-elle presque exclusivement composée de jeunes ingénieurs accédant au réseau sur leur lieu de travail – souvent des instituts de recherche ou des laboratoires dont l'intérêt stratégique justifiait l'installation d'un terminal connecté. C'est donc paradoxalement au sein d'enclaves contrôlées par les organes de sécurité que cette poignée d'informaticiens dialoguent en toute liberté sur des forums aux adresses évocatrices : talk.politics.soviet, soc.culture.soviet... Les utilisateurs de Relkom se livrent à des débats passionnés et en temps réel sur la désagrégation de l'Union soviétique. Leurs échanges se trouvent encore aujourd'hui dans un recoin du réseau Usenet, un protocole tombé en désuétude et dorénavant considéré comme faisant partie du Deep Web (« Web profond »).

La petite communauté de Relkom ne se contente pas de discuter des événements : elle y prend part activement lors du putsch raté d'août 1991, lorsque des communistes orthodoxes, civils et militaires, tentent de s'emparer du pouvoir et de mettre un terme aux réformes de M. Mikhaïl Gorbatchev. En voyage en Crimée, et présenté par les putschistes comme souffrant, le premier secrétaire se trouve assigné à résidence. Quant à Boris Eltsine, alors président de la République soviétique de Russie (RSFSR), il se barricade dans la « Maison blanche », où siège la Chambre haute de la RSFSR. Avec l'appui d'une partie du KGB, les putschistes musellent l'information pour retarder les réactions de l'opinion publique occidentale et de la population soviétique. Ils coupent les lignes téléphoniques internationales et remplacent les émissions télévisées et radiophoniques par des opéras qui tournent en boucle, tout juste interrompus par de laconiques bulletins d'information émis par les auteurs du coup d'État. Les agents du KGB ont cependant

oublié de couper la ligne automatique de M. Soldatov – sans doute parce qu'ils n'imaginaient pas qu'une ligne accessible de l'Institut de recherches nucléaires pourrait véhiculer des informations subversives.

Dès lors, Relkom devient l'un des seuls canaux de discussion et d'information en temps réel sur la situation. Les forums soviétiques voient affluer journalistes et universitaires occidentaux inquiets de la situation à Moscou. Les utilisateurs leur racontent ce qu'ils observent de leur fenêtre, voire diffusent vers l'étranger et les provinces les communiqués rédigés par Eltsine, alors encerclé par des troupes spéciales prêtes à donner l'assaut. Pendant les trois jours que dure le putsch, le réseau saturé s'impose ainsi comme le théâtre de la première rébellion numérique de l'histoire. Les utilisateurs soviétiques de Relkom ont conscience des dangers qu'ils encourent : « *Nous transmettons assez d'informations pour nous envoyer en prison pour le restant de nos jours* », écrit l'un d'eux à un journaliste occidental (7).

L'expérience Relkom a déterminé bien des évolutions futures, notamment l'organisation de l'infrastructure du Runet. Installé en banlieue de Moscou, dans un bâtiment de l'Institut de recherches nucléaires connu sous le nom de M9, le dispositif Kremvax, qui permettait aux utilisateurs de se connecter à des serveurs étrangers, se limitait à l'origine au fameux ordinateur et à son modem, tous deux rangés dans un recoin de l'immeuble. Après la fin de l'Union soviétique, tandis que le nombre d'utilisateurs augmente, le dispositif s'étend : les serveurs emplissent bientôt toute la pièce où se trouve Kremvax, puis tout l'étage, et finalement tout le bâtiment. Aujourd'hui, le M9 constitue le centre nerveux du Web russophone : la quasi-totalité des connexions émises de Russie ou d'Asie centrale transitent par ce bâtiment ultrasécurisé.

Relkom a également permis l'émergence de la toute première génération d'entrepreneurs du Web. Futur fondateur et dirigeant de Yandex, M. Arkadi Voloj découvre le réseau en août 1991, quand, désireux de prendre des nouvelles de ses proches, il cherche à contourner le blo-

cage de l'information. Il utilise alors pour la première fois le système de communication par ordinateur sur lequel il bâtira son empire.

En 1993, alors que le volume d'informations transitant par Internet commence à augmenter, M. Voloj crée Yandex (pour *yet another index*). Ce service d'indexation des contenus gagne en popularité, au détriment des solutions occidentales, qui ne parviennent pas à s'imposer sur le marché intérieur. L'Ouest connaît à cette époque la première révolution Internet ; des moteurs de recherche comme Lycos ou Yahoo envahissent la Toile mondiale, mais ils peinent à s'implanter en Russie.

Plusieurs raisons à cela. L'espace post-soviétique, et la Russie en particulier, conserve les stigmates de décennies de cloisonnement et de contrôle de l'information. Les câbles le reliant à l'Europe et aux États-Unis demeurent peu nombreux et de mauvaise qualité, ce qui limite le développement des services hébergés en Occident. Dans beaucoup de domaines, les Russes se voient donc contraints de développer leurs propres services. D'où

serveurs en raison des limitations de bande passante, ils développent des codes de conduite et d'expression spécifiques qui les différencient encore aujourd'hui des autres joueurs.

La culture scientifique intervient également dans cette affaire. Tout au long de la guerre froide, l'emprise du complexe militaro-industriel soviétique – en nombre d'employés, d'ingénieurs et de cadres – et la mise en valeur des formations technologiques ont prédisposé une part significative de la population à s'approprier rapidement l'informatique. À l'époque soviétique, les instituts techniques de province dispensant des formations courtes jouissaient d'une grande popularité ; nombre de citoyens possédaient les prérequis nécessaires à l'utilisation de systèmes d'exploitation alors complexes.

À la fin des années 1990, la société russe, globalement mieux formée à l'informatique que les populations occidentales, endure une précarité de masse qui formera le terreau d'une autre spécialité numérique nationale : la cybercriminalité. Pour beaucoup d'informaticiens amateurs ou professionnels qui refusent d'émigrer en Europe ou aux États-Unis afin de s'assurer des revenus décents, le piratage de cartes bancaires représente un moyen d'enrichissement quasi irrésistible. Des mafias s'organisent et se développent autour de ces activités. Soixante pour cent des cybercrimes commis dans le monde au début des années 2000 ont ainsi été imputés au Russian Business Network (8). Nombre des pirates impliqués dans les cyberattaques menées aux États-Unis (notamment celle contre le Comité national démocrate en 2016) et en Europe pourraient provenir de ce milieu.

Au début des années 2000, le Runet entame une nouvelle phase. La rente énergétique crée un environnement favorable aux investissements et ouvre une longue période de croissance. Le pays entre de plain-pied dans la deuxième révolution Internet (ou Web 2.0), caractérisée par l'explosion des réseaux sociaux et l'émergence des moteurs de recherche algorithmiques, tels que Google. Le problème du manque de câbles reliant la Russie au reste du monde est définitivement réglé en 2005, avec l'inauguration d'une dorsale de fibre optique cruciale pour le développement du Net russe. Baptisé TEA (Trans-Europe-Asie), ce câble relie Londres à Hongkong en suivant le tracé du Transsibérien, puis du Transmandchourien. La Russie passe alors d'un statut de périphérie numérique à celui de pièce centrale dans le dispositif d'échange de données entre l'Europe et l'Asie.

La concurrence occidentale n'a pas pour autant emporté les services nés dans les années 1990 et au début des années 2000. Bien au contraire. Le développement mondial de Facebook va de pair avec celui de VKontakte. Et Yandex conserve même en Russie une longueur d'avance sur Google : tandis que les algorithmes du moteur de recherche de M. Voloj étaient dès l'origine calibrés pour le russe, ceux du géant américain ont longtemps été incapables de distinguer différents cas de déclinaison de cette langue...

Après une période d'ouverture et de coopération intense avec les entreprises occidentales sous la présidence de M. Dmitri Medvedev (2008-2012), le pays a connu un raidissement de ses relations avec l'Ouest. Les spécificités du Runet sont alors devenues un instrument au service de la politique internationale du Kremlin, qui a fait de l'espace numérique un lieu de projection de ses ambitions de puissance. Sur ce terrain, la Russie ne manque pas d'atouts.

KEVIN LIMONIER.

(6) Selon les statistiques du Goskomstat de l'époque. Le prix faramineux des ordinateurs s'explique en partie par l'embargo sur les produits électroniques appliqué par les États-Unis après l'invasion de l'Afghanistan (1979).

(7) Base d'archives du forum talk.politics.soviet, 20 août 1991.

(8) Peter Warren, « Hunt for Russia's Web criminals », *The Guardian*, Londres, 15 novembre 2007.



PAVEL PEPPERSTEIN. – « Two Russian Dolls on a Green Leg » (Deux Poupées russes sur une jambe verte), 2016 (image recentrée)

Le fantôme de Katharina Blum

DIFFUSÉ à plus d'un million et demi d'exemplaires, le quotidien allemand *Bild* perpétue une vieille tradition décrite en 1974 par l'écrivain Heinrich Böll dans *L'Honneur perdu de Katharina Blum* : le journalisme de délation. Coupable d'avoir hébergé un homme recherché par la police, l'héroïne voit son existence ruinée par une presse de racolage inféodée aux forces de l'ordre.

Quarante-trois ans plus tard, le 10 juillet dernier, au lendemain des affrontements survenus à Hambourg en marge des manifestations contre le sommet du G20, *Bild* publie à la « une » les photographies d'individus ayant pris part aux échauffourées, leurs visages agrandis dans un encadré. Et ce gros titre : « Recherchés ! Qui connaît ces criminels du G20 ? Communiquez vos informations au poste de police le plus proche ». Le trombinoscope et l'appel à témoins se prolongent en pages intérieures, accompagnés d'une promesse d'anonymat pour les délateurs. Après l'effort, le réconfort. Sous le logo du journal, entouré d'un ruban « Solidarité avec la police », le lecteur découvre le poster pleine page d'un petit enfant qui offre une fleur à un agent antiémeute, avec ce titre : « Merci la police ! »

Ce n'est qu'un début. Le lendemain (11 juillet), *Bild* triomphe : un lanceur de pavé cloué au pilori de la « une », visage découvert, s'est livré aux autorités. Le groupe Axel Springer, propriétaire du quotidien, lance alors une opération inédite : « Aidez les policiers ! », claironne la manchette. « Ils ont combattu infatigablement, mais n'ont parfois eu aucune chance face aux criminels agressifs : presque cinq cents policiers ont été blessés en intervention lors du sommet du G20 à Hambourg. Aujourd'hui, *Bild* et le syndicat de la police

veulent aider ces fonctionnaires – avec vous ! Vous souhaitez soutenir les policiers blessés ? Envoyez vos dons (chaque centime compte !) par virement sur le compte suivant, à l'ordre d'Axel Springer SE ». Le 15 juillet, le tabloïd plastronne : « Un grand merci aux lecteurs de *Bild* ! Des vacances offertes à chaque policier blessé lors du G20 ».

La veille, sur un site d'information, une enquête (1) dévoilait la grossière surévaluation du chiffre officiel de 476 policiers blessés, repris sans vérification par les médias du monde entier. Ce nombre inclut en effet l'ensemble des blessures et des maladies déclarées par les fonctionnaires mobilisés pour le G20 entre le 21 juin et le 10 juillet. Mais, si l'on s'en tient à la seule période des manifestations, du 6 au 9 juillet, on ne compte plus que 231 policiers blessés. Nombre d'entre eux, admettent les autorités, furent victimes de déshydratation, de troubles circulatoires ou d'exposition à leurs propres gaz lacrymogènes. En définitive, 455 des 476 fonctionnaires avaient repris le travail le jour même ou le lendemain, après de brefs soins sur place. Aucun bilan des manifestants blessés n'a été publié.

« Si certaines pratiques journalistiques décrites dans ces pages présentent des ressemblances avec celles du journal *Bild*, prévenait Heinrich Böll en ouverture de son roman, ces ressemblances ne sont ni intentionnelles ni fortuites, mais tout bonnement inévitables. » Et, semble-t-il, intemporelles.

PIERRE RIMBERT.

(1) Marcus Engert, « Während der G20-Proteste wurden weniger Polizisten verletzt, als die Polizei behauptet », *BuzzFeed News*, 14 juillet 2017.

la naissance de Yandex, mais aussi de bien d'autres sites moins connus.

Dans les années 1990, la faiblesse des infrastructures numériques découle en outre des réticences des investisseurs étrangers à s'installer en Russie. Le système juridique du pays demeure peu sûr ; son économie, instable. Les géants de la Silicon Valley s'en détournent et laissent le champ libre aux initiatives locales. Aussi le marché de l'accès à Internet se partage-t-il au départ entre quelques géants nationaux des télécoms et une kyrielle de structures régionales, voire municipales. Aujourd'hui encore, on compte plus de treize mille fournisseurs d'accès à Internet, contre une dizaine en France : de nombreuses villes disposent non seulement de leurs propres compagnies locales, mais également de sortes d'intranets municipaux, avec des sites et des contenus exclusivement consultables dans l'agglomération.

Malgré la crise et la vétusté de ses installations, la Russie n'a pas échappé au boom d'Internet de la fin des années 1990. Mais celui-ci est intervenu en marge de la Toile mondialisée, ce qui accentue certaines particularités nationales relatives à la pratique culturelle et technique du réseau. Ainsi, la réputation sulfureuse des Russes dans le monde des jeux en ligne date de cette époque : contraints de jouer sur leurs propres





LITTÉRATURES

EUROPE

LES GENS D'AUTREFOIS. La noblesse russe dans la société soviétique. – Sofia Tchouikina

Belin, Paris, 2017, 352 pages, 23,50 euros.

Fils d'une famille noble appauvrie, Boris Vladimirovitch est enseignant dans une école militaire quand éclate la révolution d'Octobre. Incarcéré en 1921, il est tiré de prison par l'administration locale, qui cherche alors un directeur d'orchestre pour son Palais du travail. Il changera huit fois de métier. À travers le récit de destins que l'histoire a fait dérailler dans des directions imprévues, Sofia Tchouikina étudie la manière dont les «gens d'autrefois» (*byvchie lioudi*) s'adaptent au nouveau régime.

Botanistes, employés de théâtre, gardiens de musée qui s'installent dans les anciennes demeures dont ils ont été expropriés, précepteurs «au noir» pour leurs voisins prolétaires, ils convertissent leurs compétences mondaines en moyen de subsistance, de préférence au sein de «niches» où ils retrouvent un semblant d'entre-soi. Dans les instituts naissants, mêlés aux enfants de paysans et d'ouvriers promus par le régime, certains parmi les plus jeunes s'assimilent à la nouvelle classe moyenne et à ses valeurs, coupant alors les ponts avec leur passé noble. Une plongée saisissante dans la fabrique de la société soviétique.

HÉLÈNE RICHARD

LA RÉVOLUTION, LE FÉMINISME, L'AMOUR ET LA LIBERTÉ. – Alexandra Kollontai

Le Temps des cerises, Montreuil, 2017, 334 pages, 13 euros.

Comme commissaire du peuple (ministre) aux affaires sociales du jeune État bolchevique puis responsable du secteur féminin du Parti, Alexandra Kollontai (1872-1952) a posé – dès les années 1920 et en pleine guerre civile – les bases du premier système de soins gratuits pour les mères, légalisé l'avortement, élargi le droit de voter et d'être élu aux femmes, établi le divorce par consentement mutuel. Cet ouvrage rassemble plusieurs textes autobiographiques et programmatiques de la dirigeante communiste, témoins d'une pensée originale mariant féminisme et socialisme.

Un regret : la préface, qui en dresse une évocation trop romantique. On se serait passé du portrait «*élogieux*» (sic) qu'en fait Jacques Sadoul. L'avocat français, qui la rencontre en 1917, en vient à méditer sur «*les formes harmonieuses d'un corps long et souple*» et «*les conséquences politiques de l'accès de jolies femmes au pouvoir*»...

H. R.

AMÉRIQUES

CHE GUEVARA. Ombres et lumières d'un révolutionnaire. – Samuel Farber

Syllepse, Paris, 2017, 178 pages, 18 euros.

Loin d'être une biographie de plus d'Ernesto «Che» Guevara, cet essai dépoussière l'icône et en ravive le chromatisme. Écrit par un intellectuel marxiste né à Cuba, il propose un éclairage original des idées politiques du guérillero et de l'homme d'État qu'il fut un temps. Sur le chemin du pouvoir, Guevara sera influencé par les conceptions marxistes – dans une certaine mesure du moins, tant il adaptera selon les réalités du terrain la théorie à la praxis et gardera chevillée au corps une conception particulière de la construction du socialisme cubain.

Ce portrait politique au cordeau d'un homme pour qui, à la différence de ce qu'affirme Lénine, on ne doit pas «*toujours attendre que soient réunies toutes les conditions pour faire la révolution*», s'accompagne d'une réflexion sur la relation entre révolution, socialisme et démocratie, à l'aune de l'expérience menée sur l'île caribéenne.

GUILLAUME BEAULANDE

CHILI ACTUEL. Gouverner et résister dans une société néolibérale. – Sous la direction d'Antoine Faure, Franck Gaudichaud, María Cossette Godoy H., Fabiola Miranda P. et René Jara R.

L'Harmattan, Paris, 2017, 280 pages, 29 euros.

S'ouvrant sur le coup d'État contre Salvador Allende en 1973, cet ouvrage questionne tant la permanence et les spécificités de l'ordre néolibéral au Chili que les résistances qu'il provoque. Défini comme «*hégémonie*», modèle d'accumulation économique et «*art*» de gouverner, le néolibéralisme mis en place sous la dictature d'Augusto Pinochet a été un véritable laboratoire pour le continent. Malgré la tenue d'élections démocratiques à partir de 1989, les politiques de libre-échange, de privatisation et de marchandisation des services publics ont été approfondies.

La «*révolution capitaliste*» chilienne a ainsi, selon Antoine Faure et Franck Gaudichaud, engendré des subjectivités et des «*pratiques propres à l'âge néolibéral du gouvernement des sociétés et des individus*». Plusieurs acteurs sociaux reprennent aujourd'hui les revendications historiques de la gauche chilienne et inventent de nouvelles formes de lutte face à un adversaire considéré «*comme un obstacle à toute démocratisation réelle du Chili post-autoritaire*».

JEAN HARDOUN-DOMPNIER

ASIE

THE MALAYAN EMERGENCY. Essays on a Small, Distant War. – Souchou Yao

Nordic Institute of Asian Studies (NIAS) Press, Copenhague, 2016, 178 pages, 25 dollars.

En juin 1948, le Parti communiste de Malaisie (PCM) déclenche contre le colonisateur britannique une insurrection qui durera une douzaine d'années. Cette guérilla d'inspiration maoïste ne fera pas partie des révolutions qui bouleverseront l'Extrême-Orient : le Royaume-Uni concédera bien l'indépendance, mais à une bourgeoisie favorable à ses intérêts. L'anthropologue Souchou Yao attribue l'échec des insurgés à trois facteurs : la politique de déportation menée par les autorités ; la faible conscience de classe des paysans ; surtout, l'impossibilité pour le PCM d'élargir son audience au-delà des Chinois. Pour souligner combien cette période fondatrice explique l'actuelle division ethnique de la société malaisienne, l'auteur ne s'interdit pas l'anecdote familiale (il est fils d'immigrés hakkas). Son essai conclut à un processus inachevé : «*Nous croyons encore, dans l'ensemble, à la belle histoire de l'Empire britannique : à sa culture, sa bienveillance, sa générosité politique.*»

XAVIER MONTHÉARD

LE TOUR DE CHINE EN 80 ANS. – Jacques Pimpaneau

L'Innommable, Montreuil, 2017, 128 pages, 10 euros.

Esprit curieux et très fin connaisseur de la culture chinoise, l'auteur, qui a effectué de nombreux séjours en Chine, nous fait part, à l'orée de ses 80 ans, de sa passion pour ce pays-continent tout en ayant un regard critique sur l'évolution de son régime politique. Bien qu'affichant ses sympathies libertaires et «*vacciné contre l'épidémie maoïste*» il estime qu'aujourd'hui, même si «*les droits de l'homme sont bafoués et les inégalités économiques scandaleuses*», la plupart des Chinois «*n'ont plus peur les uns des autres, osent débattre ouvertement et rigolent quand on leur parle de socialisme*». Marqué par la lecture de *La Condition humaine*, d'André Malraux, et de *L'Espèce humaine*, de Robert Antelme, il insiste sur le respect de l'autre «*comme un être à la fois différent et identique de nous, la différence entre les cultures étant bien moindre que celle qui existe partout entre classes sociales*». Le parcours singulier de Jacques Pimpaneau ainsi relaté à petites touches est un régal.

JEAN-JACQUES GANDINI

KAZAKHSTAN. Jeune nation entre Chine, Russie et Europe. – Lise Barcellini

Ateliers Henry Dougier, Paris, 2017, 160 pages, 14 euros.

À travers une série d'entretiens avec des personnalités locales, connues et moins connues, cet ouvrage explore l'identité du Kazakhstan, jeune république postsoviétique. Les dérivés de l'époque socialiste – marquée par la grande famine de 1932, l'assèchement de la mer d'Aral et les essais nucléaires dans le polygone de Semipalatinsk – ont aussi, paradoxalement, tissé la richesse de sa société : cent vingt ethnies, le pays ayant été le lieu de déportations massives sous Joseph Staline. Véritable icône, M. Toktar Aubakirov, le premier Kazakh à avoir effectué une mission dans l'espace, le 2 octobre 1991, quelques semaines avant l'indépendance, a conscience de symboliser une fierté nationale à reconquérir. «*Je représente le peuple du Kazakhstan, affirme-t-il. En retour, il me respecte et je n'ai pas le droit de le décevoir.*» Forte de ses ressources énergétiques, la première économie d'Asie centrale affiche ses ambitions mais dépend des investissements étrangers.

ARTHUR FOUCHÈRE

AFRIQUE

AFRICA UNITE! Une histoire du panafricanisme. – Amzat Boukari-Yabara

La Découverte, Paris, 2017, 371 pages, 12,50 euros.

Ouvrage de référence sur le panafricanisme, *Africa Unite!* (seconde édition) donne à voir les multiples facettes d'un courant d'idées protéiforme «*au service de la libération de l'Afrique et de l'émancipation des Noirs à travers le monde*». L'historien Amzat Boukari-Yabara présente les diasporas africaines qui, à travers leur exil, forgent bien souvent dans la douleur concepts et mouvements. Il raconte aussi les parcours des grands leaders, de Kwame Nkrumah à Patrice Lumumba, de Julius Nyerere à Thomas Sankara. L'épopée nord-américaine, de Martin Luther King à Malcolm X ou à Stokely Carmichael, n'est pas oubliée. Après les géants, dont Nelson Mandela fut le dernier représentant, l'avenir est sans doute à un panafricanisme des peuples via les réseaux sociaux, qui inquiète déjà les stratèges de la domination. L'ouvrage aurait sans doute gagné à mettre davantage l'accent, au-delà des évolutions historiques, sur les contradictions du mouvement, dont l'assassinat de Malcolm X par des tueurs de Nation of Islam reste un symbole tragique.

MICHEL GALY

SÉNÉGAL, LE TRAVAIL DANS TOUS SES ÉTATS. – Eveline Baumann

Presses universitaires de Rennes, 2016, 352 pages, 24 euros.

C'est au milieu des années 1990, lorsque les politiques d'ajustement structurel battent leur plein au Sénégal (comme ailleurs en Afrique), que la chercheuse en socio-économie Eveline Baumann commence ses enquêtes de terrain. Depuis, elle n'a cessé de suivre les mutations du Sénégal. Revenus, scolarité, exploitation des ressources naturelles, travail, petits boulots, économie informelle, formation professionnelle, protection sociale, etc. : son ouvrage décrit le foisonnement interactif de toutes ces facettes d'une société traversée par des logiques et réalités souvent contradictoires. Sans oublier l'impact des politiques publiques qui cherchent à dynamiser la création d'emplois et d'activités dans cette partie de l'Afrique de l'Ouest. Au-delà du cas du Sénégal, cet ouvrage est une contribution aux débats sur l'évolution des sociétés des pays du Sud, en Afrique comme ailleurs.

OLIVIER PIOT

THIAROYE 1944. Histoire et mémoire d'un massacre colonial. – Martin Mourre

Presses universitaires de Rennes, 2017, 240 pages, 20 euros.

Le 1^{er} décembre 1944, au camp de Thiaroye, près de Dakar, plusieurs dizaines (sans doute plus) de tirailleurs sénégalais, soldats de l'empire français, trouvèrent la mort. Plus de soixante-dix ans après, le président François Hollande remettait à son homologue sénégalais Macky Sall les archives françaises relatives à ces événements. Le travail des historiens permet d'en savoir plus. Ainsi, Martin Mourre montre que le massacre de Thiaroye fut bel et bien une tuerie organisée par les officiers coloniaux présents à Dakar, et non la répression d'une mutinerie, comme l'a longtemps prétendu l'armée française. Tiré de sa thèse, ce livre retrace les mécanismes et les étapes des représentations associées depuis sept décennies aux «*martyrs de Thiaroye*», au fil d'un travail minutieux et salubre, véritable «*anthropologie historique d'un massacre d'État*». L'auteur suit les mutations des imaginaires (français et sénégalais) qui ont gravité autour de cette tragédie, faisant de Thiaroye une sorte de paradigme de la mémoire coloniale.

O. P.

BIOGRAPHIE

Good Guy et «bad boy»

Pour nombre d'homosexuels, adolescents dans les années 1970, Guy Hocquenghem (1946-1988) fut d'abord un visage et deux mots. Le visage hypercool d'un jeune homme, tignasse bouclée de pâte grec, bouille narquoise, col roulé et veste de cuir ; et les deux mots, «*révolution*» des «*homosexuels*», qui s'affichaient dans les pages du *Nouvel Observateur*, début 1972, où il publia une sorte d'autoportrait. Le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), dont il fut la figure la plus en vue, tenait alors ses assemblées générales du côté des Beaux-Arts de Paris.

Il y a donc quelque chose de profondément émouvant à retrouver cette photographie, retraitée en magenta et jaune, en couverture d'*Un journal de rêve* (1), recueil d'articles d'Hocquenghem écrits entre 1970 et 1987, sélectionnés par Antoine Idier, sociologue et historien des idées. Celui-ci publie simultanément la première biographie consacrée au journaliste et polémiste, aiguillon dans les années post-68 de l'extrême gauche radicale, plus précisément d'un courant qualifié souvent avec mépris de «*désirant*». C'était là l'expression d'une homophobie répandue dans la société française et du refus de la majorité des gauchistes d'affronter la normalité bourgeoise de la sexualité, qui n'avait pas beaucoup évolué depuis l'après-guerre. Mais cette normalité commençait au début des années 1970 à marquer le pas, sous les directs du gauche d'Hocquenghem. L'intérêt et le charme du travail d'Antoine Idier sont d'offrir au

lecteur la possibilité, avec *Les Vies de Guy Hocquenghem*, judicieusement sous-titré *Politique, sexualité, culture* (2), de faire des allers et retours entre la biographie et le recueil d'articles. On saisit alors à quel point il fut un chroniqueur aiguisé plutôt qu'un penseur, un homme d'humeur plutôt que d'amour, un individualiste égotiste plutôt qu'un acteur collectif. Cette posture du chroniqueur, en soi passionnante, permet à Hocquenghem de ne rien s'interdire dans les sujets qu'il traite, de Michel Platini à Pier Paolo Pasolini, de la «*nouvelle droite*» à la « *paresse de la gauche*». Sa liberté de ton, avec une capacité d'affirmation de points de vue à vif, cassants, paradoxaux, nourris d'exaspération, qui n'existe plus guère dans la presse française, lui vaudra de nombreux et farouches détracteurs. Qu'il ne ménageait pas en retour, secouant l'après-Mai intellectuel, décrypté ici avec brio. L'auteur revient en particulier sur les débats houleux autour du livre de Gilles Deleuze et Félix Guattari *L'Anti-Édipe*, et sur les affrontements avec les féministes. Pour Hocquenghem, la conception hétérosexuelle de l'homosexualité par la psychanalyse et le féminisme empêchaient la «*lecture minoritaire*» qu'il élaborait. Il se sentait parfois brisé, mais assumait ses positions sur des questions aussi controversées que la sexualité des enfants ou le plaisir à prendre du plaisir avec les minorités (raciales comme sexuelles).

Le conformisme journalistique sera aussi l'une de ses cibles privilégiées, notamment dans ses critiques

Amoureux de la loi et d'une trans

La Double Vie de Jesús
d'Enrique Serna

Traduit de l'espagnol (Mexique)
par François Gaudry,
Métailié, Paris, 2016,
320 pages, 21 euros.

ROMAN NOIR, roman de mœurs, récit picaresque, c'est tout cela ensemble, cette *Double Vie de Jesús* dont la trame plonge dans le Mexique contemporain comme dans un chaudron bouillonnant.

Jesús Pastrana est un fonctionnaire municipal modèle. À la quarantaine, après vingt ans de bons et loyaux services, il s'abandonne «*aux douces divagations de la rêverie politique*» et aspire à devenir maire de sa ville de Cuernavaca. Il a un atout : celui qu'on surnomme «*le Sacristain*» est commissaire aux comptes, et sa dénonciation du système de corruption local lui vaut une belle réputation. Car à Cuernavaca, dans l'État de Morelos, le narcotrafic et la complicité des dirigeants ravagent la ville.

Mais cette réputation constitue a priori un obstacle majeur aux ambitions de Jesús : la preuve, les caciques lui préfèrent un candidat bien sanglé dans la corruption. C'est compter sans le jeu des cartels locaux : deux bandes de narco-trafiquants, les Tecuanes et les Culebros, s'affrontent, faisant de la ville un très sanglant champ de lutte. Des documents transmis à Jesús par la main invisible du crime dévoilent la corruption du candidat ; à contrecœur, les dirigeants politiques mettent en selle notre héros.

C'est là un des axes de ce roman, le quatrième traduit en français d'un auteur attaché à peindre féroce, sans retenue mais sans parti pris, la réalité contrastée de son pays (1) : une campagne électorale dans une commune livrée à l'anarchie et à la misère, où Jesús va affronter les coups bas ; où son inexpérience politique et sa naïveté sont contrebalancées par le soutien d'un petit nombre de fidèles et par l'idéal d'auto-organisation du peuple, conjugués à ce qu'il faut bien appeler, faute de mot plus adéquat, la foi politique de Jesús, lui qui se définit comme «*un mystique de la loi*». Et cela malgré la tâche originelle de sa campagne électorale : le don anonyme (mais mafieux) de 250 000 dollars en petites coupures, un cadeau empoisonné dont il ne sait comment se défaire...

Mais le roman ne s'en tient pas à ce seul thème : il déploie aussi une tout autre dimension, plus intime, qui explicite son titre. Car Jesús arrive au terme de sa relation avec sa femme. Il a échoué dans sa tentative de «*dégel érotique*» et, lors d'un repas d'anciens élèves de son lycée, lui reviennent ses premiers émois. Mais ces élans étaient homosexuels et il les avait vite refoulés, en cherchant à faire disparaître le plaisir du premier baiser adolescent sous la lecture ostentatoire et solitaire de *La Vie de Jésus* d'Ernest Renan... Peu après ces réminiscences, sa première candidature est refusée. Frustré, il couche avec une prostituée trans, Leslie, dont il tombe très vite amoureux, au point de quitter femme et enfants – à son corps défendant, car il est bien sûr un père aimant. L'affaire se complique quand il découvre que Leslie a un frère jumeau, qui n'est autre que le chef du gang des Tecuanes... Comment vivre son amour (caché) avec une trans tout en battant l'estrade électorale ? Jesús est ballotté entre les montagnes russes des tracas de sa campagne et sa relation tumultueuse avec Leslie. Accents tragico-comiques pour une puissante intrigue double... On se pressera d'en rire, de peur d'être obligé d'en pleurer.

BERNARD DAGUERRE.

(1) Après notamment *La Peur des bêtes*, Phébus, Paris, 2006, et *Quand je serai roi*, Métailié, Paris, 2009, tous deux en poche aux éditions Points.

de la télévision publiées dans *Libération*. Chroniqueur de presse, il explora aussi le cinéma, avec l'incroyable *Race d'Ép*, réalisé avec Lionel Soukaz ; publia de nombreux livres, essais et romans, contribua au numéro de *Recherches*, la revue dirigée par Guattari, titré «*Trois milliards de pervers*», qui fut rapidement interdit. Tout lui était bon à prendre afin de s'exprimer. Cela donne, avec le recul, un côté extrêmement désordonné à son travail. Antoine Idier ne cherche pas à y remettre de l'ordre, ce qui serait un contresens, mais à y déceler une trajectoire. De René Schérer à Walter Benjamin, de Jean-Louis Bory à Gilles Deleuze, des bordels SM de New York aux studios d'Europe 1, du réjouissant *Désir homosexuel* en 1972 à la jolissime *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* en 1986, publiée au crépuscule d'une courte vie tuée par le sida, Hocquenghem se comprend non pas comme un théoricien, mais comme un acteur du social. Charmeur évidemment, ambigu et pénible parfois, tête à claques qu'on avait souvent envie d'embrasser, il aimait pousser à bout, y compris ses partisans et amis. Good Guy et bad boy.

JEAN STERN.

(1) Guy Hocquenghem, *Un journal de rêve*, postface d'Antoine Idier, Gallimard, coll. «*Verticales*», Paris, 2017, 320 pages, 22 euros.

(2) Antoine Idier, *Les Vies de Guy Hocquenghem. Politique, sexualité, culture*, Fayard, Paris, 2017, 354 pages, 22 euros.



DU MONDE

Le magicien et les vétérans

Cris de guerre Avenue C
de Jerome Charyn

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marc Chénétier,
Mercure de France, Paris, 2016,
428 pages, 25,80 euros.

O N'EN FINIT PAS de redécouvrir Jerome Charyn, écrivain américain majeur pourtant plus célébré en Europe que chez lui. Connus surtout pour ses romans mettant en scène le superpolicier juif new-yorkais Isaac Sidel (*Zyeux-Bleus*, *Marilyn la Dingue*, *Isaac le mystérieux*...), publiés par Gallimard en « Série noire », cet octogénaire qui vit à New York après un long séjour en France flirte en permanence avec l'ange du bizarre. Ses intrigues sont prétextes à l'accumulation de digressions, à l'invasion de dizaines de personnages délirants. « Il avait les doigts bruns. Il aimait se rouler du tabac dans la main. Il allumait une cigarette, en tirait une bouffée, puis il déchirait le papier, comme s'il dépouillait un animal vivant. Tel était Nika Nikolayevich Troubnoy. Il avait toutes les caractéristiques d'un poète, tics, doigts bruns, les yeux exsangues, mais Prof aurait juré que ce Troubnoy n'avait jamais écrit la moindre ligne. Il faisait trop poète pour se soucier de poésie. » Michel Lebrun disait de Charyn, dans la revue *Polar*: « C'est un Pagnol juif de Brooklyn qui aurait eu Groucho Marx pour professeur. » De cette quête de l'étrange, ce roman, publié en 1985 aux États-Unis, est sans doute l'un des plus beaux exemples.

Charyn l'a écrit quand, pris d'empathie pour les soldats américains perdus dans les rets d'une guerre du Vietnam qu'ils ne voulaient pas faire et dans un pays qu'ils ne comprenaient pas, tout en essayant d'en faire un petit coin d'Amérique, il a eu l'idée de transposer le conflit dans Alphabetville, le quartier le plus dangereux de



New York. « *Les Avenues A, B, C et D forment une espèce d'appendice crasseux du Lower East Side de Manhattan : ces îlots à initiale sont devenus territoire indien, le pays du meurtre et de la cocaïne.* » Dans cet univers, des milices d'adolescents font régner l'ordre. À leur tête se trouve une femme, Sarah Saigon, qui a connu l'aventure militaire du Vietnam comme infirmière. Avec Howie, son grand amour d'enfance, elle tente de trouver sa voie dans un monde que

côtoient aussi une baronne française, un vétéran fortement traumatisé, un ancien dompteur d'ours, des agents secrets qui ne savent plus très bien eux-mêmes s'ils sont doubles ou triples et de nombreux truands.

Charyn semble ne s'être laissé mener par aucune règle dans ce roman, que son compatriote John Irving, grand admirateur, juge à juste titre comme « le plus fou » de ses livres, plus proche de *Catch 22*, de Joseph Heller, ou du *Putain de mort* de Michael Herr que de la « Série noire »... Dans ce texte, le seul où il évoque la guerre, le Vietnam est présent partout, comme une gangrène qui aurait déjà rongé un membre promis à l'amputation, et cette zone perdue de New York n'en est plus que le miroir. Là où d'autres les polissent, Charyn crache les mots comme des éclairs de rage. Il s'autorise toutes les figures de style, de l'allégorie à la répétition, de la description neutre à la métaphore hardie. Tout le livre a la fièvre. Les drogues, qui y sont largement consommées, créent un arrière-plan onirique dans lequel la plupart des héros vont se perdre. Cette écriture *borderline*, à deux doigts de sombrer dans l'incompréhensible, est à chaque fois retenue au bord du gouffre par un magicien qui teste ses limites en même temps qu'il pousse ses personnages.

HUBERT PROLONGEAU.

LITTÉRATURE

Une lumière d'éternité

« JE FAIS PARTIE des rares Portugais qui peuvent se vanter, chaque fois qu'ils déclinent leur identité, d'être du Portugal tout entier », jurait, au soir de sa vie, le poète, romancier et conteur Miguel Torga (1907-1995). Du Portugal tout entier : du peuple et de l'élite, de la montagne et de la plaine, de l'intérieur et de l'extérieur, du corps et de l'âme, de l'avant-hier et de l'après-demain. Européen de cœur et d'esprit effrayé par l'« irresponsabilité de Maastricht », « Portugais hispanique » opposé à l'union ibérique, ce citoyen du monde fier de ses origines, né dans la petite ville de São Martinho de Anta et pas ailleurs, est convaincu, comme il le dit lors d'une conférence prononcée au Brésil en 1954, que « l'universel, c'est le local moins les murs (1) ». Et il célébrera le Trás-os-Montes, sa province natale, dans le nord-est du pays, à travers chacun de ses textes : ses poèmes, son grand roman autobiographique intitulé *La Création du monde* (2),

son journal (3) et ses *Contes et nouveaux contes de la montagne*, réédités aujourd'hui (4).

Chant du monde et des humbles, ces courtes histoires gravées dans la pierre dure et le bois tendre mettent en scène une humanité dont l'écrivain veut se souvenir : des paysans, des bergers, des mendiants, des ivrognes, des curés, des enfants trouvés. Il n'y a pas de dieu dans le ciel de Miguel Torga, mais une lumière d'éternité qui sauve du grotesque les superstitions de son peuple, donnant des allures de légende dorée à chacun de ses récits ciselés avec une économie de moyens qui est tout le contraire de la prose ample et rêveuse de *La Création du monde*. « Depuis ma jeunesse », expliquait l'écrivain dans la préface de la cinquième édition des *Contes et nouveaux contes de la montagne*, « je me bats pour un art aussi pur que possible dans ses moyens et aussi vaste que possible dans ses fins ».

Quarante-cinq contes nous invitent à visiter le Trás-os-Montes comme un « royaume merveilleux » (5) caché tout en haut du Portugal. Un royaume où les animaux et les hommes se réveillent à l'aube frémissants d'impatience, et se couchent à la nuit tombée rassasiés de soleil et de joies païennes. Chez Torga, les saints comme les voleurs sont prudents, réalistes et tendres. « Le temps leur avait donné la clef de cette existence, finalement destinée à endurer la souffrance plutôt qu'à savourer la joie. » Heureusement, il y a le mimosa familial et la fontaine sur la place. Et des malheureux, condamnés « à boire l'eau des ruisseaux et manger des pierres » quand les portes se ferment sur leur passage, qui trouvent le moyen d'allumer des étoiles dans le ciel.

À lire ces récits rustiques dont les protagonistes s'obstinent à croire au bonheur, on découvre que le Portugal rural laminé par les normes économiques et techniques édictées à Bruxelles était un matriarcat d'un genre un peu particulier. Le culte de Notre-Dame de Fátima, apparu en 1917, n'y avait que partiellement fait oublier celui de Diane, dont un temple aux colonnes corinthiennes subsiste à Évora. Jamais, dans les *Contes et nouveaux contes de la montagne*, que l'écrivain a dédiés à son épouse Andrée Crabbé, essayiste et théoricienne de la littérature d'origine belge qui a traduit quelques-uns de ses textes en français, les femmes ne sont sans qualité. L'écrivain prend un plaisir infini à les peindre, à détailler leurs plus aimables attraits, à les faire vivre, aimer, lutter, souffrir et parfois mourir. Il y a Mariana, sortie de la nuit des temps, qui provoque le désir des hommes et leur incompréhension : « La pureté avec laquelle elle se donnait à eux les frappait d'une force créatrice et irresponsable qui les rendait immatériels, comme des dieux lointains » ; Margarida, qu'un lépreux regarde « avec des yeux de mouton bêlant » ; et la fatale Isaura, « mignonne, gaillarde, à rendre le soleil jaloux ».

Des vies minuscules, immenses sous la loupe de l'écrivain.

SÉBASTIEN LAPAUQUE.

(1) Miguel Torga, *L'universel, c'est le local moins les murs*, William Blake & Co, Bordeaux, 2011.

(2) Miguel Torga, *La Création du monde*, Flammarion, coll. « GF », Paris, 1999.

(3) Miguel Torga, *En chair vive. Pages de journal, 1977-1993*, José Corti, Paris, 1997.

(4) Miguel Torga, *Contes de la montagne*, édition intégrale, Chandeigne, Paris, 2017, 384 pages, 22 euros.

(5) « Un royaume merveilleux, Trás-os-Montes », dans *Portugal*, José Corti, Paris, 1996.

GRAPHISME

L'éclat intact de l'affiche polonaise

NI LES DÉCENNIES ni le bouleversement de l'ordre politique n'ont vieilli le travail de Wojciech Zamecznik (1923-1967). Car l'école polonaise de l'affiche, dont il fut l'un des chefs de file, reste caractérisée par la modernité et l'autonomie de ses productions. Parallèlement à l'exposition organisée à Lausanne fin 2016, « Wojciech Zamecznik. La photographie sous toutes ses formes », le catalogue (1) permet de saisir son œuvre à travers la mise en perspective de l'un de ses principaux moyens d'expression : la photographie, matériau central de son travail depuis le milieu des années 1950 jusqu'à sa mort. Le livre rend compte de la diversité de ses recherches : photo-montages, solarisations, inversions positif-négatif, photogrammes et photographie documentaire contribuent ensemble à l'originalité du regard. La richesse de l'approche de l'ouvrage réside dans ce qu'il nous donne à voir le cheminement de l'artiste, grâce à de nombreux négatifs, tirages et travaux préparatoires présentés en regard des affiches. Sans compter les photographies prises au fil des jours, montrant



VLADIMIR SLONSKA-MALVAUD.

(1) Anne Lacoste (sous la dir. de), *Wojciech Zamecznik. La photographie sous toutes ses formes*, Musée de l'Élysée - Noir sur Blanc, Lausanne, 2016, 208 pages, 42 euros.

BIOGRAPHIE

JULES GUESDE. L'anti-Jaurès? – Jean-Numa Ducange

Armand Colin, Paris, 2017,
247 pages, 22,90 euros.

Jules Guesde (1845-1922) n'a pas bonne presse. Pour beaucoup d'historiens, le député du Nord est le double négatif du lumineux Jean Jaurès, le grand prêtre d'un socialisme simpliste, maximaliste et sectaire. Quant à la mémoire militante, elle retient son indifférence au sort d'Alfred Dreyfus, et son entrée en 1914 dans le gouvernement de l'Union sacrée. Jean-Numa Ducange s'efforce de dégager Guesde de cette gangue mémorielle. Il rappelle ses débuts de journaliste radical, son aura quasi prophétique, son rôle essentiel dans l'introduction du marxisme en France, son œuvre d'organisation du mouvement socialiste. Il dépeint un homme plus pragmatique, moins rigide que ne le veut la légende. Il tente de rendre raison de ses choix politiques les plus discutables, non pour le « réhabiliter », mais pour tendre à lui redonner ses vraies dimensions.

ANTONY BURLAUD

ARTS

JEAN-LUC GODARD DANS LA RELÈVE DES ARCHIVES DU MAL. – Saad Chakali

L'Harmattan, Paris, 2017, 264 pages, 27 euros.

Cet ouvrage passionnément érudit se propose d'éclaircir la tâche que s'est fixée le cinéaste Jean-Luc Godard, en particulier dans ses *Histoire(s) du cinéma* (1988-1998) : celle de relever les vaincus de l'histoire par le montage dialectique d'images venues de tous les horizons, du documentaire à la fiction hollywoodienne. Le montage godardien, précise Saad Chakali, ne se réduit jamais à poser une équivalence (par exemple entre Adolf Hitler et Golda Meïr dans une séquence souvent critiquée de *Ici et ailleurs*, film de 1974 réalisé avec Anne-Marie Miéville), mais veut produire la possibilité d'une troisième image, d'une pensée nouvelle chez le spectateur, appelé à imaginer autre chose que ce qui fut. Éminemment éthique, l'œuvre godardienne est ainsi hantée par les cris des victimes, auxquelles le montage offre la possibilité d'une délivrance en rappelant qu'elles ne sont pas condamnées au néant : l'image les sauve de l'oubli, comme à leur tour les vaincus sauvent l'image de sa trivialité spectaculaire.

MEHDI BENALLAL

IDÉES

LE MONDE QUI ÉMERGE. Les alternatives qui peuvent tout changer. – Christophe Aguiton, Geneviève Azam, Elizabeth Peredo et Pablo Solón

Les Liens qui libèrent, Paris, 2017
(sortie le 23 août), 268 pages, prix non indiqué.

Publié par des intellectuels proches de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), cet ouvrage vise à recenser tout ce que le monde de l'émancipation aurait de neuf, de façon à affronter une crise d'emblée présentée comme « systémique ». On y défend donc la décroissance, l'écocritique, la lutte contre le patriarcat et même la démondialisation, que l'une des auteurs présentait toutefois comme un « concept superficiel et dangereux » en 2011... La démarche exclut l'identification d'« une seule alternative englobante », préférant « susciter de nouveaux débats ». Qu'il soit donc permis d'interroger : défenseur de l'idée de « droits de la Terre mère », l'intellectuel bolivien Pablo Solón adosse son raisonnement à une critique de l'anthropocentrisme, selon lequel « les êtres humains sont les seuls à posséder conscience, valeurs et morale ». Mais troquer l'anthropocentrisme pour une forme d'animisme attribuant des qualités proprement humaines à la nature constitue-t-il vraiment un progrès ?

RENAUD LAMBERT

EN QUEL TEMPS VIVONS-NOUS? – Jacques Rancière

La Fabrique, Paris, 2017, 75 pages, 10 euros.

Ce livre-conversation avec Éric Hazan offre un dialogue sur les chemins de l'émancipation et sur le sens du peuple, de la démocratie, de la représentation ou de la révolution esthétique et politique. Jacques Rancière précise à son interlocuteur qu'il ne connaît rien de plus matériel, dans la vie des humains, que l'air, c'est-à-dire la matérialité de l'air du temps : non seulement ensemble de contraintes violentes que nous subissons, dont nous formulons la critique et la riposte immédiates, mêlant indignation sociale et colère populaire, comme réponse à l'urgence de l'étouffement ; mais aussi succession d'inspirations et d'expirations, qui fournissent une réserve d'air, permettant d'envisager de nouvelles pratiques concrètes, actes, comportements et relations inédites.

Dans ce vivant essai, Rancière suggère des logiques d'écart, hypothèses fictionnelles ou propositions de monde permettant une respiration combinatoire, entre battements théoriques et pulsations pratiques, dans un phrasé encore indéfinissable mais déjà perceptible.

ALIOCHA WALD LASOWSKI

LA FIN DE LA MODERNITÉ JUIVE. Histoire d'un tournant conservateur. – Enzo Traverso

La Découverte, Paris, 2016,
192 pages, 10 euros.

En 1917, Léon Trotski, ministre des affaires étrangères de la Russie révolutionnaire, arrive à Brest-Litovsk accompagné de Karl Radek, poursuivi pour propagande défaitiste. Les deux Juifs viennent négocier la paix avec l'Allemagne et se mettent « à distribuer aux soldats ennemis des tracts appelant à la révolution internationale (...). Il faudrait imaginer l'arrivée d'une délégation d'Al-Qaïda à un sommet du G8. Les Juifs alors étaient identifiés au bolchevisme », rappelle malicieusement l'historien Enzo Traverso.

En 1973, la conférence de Paris met un terme officiel à la guerre américaine contre le Vietnam. M. Henry Kissinger, Juif allemand qui a fui le nazisme à l'âge de 15 ans, dirige la délégation américaine. « Les rôles avaient changé, Kissinger ne représentait pas la révolution mais bien plutôt la contre-révolution », observe l'auteur. Entre les deux, cet ouvrage, réédité en poche, balaie un demi-siècle d'histoire du judaïsme international et prend soin de souligner la différence entre critique du sionisme et antisémitisme.

JACQUES KIRSNER

POLITIQUE

UNE LUTTE SANS TRÊVE. – Angela Davis

La Fabrique, Paris, 2016, 187 pages, 15 euros.

Dans ce recueil de textes, Angela Davis met en avant la convergence entre les multiples luttes émancipatrices dans le monde ainsi que l'interconnexion entre leurs notions mobilisatrices : race, classe, genre. Pour mener un combat qui dépasse les frontières nationales, elle nous incite à « globaliser » notre réflexion face à la tendance néolibérale à l'individualisation qui, en sacralisant certaines revendications, les prive de leur caractère collectif.

Elle souligne les rapports structurels qu'entretiennent la violence d'État, la militarisation de la police, la mondialisation de la question du terrorisme et l'économie pénitentiaire, et éclaire les relations entre les systèmes éducatif et de santé et le complexe industriel-carcéral. À la suite de Nelson Mandela, elle plaide pour une action commune, de Ferguson à la Palestine. Toutefois, à force de tirer sur la corde des similitudes, l'analyse à travers le prisme de la justice sociale risque de brouiller les spécificités de certaines luttes, comme celles qu'engendre la condition coloniale.

SBEIH SBEIH



HISTOIRE

L'AFFAIRE TOUVIER. Les révélations des archives. – Bénédicte Vergez-Chaignon

Flammarion, Paris, 2016, 432 pages, 21,90 euros.

Les archives consultées livrent peu sur le Paul Touvier milicien. Pour l'après-Libération apparaît l'impensable collection de hauts clercs et laïques catholiques d'origine locale ou familiale qui, magistrats inclus, évitèrent pendant cinquante ans un procès au chef de la branche lyonnaise de la Milice française. Non par affinités vichystes, mais par charité : l'habile gangster au service de la Gestapo aurait dupé ses sauveteurs, « persuadés de son innocence ». C'est le cadre fixé par le Paul Touvier et l'Église (Fayard, 1992) de la commission Rémond, auquel l'ouvrage doit beaucoup. L'auteur évacue donc le réseau ecclésiastique et laïque né des *ratlines*, filières de sauvetage-recyclage des criminels de guerre organisées par le Vatican dès 1942, financées avant mai 1945 par les États-Unis et soutenues par les appareils d'État de l'Occident. Elle ouvre sans la suivre une piste alléchante : les services spéciaux auraient depuis la Libération protégé le délateur tortionnaire pour user de ses talents.

ANNIE LACROIX-RIZ

RENDRE LES ARMES. Le sort des vaincus, XVI^e-XVII^e siècles. – Paul Vo-Ha

Champ Vallon, Ceyzérieu, 2017, 432 pages, 28 euros.

La *Reddition de Breda*, de Diego Vélasquez, qui commémore cet événement survenu en 1625, montre le vainqueur, le général espagnol Spinola, poser une main magnanime sur le vaincu, le gouverneur hollandais venu lui remettre les clés de la ville. Ce tableau a suscité l'idée qu'à partir de cette première partie du XVII^e siècle – et contrairement à un XVI^e siècle réputé « sauvage » – toutes les redditions de places ou d'armées auraient suivi ce modèle. Or Paul Vo-Ha montre que le siège de Breda n'a nullement marqué une coupure. Il y eut auparavant des redditions honorables, et il y eut, jusque bien au-delà de l'Ancien Régime, des redditions marquées par des pillages, des viols, des massacres, etc. Ces disparités ne s'expliquent que par l'intérêt qu'y trouve le vainqueur : il épargne le vaincu pour s'éviter des représailles, garder intacte une place-forte ; ou, au contraire, il entend priver l'ennemi de ses soldats, faire un exemple... Ce qui en revanche semble nouveau, c'est une prise en compte plus rationnelle des avantages et des inconvénients de la clémence et de la violence.

PHILIPPE ARNAUD

SOCIAL

CONTINGENT REBELLE. Récit d'un réfractaire au service militaire dans les années 1970. – Patrick Schindler

L'Échappée, Paris, 2017, 192 pages, 17 euros.

Né en 1956, Patrick Schindler, anarchiste et antimilitariste, devance en 1974 l'appel sous les drapeaux, comptant que son homosexualité, sa consommation de drogue et un possible piston devraient contribuer à le faire réformer. Il se retrouvera à faire son service militaire dans l'armée de l'air... L'année est marquée par la publication de l'« Appel des cent », bientôt signé par plus de six mille appelés, dont l'auteur, pour l'obtention de droits et de libertés dans l'armée, dont la reconnaissance légale de syndicats de soldats. Schindler évoque ce mouvement social grâce au journal qu'il tenait alors, et qui relate les péripéties de son passage chez les militaires : grève de la faim, organisation d'une protestation collective dans une caserne en lien avec une manifestation de soutien extérieure, prison, etc., sur fond de gauchisme et de rock'n'roll. En parallèle, il reproduit le texte de l'« Appel des cent » et en suit les développements au niveau national. Il fait ainsi revivre un épisode oublié des grands mouvements de contestation post-soixante-huitards, qui précède à la fin du service militaire en 2001.

CHARLES JACQUIER

DVD

Ni Dieu ni maître. Une histoire de l'anarchisme de Tancrède Ramonet

Arte Éditions, Paris, 2017, 221 minutes, 35 euros.

Au fil de deux DVD augmentés d'un livret de soixante-quatre pages, les grands moments de l'anarchisme sont exposés avec rigueur et sérieux, portés notamment par la voix du comédien Redjep Mitrovitsa. De la naissance de ce courant de pensée, avec Pierre-Joseph Proudhon, jusqu'à 1945, date de sa régression, rien ou presque n'est oublié dans *La Volupté de la destruction, 1840-1914* et *La Mémoire des vaincus, 1911-1945*. Le premier volet décrit les actes terroristes avec justesse, et rappelle les raisons qui ont poussé certains à préférer la marmite à renversement à l'action syndicale. Mais c'est avec les luttes syndicales et l'éducation populaire que les idées libertaires vont se répandre dans le monde, donnant parfois naissance à de puissantes organisations, comme en Espagne ou en Argentine. L'anarchisme sera à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle le mouvement révolutionnaire le plus influent sur tous les continents. On regrettera d'ailleurs que l'anarchisme coréen en Mandchourie n'ait été traité que dans les compléments, et que la Bulgarie soit absente.

DIDIER ROY

POLITIQUE

Déclin de la diplomatie française

DEPUIS LE SPECTACULAIRE geste du président Jacques Chirac menaçant de mettre son veto à une résolution des Nations unies soutenant l'agression américaine contre l'Irak en 2003, la diplomatie française a effectué un grand virage sur l'aile. On remarque notamment l'affirmation de l'appartenance au monde « occidental » dirigé par les États-Unis en lieu et place de la recherche d'une trajectoire nationale, la pénétration de préoccupations morales, le rapprochement avec Israël au détriment d'un soutien efficace de la cause palestinienne.

Pour de nombreux observateurs, il s'agit d'un tournant néoconservateur mettant en péril les intérêts hexagonaux mais aussi, dans certains cas, la paix elle-même. C'est le diagnostic de l'ancien ambassadeur de France en Russie Jean de Gliniasty, qui s'alarme d'un « nouvel esprit de croisade » s'opposant « à une vision raisonnée des rapports de forces internationaux, des buts que nous devons poursuivre et des moyens pour y parvenir » (1). Ainsi, en se limitant à la dénonciation, certes vertueuse mais stérile, des crimes commis par le gouvernement syrien, Paris s'est non seulement isolé (fermeture de l'ambassade à Damas) et privé de précieux renseignements de terrain, mais a retardé la fin du conflit. « Aujourd'hui, seule une approche réaliste peut sauver la Syrie du sort atroce qu'elle éprouve quotidiennement et dans lequel les idéologues néoconservateurs, par leur refus de prendre en compte le régime de Bachar Al-Assad au vu de sa nature dictatoriale, ont leur part de responsabilité », écrit Renaud Girard (2), chroniqueur au *Figaro*.

La liste des impasses de la diplomatie morale, incarnée notamment par les ministres des affaires étrangères Bernard Kouchner et Laurent Fabius, s'allonge : l'intransigeance vis-à-vis de Téhéran a marginalisé la France dans les négociations sur le nucléaire iranien ; la condamnation du régime de M. Vladimir Poutine a laissé l'Allemagne aux commandes de la diplomatie européenne. Pour Girard, ces erreurs conduisent à l'« effacement » progressif de la France sur la scène internationale : le petit nombre de journalistes assistant à la conférence de presse du président François Hollande au G20 de Hangzhou, en 2016, tandis que M. Poutine faisait salle comble en fut l'illustration pathétique.

ANNE-CÉCILE ROBERT.

(1) Jean de Gliniasty, *La Diplomatie au péril des « valeurs »*. Pourquoi nous avons eu tout faux avec Trump, Poutine et d'autres..., L'inventaire, Paris, 2017, 160 pages, 16 euros.

(2) Renaud Girard, *Quelle diplomatie pour la France ? Prendre les réalités telles qu'elles sont*, Cerf, Paris, 2017, 144 pages, 9 euros.

(3) Pascal Boniface, *Je t'aimais bien tu sais. Le monde et la France : le désamour ?*, Max Milo, Paris, 2017, 150 pages, 16 euros.

(4) Christian Lequesne, *Ethnographie du Quai d'Orsay. Les pratiques des diplomates français*, CNRS Éditions, Paris, 2017, 258 pages, 24 euros.

DANS LES REVUES

□ **THE ATLANTIC.** Plusieurs articles reprochent au Parti démocrate d'être trop associé au multiculturalisme pour espérer remporter une élection ; une « frappe » préventive américaine contre la Corée du Nord provoquerait un des pires massacres de l'histoire. (Vol. 320, n° 1, juillet-août, dix numéros par an. – 4,95 dollars, Washington, DC, États-Unis.)

□ **MOTHER JONES.** En général mieux inspirée, cette publication de la gauche américaine prétend à son tour que, lors de l'élection de 2016 aux États-Unis, « Donald Trump a activement participé au complot de Vladimir Poutine contre l'Amérique ». (Vol. 42, n° 4, juillet-août, bimestriel, abonnement un an : 32 dollars. – San Francisco, États-Unis.)

□ **QUESTIONS INTERNATIONALES.** La question du « nouveau désordre international » et les multiples facteurs d'une instabilité croissante dans un contexte de panne des grandes institutions mondiales. (N° 85-86, mai, bimestriel, 13 euros. – La Documentation française, Paris.)

□ **POLITIX.** Comment expliquer la multiplication des mouvements d'occupation à travers le monde ? Et quel sens lui donner ? (Vol. 30, n° 117, trimestriel, abonnement : 65 euros. – De Boeck, Liège, Belgique.)

□ **COMMENTAIRE.** L'élection présidentielle de 2017 en France, un séisme politique ; la montée du narcissisme ; l'Amérique de M. Donald Trump ; M. Vladimir Poutine, un héros de conte russe. (N° 158, été, trimestriel, 26 euros. – Paris.)

□ **LES TEMPS MODERNES.** Une plongée dans les « guerres africaines de la France » permet de mieux comprendre la violence coloniale, ainsi que la permanence au XXI^e siècle des relations stratégiques entre Paris et ses anciennes colonies. (N° 693-694, avril-juillet, trimestriel, 29 euros. – Gallimard, Paris.)

□ **ESPRIT.** Une livraison largement consacrée à « sexe après sa révolution » analyse l'ordre du désir, les désordres du plaisir, les formes du capital sexuel, les aventures de la chair. Également au sommaire, la pacification urbaine dans le Brésil contemporain. (N° 436, juillet-août, bimestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY.** En Afrique, les artistes, les militants associatifs, les enseignants et les personnels de santé s'emparent des enjeux liés à la sexualité pour faire reculer les violences. (N° 368-369, juillet-août, mensuel, 3,50 euros. – Paris.)

□ **REVUE PROJET.** Tour d'horizon des politiques de régulation des naissances dans le monde ; le géographe Hervé Le Bras conteste le caractère scientifique des projections démographiques à long terme, issues de la « vieille prétention religieuse à gérer l'avenir ». (N° 359, été, bimestriel, 13 euros. – La Plaine Saint-Denis.)

□ **HOMMES & MIGRATIONS.** Soixante ans après la signature du traité de Rome, en 1957, un dossier revient sur les conséquences de ce texte qui instaura la liberté de circulation en Europe. Également au sommaire : la féminisation de la migration qualifiée. (N° 1317-1318, avril-septembre, trimestriel, 15 euros. – Paris.)

□ **SAHARA INFO.** Quarante-deux ans après la fuite des populations sahraouies de leur terre natale, un reportage de l'association française Camion citerne sur les camps de réfugiés à Tindouf, en Algérie. (N° 172, hors-série, juin, sur abonnement. – Association des Amis de la RASD, Paris.)

□ **NEGUS.** L'empire africain de M. Vincent Bolloré passé au crible. À lire aussi, un dossier consacré à une question iconoclaste : « À qui profite la culture noire en France ? ». La revue plonge dans l'art contemporain africain. (N° 3, mai, 3,90 euros. – La Grosse Machine, Toulouse.)

□ **SOLAL.** Avant sa disparition, survenue le 6 juin dernier, le prêtre et sociologue belge François Houtart s'interrogeait : renvoyer le ministre de la santé vénézuélienne ayant rendu publics les chiffres d'un secteur en déclin était-il le meilleur moyen d'assurer le bien-être de la population ? (N° 103, été, 2 euros. – Caen.)

□ **IMPRECOR.** Un dossier glaçant résume la crise politique vénézuélienne à un conflit entre ancienne et nouvelle bourgeoisie : la première (putschiste, rentière et corrompue) tente de renverser la seconde (« bolivarienne », rentière et corrompue). (N° 639-640, mai-juin, bimestriel, 7,50 euros. – Paris.)

□ **GRESEA ÉCHOS.** Comment s'organise le pouvoir dans les multinationales ? Qui possède les vingt entreprises belges qui composent l'indice-phare de la Bourse ? (N° 90, mars, trimestriel, 6 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **ACTEURS DE L'ÉCONOMIE.** L'éditorial de cette publication proche du patronat lyonnais dénonce les pratiques clientélistes et les arbitrages idéologiques de M. Laurent Wauquiez, le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes (Les Républicains), qui aurait empoisonné le climat social par ses méthodes managériales. (N° 136, 9,50 euros. – Lyon.)

□ **LUTTE DE CLASSE.** La revue mensuelle de Lutte ouvrière relève que le 11 juin 2017, au premier tour des élections législatives, Aubervilliers, municipalité pauvre, a produit 8213 votes exprimés, contre 17980 dans la ville cosuée de Neuilly, alors que sa population est de 30% plus nombreuse. (N° 185, juillet-août, mensuel, 2,50 euros. – Pantin.)

IDÉES

Hello Lénine

À LA VEILLE du centenaire de la révolution d'Octobre, de quoi dispose-t-on – en français – pour se faire une idée de l'impact du « facteur Lénine », comme titrait en avril 2017 une revue russe de vulgarisation historique ? Tout d'abord, des biographies récentes de Dominique Colas (1), Robert Service (2) et Lars Lih (3). Leurs perspectives sont très différentes. Dominique Colas, naguère auteur d'ouvrages consacrés à la théorie politique léniniste, a choisi de se concentrer sur le récit des batailles politiques menées par Lénine entre février 1917 et sa mort. Le livre de Robert Service, traduit de l'anglais, est plus classique et comporte de nombreux éléments issus d'archives récentes. Malheureusement, on perd de vue dans les deux cas les enjeux concrets de Lénine et ses adversaires du moment pour se focaliser sur la reconstitution d'une doctrine ou d'une personnalité. Il n'est pas sûr qu'en se penchant sur son intimité ou sur son dogme on comprenne véritablement le dirigeant engagé dans l'organisation et la conduite d'une force politique dans un contexte révolutionnaire. On trouvera ainsi très peu d'éléments sur le statut spécifique du discours de Lénine – majoritairement constitué de « mots d'ordre » conjoncturels – et ses relais militants, qui seuls permettent de prendre la mesure exacte de son rôle véritable, du poids politique de sa parole ainsi que de ses limites.

Le livre de Lars Lih, également traduit de l'anglais, est plus bref et entend fournir un fil rouge explicatif de sa trajectoire : il aurait cultivé un « scénario héroïque » en trois temps – création d'une organisation, révolution politique, transformation de la guerre en révolution socialiste – témoignant de sa confiance dans les masses et dans le rôle directeur de la classe ouvrière. Lars Lih reprend là des analyses d'un de ses ouvrages antérieurs, consacré à démontrer que Lénine n'est en rien le théoricien d'un parti aux ordres, mais un militant enthousiaste ayant foi en la révolution. On regrettera cependant là encore que la mise en contexte s'efface derrière un schéma finalement assez lâche.

Parmi les ouvrages récents qui ne sont pas, ou pas encore, traduits, deux livres adoptent en revanche une perspective qui permet de mieux ressaisir ce que fut l'activité politique de Lénine. Le Hongrois Tamás Krausz (4) propose ainsi une biographie intellectuelle dans laquelle on peut suivre en détail la genèse de ses principales idées à partir de leurs sources et des

débats dans lesquels elles prennent place, débats que l'historiographie stalinienne a caricaturés et qui attendent toujours leur historien. Malgré la qualité de cet essai, on regrettera que la parole soit trop rarement donnée aux interlocuteurs directs de Lénine – marxistes légaux, mencheviks, anarchistes, socialistes-révolutionnaires –, réduits la plupart du temps aux citations et appréciations qu'en donne Lénine lui-même. La contribution de Tariq Ali (5), enfin, se présente sous un format moins directement biographique et moins universitaire. Il s'agit ici de restituer l'histoire longue du mouvement ouvrier russe selon plusieurs angles d'approche (la question nationale, les femmes dans le militantisme russe, entre autres) et d'aborder la figure de Lénine à travers la manière dont cette histoire l'a atteint. Le livre, entrecoupé de poèmes de Vladimir Maïakovski, offre ainsi un excellent aperçu de l'environnement dans lequel il évolua.

Un mot enfin de l'édition des textes de Lénine en français. Il est significatif que le seul livre désormais accessible dans une édition non confidentielle soit *L'État et la Révolution* (6). Quoi que l'on en pense par ailleurs, il s'agit d'un texte dont le statut très théorique, sans même parler de ses thèses, est peu représentatif. En effet, les questions organisationnelles et stratégiques s'y trouvent reléguées au second plan, alors même qu'elles ont constitué son principal champ d'investigation, et que leur actualité peut difficilement être niée au vu des débats qui agitent aujourd'hui la gauche. On peut craindre qu'à présenter Lénine en pur théoricien on encourage une approche qui, en le vidant de sa substance politique véritable, tend à en faire un énième représentant de la « phrase révolutionnaire » abstraite contre laquelle il a tant bataillé.

GUILLAUME FONDU.

(1) Dominique Colas, *Lénine*, Fayard, Paris, 2017, 532 pages, 25 euros.

(2) Robert Service, *Lénine*, Perrin, coll. « Tempus », Paris, 2016, 800 pages, 12 euros.

(3) Lars Lih, *Lénine. Une biographie*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2015, 279 pages, 22 euros.

(4) Tamás Krausz, *Reconstructing Lenin : An Intellectual Biography*, Monthly Review Press, New York, 2015, 552 pages, 31,50 dollars.

(5) Tariq Ali, *The Dilemmas of Lenin*, Verso, Londres, 2017, 384 pages, 14 livres sterling.

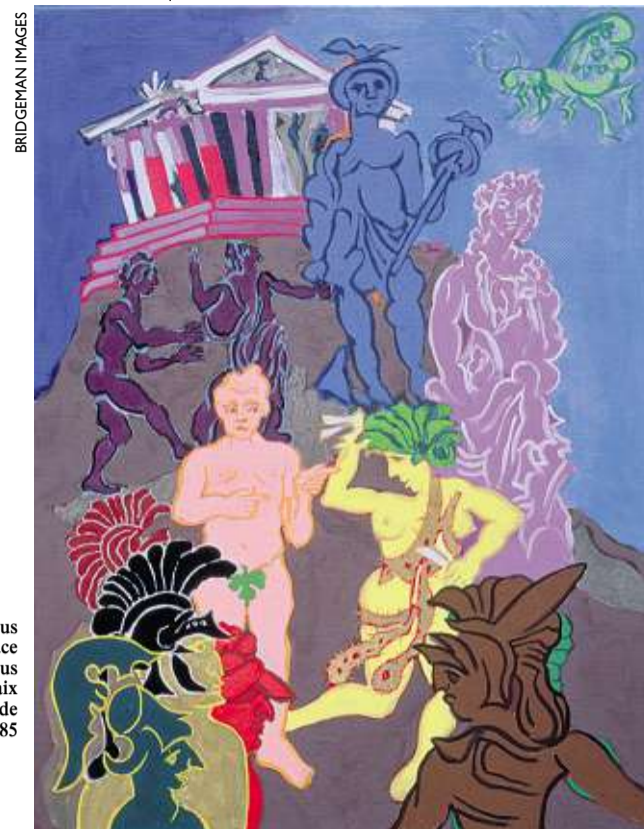
(6) Lénine, *L'État et la Révolution*, La Fabrique, Paris, 2012.

THÉÂTRE

Aristophane
l'intrépide

Il y a quelque deux mille cinq cents ans, sous ce même ciel qui aujourd'hui voit son pays vendu à la découpe, un poète grec truculent et irrévérencieux attendait anxieusement de découvrir l'accueil réservé à ses « Oiseaux » : Aristophane, né dans un siècle à la fois brillant et belliqueux.

HUGH BULLEY. – « Trygaeus Returning to Athens With Peace and Her Attendants (Trygaeus retourne à Athènes avec la Paix et ses préposés) », illustration de « La Paix » d'Aristophane, 1985



DANS LES REVUES

□ **L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.** Dans la revue du Parti de gauche, la sociologue Danièle Linhart retrace un siècle de management, du taylorisme à nos jours. Gérard Mordillat : « L'image du travail est une image fantôme dans le monde médiatique. » (N° 2, juin, semestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **INA-STAT.** L'Institut national de l'audiovisuel analyse la dernière campagne présidentielle en France : « Entre le 31 décembre 2016 et le 31 mars 2017, 290 sujets ont rendu compte de l'affaire Fillon, soit presque un tiers – 31,5% – de l'ensemble des sujets du trimestre sur la campagne présidentielle. » (N° 46, juin, trimestriel, gratuit en ligne. – Brie-sur-Marne.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Une course de nourrissons à quatre pattes organisée à Vilnius par une journaliste inspire à Alain Accardo une réflexion ravageuse sur le processus électoral dans les démocraties capitalistes. (N° 141, juillet-août, mensuel, 5 euros. – Lyon.)

□ **L'ÉCOLOGISTE.** L'apport des abeilles et les menaces qui pèsent sur leur avenir : présence culturelle, bienfaits pour l'agriculture, concurrence avec les espèces sauvages, menace des produits chimiques ou des frelons asiatiques. (N° 49, mai-juillet, trimestriel, 6 euros. – Ygrande.)

□ **LUTOPIK.** Les rapports entre humains et animaux : « Tant que les animaux seront soumis au régime des biens, ils seront exposés au droit absolu que le propriétaire a sur ses propriétés : (...) vous avez le droit de détruire ce qui vous appartient. » (N° 15, été, trimestriel, 5 euros. – Fontaines-lès-Clerval.)

□ **L'ÂGE DE FAIRE.** Un dossier sur les îles, du « porte-avions » de Diego Garcia (cet atoll de l'océan Indien accueille une base militaire britannique) aux circuits courts de Belle-Île en passant par l'autonomie énergétique d'El Hierro, aux Canaries. Une base mondiale en recenserait 460 000. (N° 1121, juillet-août, 11 numéros par an, 1,50 euro. – Peipin.)

□ **LE RAVI.** Le mensuel satirique provençal s'est installé en Corse pour décrire la réalité sociale d'une île souvent caricaturée dans les médias. Un entretien avec M. Saïd Ahamada, député La République en marche du nord de Marseille, qui remarque que « le droit du travail, ce n'est ni la Bible ni le Coran ». (N° 153, juillet-août, mensuel, 3,90 euros. – Marseille.)

□ **CQFD.** Dix jours en mer à bord de l'*Aquarius*, qui sillonne les eaux internationales au large de la Libye pour porter secours aux migrants ; comment le président turc réprime les syndicats. (N° 156, « spécial été », juillet-août, mensuel, 5 euros. – Marseille.)

□ **LES UTOPIQUES.** Un dossier sur les répressions et l'état d'urgence. Au sommaire : ce que tout révolutionnaire devrait savoir sur l'antiterrorisme ; contester dans l'armée ; les faucheurs volontaires ; désobéissance à l'usine. (N° 5, juin, semestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **LE POSTILLON.** Entre locataires, mal-logés ou sans-logement, chômeurs et migrants, reportage avec une section grenobloise de Droit au logement. Comment une propriétaire fortunée laisse se dégrader les dix-neuf habitations qu'elle loue à des familles peu argentées. (N° 41, été, bimestriel, 3 euros. – Grenoble.)

□ **GUERRES & HISTOIRE.** Plusieurs articles sur l'évacuation des troupes alliées à Dunkerque en mai 1940. Une débâcle qui, sans les atterrissements d'Adolf Hitler, aurait pu tourner à la victoire définitive de l'armée allemande. (N° 37, juillet, bimestriel, 5,95 euros. – Montrouge.)

□ **PAPIERS.** La revue de France Culture, qui retranscrit des émissions et chroniques sur... papier, change de nom et de formule, avec un dossier sur le thème « Vérité et mensonge à l'ère des "fake news" ». Également, un extrait inédit du prochain roman de l'auteur de science-fiction Alain Damasio. (N° 21, juillet-septembre, trimestriel, 15,90 euros. – Paris.)

□ **SEPT.** Un dossier original sur la pratique intime des religions, à l'image de la spiritualité mystique des zaouias (confréries soufies) en Algérie. Un article aussi sur la puissance du lobby du sucre. (N° 18, juillet, bimestriel, 19 euros. – Villars-sur-Glâne, Suisse.)

□ **REVUE VOLTAIRE.** Retour sur l'affaire du chevalier François-Jean Lefebvre de La Barre, exécuté pour blasphème le 1^{er} juillet 1766, et pour qui Voltaire avait pris fait et cause. La revue publie les actes du colloque qui lui a été consacré en 2016. (N° 17, juin, annuel, 29 euros. – Presses universitaires de la Sorbonne, Paris.)

□ **NAUTILUS.** « Le monde se divise en deux catégories : ceux qui divisent le monde en deux catégories, et les autres. » L'opposition nous-eux a-t-elle des fondements neurologiques ? (N° 20, mai-juin, bimestriel, 12 dollars. – New York.)

□ **BIFROST.** Deux nouvelles de science-fiction inédites en français, l'une d'un Américain trop méconnu, Dale Bailey, l'autre du célèbre Liu Cixin, « chef de file incontesté » du genre en Chine... (N° 81, janvier, cinq numéros par an, 11 euros. – Saint-Mammès.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :

www.monde-diplomatique.fr/revues

PAR AGATHE MÉLINAND *

Tôt, un matin de la fin mars 414 avant notre ère, Aristophane, adossé à une porte des Propylées, devine le théâtre de Dionysos en bas. Les nuées secouent sur lui leur brouillard ; les frênes et les arbusiers s'agitent, *tio tio tio tio tio tio tiotix*, quelques oiseaux filent. *Brekekekex coaxcoax*, psalmodie une grenouille égarée. En ce printemps pluvieux des Grandes Dionysies, célébration, plusieurs jours durant, du dieu du théâtre, des mystères et du vin, on attend « une foule nombreuse d'hommes, dont les dix mille intelligences sont plus ambitieuses que celle de Cléophon (1), de qui les lèvres bavardes émettent un son strident, comme l'hirondelle de Thrace (2) ». Chants, danses, sacrifices, ivresses et compétition dramatique... Tout à l'heure, *Les Oiseaux* d'Aristophane vont concourir.

Depuis six mois, le producteur-mécène – le chorège – a été désigné ; depuis six mois, les vingt-quatre choreutes amateurs et les trois acteurs répètent. Les esclaves ont monté les gradins en bois, le jury a été tiré au sort parmi les citoyens, les masques en cire sont prêts, les *phallos* postiches en cuir brillent, le musicien prélude : « Muse, écoute, je lance mes chants joyeux (3) ! »

Aristophane a 31 ans.

On ne sait rien de lui, de sa vie. Était-il natif de Rhodes ou de la belliqueuse Égine, où il aura une maison ? Peu importe, il était citoyen athénien. On sait qu'il fut marié, qu'il eut des enfants et que le dernier fut le metteur en scène des œuvres de son père. On sait aussi qu'il était chanteur, puisque c'est lui qui l'écrivit. Homère se présentait aveugle dans l'*Odyssée* ; Aristophane, en écho, dans *La Paix*, parle de sa calvitie. « Donne au chauve ! Ne refuse rien au plus noble des poètes ! » Dans *Le Banquet*, Platon le fait parler d'amour et du troisième sexe, un buste le représente peut-être... Mais il nous reste les pièces, onze comédies sur quarante-quatre. C'est peu, c'est énorme. Cela dessine un magicien.

Aristophane est né vers 445 avant notre ère, en plein cœur de ce qu'on appellera le siècle de Périclès, associé à la construction du Parthénon définitif et à une effervescence intellectuelle et artistique unique : Euripide, Socrate, Platon... Mais le quotidien de son Athènes, c'est la guerre. Celle du Péloponnèse oppose Athènes et Sparte et durera vingt-sept ans. « J'avais une vie de paysan si douce (4) ! »... Devant l'avancée des Spartiates, Périclès demande aux habitants des campagnes de se réfugier dans les murs de la cité. Un navire égyptien apporte la peste, un tiers des Athéniens en meurt. Le successeur de Périclès, le belliqueux Cléon, veut furieusement continuer la guerre. Il mourra au combat. C'est la paix de Nicias, provisoire mais tant désirée.

Aristophane écrit ses deux premières pièces à 18 ans. Il ne les signe pas, mais elles lui causent des ennuis. « Je sais ce que j'ai eu à souffrir de Cléon pour ma comédie. Il m'a traîné devant le Conseil, me criblant de calomnies (5) »... Avec la violence qu'on va lui connaître, Aristophane réclamait la paix. « Si on décide quelque expédition insensée, nous toussons, nous pleurons (6) ». La guerre s'éternise, il écrit *Les Acharniens*. « Que Cléon dresse ses machines, j'aurai pour alliées la probité et la justice. Jamais on ne me prendra à être, comme lui, un fléau et un cul maudit. » Un an plus tard, dans *Les Cavaliers*, il jouera lui-même le démagogue tout barbouillé de rouge. « Agitateur brouillon, tu as rempli toute la cité de désordre, tu as assourdi notre Athènes de tes cris... Je te couvrirai de merde si tu parles... » Aristophane l'intrépide à « le courage d'affronter et le typhon et la tempête ». Un marchand de saucisses remplacera, dans sa pièce, le démagogue détesté. « Mais je suis de la dernière canaille ! », proteste le charcutier. « Justement, l'oracle l'a dit, tu vas être le plus grand des hommes. »

En 421, « quel bonheur, de laisser là le casque, le fromage et les oignons (7) ! ». C'est enfin la paix. Celle pour laquelle les femmes de *Lysistrata* ont fait la grève du sexe. Nicias la signe, Aristophane l'écrit. Son héros, vigneron juché sur un bousier puant, traverse les nuages, monte au palais de Zeus pour en

ramener la Paix. Mais « les dieux ont déménagé tout en haut de la calotte du ciel ». Quant à la Paix, c'est dans une grotte que le Vacarme et la Guerre l'ont murée. « Quand ils eurent chassé le nuage ennemi de la Guerre, ils embrassèrent la Paix et lui offrirent un sacrifice. » Le vigneron retournera dans le calme de sa campagne, comme au bon vieux temps, « regarder grossir la figue et quand elle est mûre la manger. Heures aimées ! ». Les fabricants de casques et autres marchands de cuirasses sont ruinés ; les filles, en tunique légère, sont lavées et épilées.

Entouré d'un chœur de charbonniers, de grenouilles, cavaliers, oiseaux, nuées, Aristophane parle par la voix du coryphée. Il pose son masque et apostrophe, réclame, invective, invoque. Dans une catharsis vengeresse, le peuple, comblé, hurle. Stratèges, poètes, dieux, architectes, philosophes... pulvérisons-les ! Aristophane, qui pense aussi au premier prix, flatte, polémique, parodie, en fait trop, rigole. Il « invente » la comédie. Avec son poids de trivialités, d'allusions salaces et politiques et... les chants les plus doux, celui des oiseaux ou d'une succession de nuages.

Mais... « Je vous apporte des pièces nouvelles qui ne se ressemblent pas (8) ». Soudain, il va s'en prendre à Socrate dans *Les Nuées*. Des générations de lecteurs autorisés le blâmeront, on lui reprochera la mort du philosophe, vingt-quatre ans après. Tant pis. Aristophane conspu la pensée qui, selon lui, alanguit et ruine la Grèce. Voici donc Socrate aux pieds nus, bombardé professeur de sophistique. Juché sur sa grue en bois, la *mèchanè*, il marche « dans les airs et regarde le soleil ». Il célèbre les nuées, déesses nouvelles, inconnues du Panthéon. Pour lui, Zeus n'existe pas. « Et qui est-ce qui pleut ? », s'étonne un paysan. Si c'était Dieu, la pluie tomberait du ciel bleu, répond Socrate. Sur l'*orchestra*, où danse le chœur, le raisonnement juste vante la campagne, les anciens, la bonne éducation, tandis que le raisonnement injuste promeut les bains chauds, l'adultère et le culte du « derrière élargi ». Socrate devient corrupteur d'âmes en pays d'Absurdie. Ses disciples au teint jaune, quand ils ne méditent pas, violent leurs sœurs ou pètent en rafale, leurs culs nus dressés vers le soleil. Avec cette première « vraie » comédie philosophique, le poète n'obtiendra que le troisième et dernier prix et gagnera une réputation solide de vieux réactionnaire.

C'EST QUE ne va pas contredire son obsession pour le tragique Euripide, ami de Socrate : « Ô ! introducteur dans l'art d'hyménées incestueuses (9) ! Toi ! faiseur de mendiants, débitant des sottises... » Une antipathie qui rappelle furieusement la querelle vénitienne entre Carlo Gozzi et Carlo Goldoni, deux mille ans plus tard. Mêmes reproches, mêmes moyens. Une de ces bagarres de théâtre qui se traitent sur le plateau, devant un public hilare. Aristophane, qui connaît son Euripide par cœur, le met trois fois en scène et le parodie tout le temps. Dans *Les Acharniens*, il le balance dans la *mèchanè* distribuant les oripeaux misérables de ses personnages. Dans *Les Thesmophories*, l'auteur prétendument misogyne est poursuivi par des femmes en furie. Déguisé en vieille dame, il échappera de justesse aux étreintes furieuses d'un archer scythe gérontophile.

Et quand Dionysos, dans le coassement des *Grenouilles*, descend aux Enfers pour ramener le meilleur poète sur une Terre qui ne connaît plus que la médiocrité, un concours de vers va opposer Eschyle et Euripide. Le jeune poète se défend : « Tout le monde parlait dans mes pièces, femme, esclave ou maître, jeune fille ou vieille ! » Le vindicatif Eschyle s'insurge : « Ne méritais-tu pas la mort pour cette audace ? – Non ! Je faisais œuvre démocratique ! » C'est Eschyle qui gagne. Aristophane enfonce le clou : « Il est bon de ne pas demeurer assis auprès de Socrate dédaignant la musique et méprisant les subtilités de l'art tragique... » Il condamne Euripide pour réalisme, athéisme et philosophie.

Ce qui ne l'empêche pas d'imaginer, alors que la guerre reprend, une utopie aérienne et lustrale. Les deux héros des *Oiseaux* n'aiment plus du tout la vie de la cité. « Tu devais de l'argent comme nous. Tu ne voulais pas le rendre, comme nous ! » Amendes, taxes, procès... « Ils cherchent un endroit tranquille pour y passer tranquillement leur vie » et ils ont une idée. Aidés par le roi Térée changé en huppe, ils vont exposer aux oiseaux du ciel un grand projet : la fondation d'une ville posée sur l'air, « entourée de murs plus hauts que la cité de Babylone », qui subsistera grâce à un impôt-droit de passage exigé des dieux, une cité où les oiseaux seront rois. Confiants, ils chantent : « Si vous nous prenez pour dieux, vous aurez, en nous, les muses prophétiques des matins frais et des hivers-étés tempérés... » Coucouville-sur-Nuages est née. Les oiseaux-maçons construisent ses murs tandis que les pélicans jouent les charpentiers. Mais voici les humains. Les inspecteurs, diseurs d'oracles et contrôleurs de décrets sont violemment virés, le protagoniste va auditionner les prétendants à une immigration contrôlée. Le bureau des ailes est ouvert ! Les dieux sont légèrement enragés. Il faudra que l'Athénien négocie bien pour réunir l'homme, centre de tout, l'Olympe neigeuse et le royaume des oiseaux.

MALGRÉ la poésie envolée des chants pastoraux, l'audace de la fable, le comique immédiat de la situation, Aristophane ne remporta pas le prix. Le jury lui préféra *Les Fétards*, d'Amipsias, que la postérité n'a pas retenu. Le poète ne verra plus jamais jouer ses *Oiseaux*.

En 404, Athènes capitule devant Sparte. Aristophane, découragé, confie le pouvoir à *L'Assemblée des femmes*. Il invente quand même le mot grec le plus long : 171 lettres ! Dans sa dernière pièce, *Ploutos*, le dieu aveugle de la richesse retrouve la vue et ne comblera plus que les gens honnêtes. Aristophane meurt vers 60 ans.

Aujourd'hui, sous le ciel inchangé de la Grèce, dont on discute sans fin la restructuration de la dette, Athènes et Salonique exsangues exposent les corps de tous ceux qui dorment dans leurs rues. Dans les stades vides et jamais reconvertis des derniers Jeux olympiques, les herbes poussent et le béton craquelle. La « Grèce éternelle » se découpe et se vend. Plages, îles, terres, sources. Quelqu'un propose de vendre l'Acropole... On joue souvent Aristophane, dont les mots résonnent. On reprend la mise en scène mythique des *Oiseaux* de Karolos Koun (1908-1987) et de son Théâtre d'art, celles d'Alexis Solomos (10) et de Spyros Evangelatos, qui vient de disparaître. Et partout, les éclairs de ses mots, les éclats de son rire pour toujours bouillonnant consolent, inspirent et réveillent. Comme hier, mieux qu'hier, adoubé par l'éternité, il secoue, provoque et nous invoque. Alors, « soulevez pour lui des flots d'applaudissements, faites bruire sur onze avirons vos acclamations glorieuses, afin que le poète s'en aille pour toujours joyeux et le front rayonnant (11) ».

(1) Homme politique athénien.

(2) *Les Grenouilles*, dans la traduction canonique d'Eugène Talbot, Alphonse Lemerre, Paris, 1897. Toutes les références renvoient à l'édition des *Œuvres complètes* dans cette traduction, sauf pour *Les Oiseaux*, traduction d'Agathe Mélinand, Les Solitaires intempestifs, Besançon, 2017.

(3) *Les Oiseaux*.

(4) *Les Nuées*.

(5) *Les Acharniens*.

(6) *Les Nuées*.

(7) *La Paix*.

(8) *Les Nuées*.

(9) Eschyle sur Euripide dans *Les Grenouilles*.

(10) Auteur d'*Aristophane vivant*, Hachette, Paris, 1972.

(11) *Les Cavaliers*.

Sur un tissu bleu à douze étoiles dorées

PAR RÉGIS DEBRAY *

CETTE GRANDE ESPÉRANCE, au départ, avait tout pour elle. Saint Thomas et Victor Hugo, un heureux mélange d'inspiration chrétienne et d'anticipations humanitaires, de générosités et de vraisemblances. Ainsi de la marche inexorable vers l'unification des nations dans une gouvernance globale, comme naguère des régions dans les États-nations, ou encore de fortes et simplistes certitudes comme « L'union fait la force ». À quoi s'ajoutait, pour le soussigné, l'ombre portée de l'Européen Paul Valéry. Sans doute « l'Europe possible » qu'il avait appelée de ses vœux ne coïncidait pas avec l'Union européenne. Ce n'était pas une résurgence due au Saint Empire romain germanique, mais l'Europe d'Albert Camus et de la « pensée de midi » : méditerranéenne et solaire, de patine catholique, devenue humaniste sur le tard, quoique plus proche de Rome que de Francfort. Elle commençait à Alger, passait par Alexandrie, allait à Beyrouth, faisait halte à Athènes, poussait une pointe vers Istanbul et remontait vers le nord, par la Botte italienne et la péninsule Ibérique. Autant dire qu'elle attachait au langage, à la géométrie et aux créations de l'imaginaire le même rôle stratégique que nous à l'indice Dow Jones et au taux d'imposition des entreprises.

L'histoire universelle a toujours eu plus d'une ruse dans son sac. Aussi a-t-elle confié l'expansion du principe Amérique à ce qui était supposé lui faire vis-à-vis et, pour certains, concurrence : les États-Unis d'Europe. Tel est le miracle de l'hégémonie : pouvoir faire remplir son agenda par un autre. C'est aussi celui de l'amour. La jeune Amérique a su se faire aimer au lendemain de la guerre, ce que n'a su faire, le contraire eût étonné, sa rivale d'alors, l'Union soviétique. Et qui aime imite. Il n'est donc pas anormal que l'Europe fédérale du futur ait souhaité se construire en étendant au Vieux Continent les dogmes et manières du Nouveau. Travailler avec tant d'application à effacer sa personnalité, détricoter avec enthousiasme tout ce qui faisait son ADN, cela devrait intéresser un dramaturge. L'Union européenne est une machine antipolitique, dont certains rêvent qu'elle devienne un acteur politique et attendent même qu'elle se constitue, un jour, en puissance, quand sa raison d'être est de fuir toute idée de puissance.

Résumons l'intrigue. Sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, les deux premiers acteurs de la pièce, avaient eu, au lendemain de la guerre, pour prévenir tout retour de flamme, l'excellent projet de faire prévaloir l'intérêt commun sur le particulier. Contre le péché national, la rédemption fédérale.

*Auteur de *Civilisation. Comment nous sommes devenus américains*, Gallimard, Paris, 2017, dont ce texte est tiré.

Soit. Pourquoi pas ? Après quoi l'on vit les socialistes du cru démanteler les protections sociales, déconstruire l'État, le seul et dernier bien de ceux qui n'en ont pas, démonter les services publics et introniser en loi suprême celle du profit, tandis que les maîtres d'œuvre spiritualistes mettaient sur pied une entité sans âme ni cœur, la plus grossièrement matérialiste des agrégations humaines où le lobby est roi, le réfugié un ennemi et reine la calculette. L'Union européenne n'est pas sortie de l'histoire pour la raison qu'elle n'y est pas entrée.

On n'a jamais vu, sur aucun terrain, évoluer une armée sous le drapeau à la couronne d'étoiles extraite du texte de l'Apocalypse, ni un héraut de Bruxelles mettre son veto à quoi que ce soit, ni convoquer une conférence de paix, ni déclencher ou arrêter une guerre. Ce n'est pas le genre de la maison. C'est par des accords entre gouvernements, par une coopération classique et judicieuse entre États souverains que sont nés les grands succès européens, Airbus et Ariane, qui ont plus fait pour la cause qu'un artefact institutionnel dont l'apport aura été de franchiser la mondialisation d'un capitalisme financier étranger aux modèles tant rhénan que colbertiste. Non sans avoir entre-temps mis à flot, en 1987, l'excellent programme d'échanges universitaires Erasmus, qu'il convient de saluer en dépit de sa modestie : trente-trois pays participants, mais 1,3 % du budget communautaire, trois mille bourses par an, surtout pour les écoles de commerce et d'ingénieurs. Le Moyen Âge faisait mieux dans la mobilité, mais l'effort est méritoire.

Le culte européiste constitue la première religion séculière qui n'ait pu délivrer à ses fidèles une carte d'identité, à moins de prendre pour telle une coupure de Monopoly. Et pour les consoler d'une narration commune impossible, la banque leur a offert une monnaie unique, avec l'idée, derrière la tête, d'une frontière à repousser toujours plus loin. Substituer l'extensif à l'intensif, un toujours plus loin à un encore mieux, *go east young man*, c'est une formule qui marche dans un continent qui a un minimum de diversité dans un maximum d'espace, mais non dans le nôtre, avec un maximum de diversité dans un minimum d'espace.

Détruire un sentiment d'appartenance sans en mettre un autre à la place est toujours périlleux. Le risque est la rétraction tribale, faux remède et vrai poison. Les religions politiques – et l'européisme en fut une, à sa manière, oblique et pâlichonne – se dessèchent assez vite faute de sève et surtout d'un tuteur, une verticale. Le mythe Europe s'est fané plus vite que de raison pour avoir postulé qu'un texte de Constitution pouvait faire ancrage, sans langue, mémoire ni légende partagées. Ce patriotisme sec et sans

EDUARDO ARROYO.
– « Si, si entraremos
en el Mercado común »
(Oui, oui nous rentrerons dans
le Marché commun), 1971



MUSEO REINA SOFÍA, MADRID

substance, dit constitutionnel, laisse la place au seul esprit de commerce, en tenant pour négligeable ce qui lui donne un sens : le commerce des esprits.

QU'A-T-ELLE D'EUROPÉENNE notre Europe recouverte d'un bleu manteau de *supermarkets*, le successeur du blanc manteau d'églises, avec, ça et là, et en supplément d'âme, des musées en forme de blockhaus où venir remplir en bâillant ses obligations culturelles ? Il y avait plus d'Europe à l'âge des monastères, quand l'Irlandais Colomban venait semer ses abbayes aux quatre coins du continent. Plus, à la bataille de Lépante, quand Savoyards, Génois, Romains, Vénitiens et Espagnols se ruèrent au combat contre la flotte du Grand Turc, sous la houlette de don Juan d'Autriche. Plus, à l'âge pacifique des Lumières, quand Voltaire venait taper le carton à Sans-Souci avec Frédéric II, ou quand Diderot tapait sur l'épaule de Catherine II à Saint-Pétersbourg. Plus, à l'âge des *Voyageurs de l'impériale*, quand Clara Zetkin remuait le cœur des ouvriers français, et Jean Jaurès les congrès socialistes allemands. Le russe et l'allemand s'enseignaient cinq fois plus dans nos lycées en 1950 qu'aujourd'hui ; il y avait alors plus d'Italie en France et de France en Italie qu'il n'y en a à présent. Nous suivions de jour en jour les péripéties de la politique intérieure américaine, et une quinte de toux de M^{me} Hillary Clinton en campagne fait l'ouverture de nos journaux télévisés, mais nous n'avons pas dix secondes pour un changement de paysage en Roumanie ou en Tchèque. Les satellites de diffusion et notre paresse intellectuelle mettent New York sur notre palier, Varsovie dans la steppe et Moscou au Kamtchatka.

M. Donald Tusk, président du Conseil européen, qui s'adresse en globish à ses divers interlocuteurs, paraît bien moins européen que l'empereur Charles Quint, qui parlait espagnol à Dieu, italien aux femmes, français aux hommes et allemand à son cheval. Sur la trentaine d'agences centralisées de l'Union, vingt et une présentent leur site

uniquement en anglais, et la loi travail en Italie s'appelle le Jobs Act. Voir les fonctionnaires de Bruxelles communiquer dans la seule langue qui, depuis le Brexit, n'est plus celle que d'un de ses membres, l'Irlande, ne manque pas de cocasserie. Ceux qui déplorent que cette Carthage babillarde devienne une vaste Suisse devraient plutôt nous donner cette confédération en exemple : on y parle couramment, comme tout Européen se devrait de le faire, trois, voire quatre langues majeures.

Personne, certes, ne pouvait prévoir, au début de cette odyssée manquée, que l'Europe centrale et orientale deviendrait, dès sa libération, une petite Amérique de l'Est, où les sex-shops et les McDo remplaceraient bientôt librairies et tavernes, où le Pentagone viendrait installer ses conseillers, et la Central Intelligence Agency (CIA) ses prisons clandestines. Ni que la tension féconde entre latinité et germanité se résoudrait, avec l'élargissement à vingt-sept, au bénéfice d'une Allemagne devenue entre-temps, expiation et rédemption obligent, la plus américanisée des sociétés européennes (primauté de l'économie, urbanisme, organisation fédérale, gouvernement des juges, etc.). S'il est vrai que toute histoire d'oiseau s'achève par un chat, il n'était pas dit qu'un salutaire réflexe de défense face à un despotisme politique tournerait trente ans plus tard en une sorte, plus supportable il est vrai, de despotisme économique, comme si un « non » à Joseph Staline exigeait un « oui » à Milton Friedman.

Le stratège Thomas Barnett, qui a enseigné au Naval War College avant de travailler au Pentagone, incitait récemment les États-Unis à ne pas se décourager à cause d'une guerre perdue, l'Irak, et à continuer de projeter avec succès dans le monde entier leur ADN, « le code source de la mondialisation moderne », à savoir leur modèle économique, qui se réplique tout seul par « effet domino », d'une classe moyenne à l'autre. « Il ne s'agit plus désormais, martèle-t-il, que l'Amérique dirige le monde, mais que le monde devienne l'Amérique. » Pour ce qui est du Vieux Monde, notre stratège peut se rassurer : il touche au but.

SOMMAIRE

PAGE 2 :

L'art d'interviewer Adolf Hitler, par DOMINIQUE PINSOLLE.

PAGE 3 :

Anatomie d'une triple crise, par RAZMIG KEUCHEYAN.

PAGES 4 ET 5 :

Les jolies grèves du mois d'août, par MICHEL PIGENET.

PAGES 6 ET 7 :

À Sarcelles, un maire contre ses administrés, par PIERRE SOUCHON.

PAGES 8 ET 9 :

Mémoire interdite en Algérie, par PIERRE DAUM. – Compensations financières (P. D.). – Espoirs déçus de la transition (P. D.).

PAGE 10 :

Qui a tué Samora Machel ?, par AUGUSTA CONCHIGLIA.

PAGE 11 :

Ruineux mariages au Tadjikistan, par JULIETTE CLEUZIQUET ET ISABELLE OHAYON.

PAGES 12 ET 13 :

Menaces sur l'islam à l'indonésienne, par MARTINE BULARD, AVEC MARIE BEYER.

PAGES 14 ET 15 :

Mille et une résistances à l'alphabet latin, par PHILIPPE DESCAMPS ET XAVIER MONTHÉARD.

PAGES 16 ET 17 :

En Arizona, le mur de Donald Trump existe déjà, par MAXIME ROBIN.

PAGES 18 ET 19 :

L'air conditionné à l'assaut de la planète, suite de l'article de BENOÎT BRÉVILLE. – Du ski par 40 °C (B. B.).

PAGE 20 :

Le Buenos Aires Express sifflera-t-il un jour ?, par GUILLAUME BEAULANDE.

PAGE 21 :

De l'information au piège à clics, par SOPHIE EUSTACHE ET JESSICA TROCHET.

PAGES 22 ET 23 :

Internet russe, l'exception qui vient de loin, suite de l'article de KEVIN LIMONIER. – Le fantôme de Katharina Blum, par PIERRE RIMBERT.

PAGES 24 À 26 :

LES LIVRES DU MOIS : « La Double Vie de Jésus », d'Enrique Serna, par BERNARD DAGUERRE. – « Cris de guerre Avenue C », de Jerome Charyn, par HUBERT PROLONGEAU. – Good Guy et « bad boy », par JEAN STERN. – Une lumière d'éternité, par SÉBASTIEN LAPAQUE. – L'éclat intact de l'affiche polonaise, par VLADIMIR SLONSKA-MALVAUD. – Déclin de la diplomatie française, par ANNE-CÉCILE ROBERT. – Hello Lénine, par GUILLAUME FONDU. – Dans les revues.

PAGE 27 :

Aristophane l'intrépide, par AGATHE MÉLINAND.

Manière de voir 154
Le Monde diplomatique
août - septembre 2017

SÉRIES DIVERTISSEMENT
TELE-RÉALITÉ

**ÉCRANS
ET IMAGINAIRES**

**La télévision,
de « Loft Story »
à « Game of Thrones »**

8,50 € – CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX